

COMPTES PUBLICS

1987-1988

RÉSERVE
MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION DES COMMUNICATIONS
12, RUE ST-LOUIS
QUÉBEC, QUÉBEC
G1R 5L3

Volume 1

ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC

Année financière
terminée le 31 mars 1988

HJ
9921
Z9
Q3
C738
1987/88,1
Ex. 01
QMDF

Québec 

45
5221
75
23
1128
1988, 1
1988
1988

COMPTES PUBLICS

1987-1988

Publiés conformément aux
dispositions de l'article 71
de la Loi sur l'administration
financière (L.R.Q., c. A-6)

Volume 1



ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Année financière terminée le 31 mars 1988

Ministère des Finances

Bibliothèque

Date:



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances



ISSN 0706-2869
ISBN 2-550-19032-7 (Édition complète)
ISBN 2-550-19033-5 (Volume 1)

Dépôt légal -- 4^e trimestre 1988

À son Excellence le Lieutenant-gouverneur
Monsieur J. Gilles Lamontagne
Hôtel du gouvernement
Québec

Monsieur le Lieutenant-gouverneur,

Le soussigné a l'honneur de vous présenter les Comptes publics du
gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars
1988.

Le ministre des Finances,
Gérard D. Levesque

Québec, novembre 1988

Au ministre des Finances
Monsieur Gérard D. Levesque
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Ministre,

Conformément au mandat qui m'a été confié, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1988, lesquels ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6).

Respectueusement soumis,

Le contrôleur des Finances,
Pierre-André Paré, c.a.

Québec, novembre 1988.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
AVANT-PROPOS	9
ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1988	
Revenus, dépenses	13
Actif et passif	14
Dette nette	16
Besoins financiers et financement	17
Emploi des crédits	18
Notes complémentaires	20
Rapport du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Québec	37
Observations du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Québec	41
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES	1
Sommaire	
Placements	
Régimes de retraite	
Autres comptes	
FINANCEMENT	2
Sommaire	
Variation de l'encaisse	
Nouveaux emprunts	
Remboursements d'emprunts	
ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF	3

AVANT-PROPOS

Les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1988 ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6). Ils sont publiés en trois volumes intitulés comme suit:

Volume 1 - États financiers du Gouvernement

Volume 2 - Détail des revenus, crédits et dépenses

Volume 3 - États financiers des fonds spéciaux et des fonds renouvelables

Le Volume 1 présente, au début, les États financiers du gouvernement du Québec de l'année terminée le 31 mars 1988 comprenant, pour la première fois, un état de l'Emploi des crédits. Ces états sont accompagnés du Rapport du Vérificateur général et, dans les pages qui suivent, paraissent également sous un titre séparé, les observations de ce dernier sur ces états.

Les renseignements nécessaires pour expliciter ces états financiers apparaissent dans les trois sections suivantes:

- En premier lieu, les opérations non budgétaires regroupent les activités reliées aux placements du Gouvernement et aux opérations effectuées au compte des régimes de retraite. Les variations des autres éléments de l'actif et du passif y sont aussi indiquées.
- En second lieu, les opérations du financement démontrent de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations en indiquant les besoins financiers nets découlant des opérations budgétaires et non budgétaires ainsi que les sources de financement.
- Enfin, les tableaux complémentaires donnent les détails des postes de l'état de l'actif et du passif ainsi que les détails des éventualités et des engagements du Gouvernement afin de fournir plus d'informations à leur sujet.

Le volume 2 présente le Détail des revenus, crédits et dépenses sous les deux premières sections et la Liste des biens en capital sous la troisième. Auparavant, le Détail des revenus, crédits et dépenses apparaissait dans la section 1 du Volume 1 des Comptes publics.

- La première section comprend les états sommaires des revenus, crédits et dépenses. Dans cette section apparaît entre autres, pour la première fois, un état sommaire des crédits et dépenses par catégorie et par ministère et organisme en indiquant séparément les informations afférentes aux organismes dont le fonctionnement est pourvu par des allocations du Parlement sur le Fonds consolidé du revenu.
- Dans la seconde, on retrouve, pour chacun des ministères et de façon consécutive, le détail des revenus par catégorie et sous-catégorie, les crédits et dépenses par programme et élément, super-catégorie et catégorie, le sommaire des dépenses de transfert par objet et par genre de bénéficiaires ainsi que la Liste des fournisseurs et bénéficiaires. Cet ordre de présentation constitue une suite logique de toutes les informations relatives à un ministère.
- La troisième section couvre la Liste des biens en capital.

Le Volume 3 présente les États financiers des fonds spéciaux et des fonds renouvelables qu'administre le Gouvernement accompagnés chacun du Rapport du Vérificateur général sur ces états.

À la fin de ce volume apparaît sous un titre séparé, la Liste des fournisseurs de chaque fonds renouvelable.

Le contrôleur des Finances,
Pierre-André Paré, c.a.

ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1988

REVENUS ET DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 1988

(en milliers de dollars)

	<u>1988</u>	<u>1987</u> (note 11)
REVENUS		
Impôts sur les revenus et les biens	13 082 008	11 482 751
Taxes à la consommation	6 283 738	5 838 425
Droits et permis	679 804	601 571
Revenus divers	690 726	669 608
Revenus provenant des sociétés d'État	<u>1 451 711</u>	<u>1 105 323</u>
Revenus autonomes	22 187 987	19 697 678
Transferts du gouvernement du Canada	<u>6 175 904</u>	<u>5 872 031</u>
Total des revenus (note 3)	<u>28 363 891</u>	<u>25 569 709</u>
DÉPENSES		
Transferts:		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	8 152 855	7 621 428
Établissements de santé et de services sociaux	6 736 380	6 210 128
Organismes sans but lucratif et entreprises	1 142 302	1 108 987
Municipalités et organismes municipaux	1 109 359	1 137 514
Personnes	5 060 213	4 904 638
Entreprises et organismes du Gouvernement	<u>389 987</u>	<u>408 925</u>
Total des transferts	22 591 096	21 391 620
Traitements, salaires et avantages sociaux	2 725 499	2 518 082
Service de la dette	2 765 492	2 765 992
Provisions pour moins value (annexe 6 des notes)	77 368	107 168
Autres dépenses	<u>1 729 884</u>	<u>1 606 054</u>
Total avant les dépenses additionnelles	<u>29 889 339</u>	<u>28 388 916</u>
Excédent des dépenses sur les revenus avant les dépenses additionnelles	1 525 448	2 819 207
Dépenses additionnelles (note 4)	<u>848 802</u>	<u> </u>
DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	<u><u>2 374 250</u></u>	<u><u>2 819 207</u></u>

ACTIF ET PASSIF
au 31 mars 1988

(en milliers de dollars)

	<u>1988</u>	<u>1987</u>
ACTIF		
Espèces en banque	66 354	39 759
Placements temporaires	406 080	605 887
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	156 709	63 072
Comptes à recevoir	2 281 644	2 266 526
Intérêts courus	<u>14 175</u>	<u>13 745</u>
	2 924 962	2 988 989
	- - - - -	- - - - -
Placements--actions, obligations, billets, prêts et avances		
Entreprises et organismes du gouvernement du Québec (note 6)	9 323 798	8 677 823
Municipalités et organismes municipaux	65 574	67 794
Particuliers, sociétés et autres	<u>203 621</u>	<u>186 114</u>
	9 592 993	8 931 731
	- - - - -	- - - - -
Frais reportés (note 7)	242 789	159 414
	- - - - -	- - - - -
Autres éléments d'actif	2 210	2 210
	- - - - -	- - - - -
TOTAL DE L'ACTIF	12 762 954	12 082 344
DETTE NETTE	<u>30 213 492</u>	<u>27 835 828</u>
	<u>42 976 446</u>	<u>39 918 172</u>

Le contrôleur des Finances,

Le sous-ministre des Finances,

Pierre-André Paré, c.a.

Claude Séguin

Québec, le 4 novembre 1988

	<u>1988</u>	<u>1987</u>
PASSIF		
Chèques en circulation	344 442	309 300
Avances des fonds en fidéicomis	52 248	53 855
Compte d'accords de perception fiscale	299 922	266 387
Comptes à payer	2 246 668	2 744 526
Intérêts courus	<u>1 313 721</u>	<u>1 236 903</u>
	4 257 001	4 610 971
	- - - - -	- - - - -
Provision pour perte sur placements en actions (note 6)	318 410	334 042
	- - - - -	- - - - -
Provision pour financer l'assainissement des eaux	26 305	14 089
	- - - - -	- - - - -
Compte des régimes de retraite (note 8) Passif inscrit	11 672 883	9 352 653
Moins: contributions du gouvernement inscrites d'avance au titre du service courant	<u>117 176</u>	<u> </u>
	11 555 707	9 352 653
	- - - - -	- - - - -
Bons du trésor (note 9)	1 755 000	1 555 000
Obligations moins fonds d'amortissement (note 9)	22 971 000	22 437 570
Autres emprunts moins fonds d'amortissement (note 9)	<u>2 093 023</u>	<u>1 613 847</u>
	26 819 023	25 606 417
	- - - - -	- - - - -
TOTAL DU PASSIF	<u>42 976 446</u>	<u>39 918 172</u>
Éventualités et engagements (note 10)		

DETTE NETTE
Année financière terminée le 31 mars 1988

(en milliers de dollars)

	<u>1988</u>	<u>1987</u>
Solde au début	27 835 828	25 007 619
Déficit des opérations budgétaires	2 374 250	2 819 207
Réduction de comptes de placements en actions dans les entreprises et organismes du gouvernement du Québec (annexe 7 des notes)	4 327	18 326
Actions reçues pour la cession de biens à la Société des établissements de plein air du Québec (annexe 7 des notes)	(913)	
Réduction des comptes à payer - Contrats de location-acquisition inscrits au 31 mars 1986	<u> </u>	<u>(9 324)</u>
Solde à la fin	<u><u>30 213 492</u></u>	<u><u>27 835 828</u></u>

BESOINS FINANCIERS ET FINANCEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1988

(en milliers de dollars)

	<u>1988</u>	<u>1987</u>
BESOINS FINANCIERS		
Déficit des opérations budgétaires	2 374 250	2 819 207
Augmentation des placements		
Entreprises du gouvernement du Québec	645 062	312 796
Municipalités et organismes municipaux	(2 220)	(351)
Particuliers, sociétés et autres	<u>17 507</u>	<u>37 824</u>
	660 349	350 269
Augmentation du passif inscrit à l'égard des régimes de retraite		
Contributions du Gouvernement à titre d'employeur	(2 704 026)	(1 655 335)
Cotisations des participants et contributions d'organismes	<u>(197 845)</u>	<u>(241 169)</u>
	(2 901 871)	(1 896 504)
Pensions et autres paiements	<u>581 641</u>	<u>541 703</u>
	(2 320 230)	(1 354 801)
Contributions du gouvernement inscrites d'avance au titre du service courant	<u>117 176</u>	(2 203 054)
Augmentation des autres éléments d'actif*	185 880	295 871
Diminution (augmentation) des autres éléments de passif*	<u>361 713</u>	<u>(359 903)</u>
Besoins financiers nets	<u><u>1 379 138</u></u>	<u><u>1 750 643</u></u>
FINANCEMENT		
Emprunts effectués incluant la variation du change étranger	3 212 625	4 409 105
Moins: Emprunts remboursés	<u>2 006 699</u>	<u>2 577 575</u>
	1 205 926	1 831 530
Moins: Augmentation (diminution) des éléments de l'encaisse		
Espèces en banque	26 595	(30 000)
Placements temporaires	<u>(199 807)</u>	<u>110 887</u>
	(173 212)	80 887
Financement net	<u><u>1 379 138</u></u>	<u><u>1 750 643</u></u>

* Les autres éléments d'actif sont les espèces et effets en main et les dépôts en circulation, les comptes et les intérêts courus à recevoir et les frais reportés. Les autres éléments de passif sont les chèques en circulation, les avances des fonds en fidéicomis, le compte d'accords de perception fiscale, les comptes et les intérêts courus à payer, la provision pour perte sur placements en actions et la provision pour financer l'assainissement des eaux.

EMPLOI DES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 1988

(en milliers de dollars)

Ministères et organismes	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS		CRÉDITS NON UTILISÉS	
	Votés	Permanents	Votés	Permanents	Votés	Permanents
Affaires culturelles	216 499	7 241	212 282	3 784	4 217	3 457
Affaires municipales	771 585	5 523	587 908	1 705	183 677	3 818
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	537 504	31 525	520 474	30 910	17 030	615
Approvisionnement et Services	57 879	4 524	56 114	4 524	1 765	
Assemblée nationale	9 355	47 524	9 321	46 829	34	695
Commerce extérieur et Développement						
technologique	64 343		54 522		9 821	
Communautés culturelles et Immigration	33 976		33 199		777	
Communications	186 136		181 931		4 205	
Conseil exécutif	33 703	1 121	32 480	1 121	1 223	
Conseil du trésor	19 088		16 952		2 136	
Éducation	4 710 213	346 140	4 704 684	346 140	5 529	
Énergie et Ressources	402 046	17 109	377 112	17 109	24 934	
Enseignement supérieur et Science	2 587 750	90 100	2 559 489	89 256	28 261	844
Environnement	309 775		293 669		16 106	
Finances	129 196	2 850 825	90 416	2 771 176	38 780	79 649
Industrie et Commerce	323 977	19 420	241 803	19 420	82 174	
Justice	339 908	47 581	328 647	47 581	11 261	
Loisir, Chasse et Pêche	207 850	58	200 109	58	7 741	
Main-d'œuvre et Sécurité du revenu	2 947 195	219 702	2 863 416	219 411	83 779	291
Office de planification et de développement du Québec	46 686		44 316		2 370	
Organisme relevant du ministre délégué à l'Administration	34 406	1 548 108	34 344	1 540 897	62	7 211
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	96 916		94 201		2 715	
Organismes relevant de la Vice-présidente du Conseil exécutif	193 817	5 627	187 430	5 627	6 387	
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	14 744	10 955	14 647	10 612	97	343
Régie de l'assurance-maladie du Québec		1 889 479		1 889 479		
Relations internationales	69 157	44	68 423	44	734	
Revenu	255 966	43 284	240 906	42 703	15 060	581
Santé et Services sociaux	5 713 328	1 509 445	5 642 332	1 509 022	70 996	423
Solliciteur général	604 804	1 746	600 806	1 746	3 998	
Tourisme	73 974		70 946		3 028	
Transports	1 724 769	413	1 690 403	413	34 366	
Travail	84 554	2 849	80 046	2 253	4 508	596
Provision pour créances douteuses		125 000		90 533		34 467
	<u>22 801 099</u>	<u>8 825 343</u>	<u>(1) 22 133 328</u>	<u>8 692 353</u>	<u>667 771</u>	<u>132 990</u>
Dépenses	22 719 521	8 825 312	22 058 970	8 692 336	660 551	132 976
Prêts, placements et avances	81 578	31	74 358	17	7 220	14
	<u>22 801 099</u>	<u>8 825 343</u>	<u>(1) 22 133 328</u>	<u>8 692 353</u>	<u>667 771</u>	<u>132 990</u>
(1) Crédits permanents inclus dans les prévisions budgétaires		8 208 310		8 075 320		132 990
Autres crédits permanents		617 033		617 033		
		<u>8 825 343</u>		<u>8 692 353</u>		<u>132 990</u>

NOTES EXPLICATIVES

Le Parlement autorise le Gouvernement par des lois sur les crédits annuels (crédits votés) et par des crédits permanents prévus dans d'autres lois, d'effectuer à même le Fonds consolidé du revenu, des dépenses ainsi que des prêts, placements et avances.

Chacun des programmes des ministères et organismes est constitué de crédits votés et de crédits permanents s'il y a lieu. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur les crédits permanents n'est pas limitative. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés et doivent être biffés. L'excédent de dépenses sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et payé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les Comptes publics.

L'état de l'emploi des crédits présente les autorisations disponibles pour les dépenses et pour les prêts, placements et avances ainsi que l'emploi de telles autorisations par ministère et organisme. Cet état, préparé conformément à ce qui est mentionné précédemment ne tient pas compte, cependant, de la diminution des dépenses résultant de la réduction de la provision pour perte sur placements en actions au montant de 13 165 milliers de dollars.

RAPPORT

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 1988 démontre qu'aucun excédent des dépenses du Gouvernement portées aux comptes sur les crédits votés n'a été constaté au cours de cette année financière. Ces crédits étaient suffisants pour l'inscription de toutes les dettes contractées pour les biens et les services acquis et les transferts dus.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Le gouvernement du Québec rend compte de ses opérations financières selon une méthode modifiée de la comptabilité d'exercice. Les renseignements compris dans ses états financiers sont fondés, lorsque requis, sur les meilleures estimations et jugements. Les principales conventions comptables qu'il s'est données tiennent aussi compte de certaines particularités propres à sa mission et au contexte législatif auquel il est soumis.

L'ENTITÉ COMPTABLE DU GOUVERNEMENT

Les états financiers du Gouvernement rendent compte de l'ensemble des opérations financières des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu, à ce titre, par des allocations du Parlement tirées sur ces fonds. Ce sont les ministères, les organismes et l'Assemblée nationale ainsi que les personnes qu'elle désigne, tels qu'énumérés à l'annexe 1.

Les organismes, les entreprises et les fonds qui ont leur propre entité comptable sont énumérés à l'annexe 2.

LES REVENUS

Les revenus provenant des impôts sur les revenus et les biens ainsi que ceux provenant des taxes à la consommation, des droits, des permis, des transferts des sociétés d'État et autres, sont comptabilisés dans l'exercice financier au cours duquel ils sont reçus à ce titre, déduction faite des remboursements. Les cotisations et les comptes émis avant la fin de l'exercice financier sont portés à ces revenus.

Les revenus provenant des transferts du gouvernement du Canada sont comptabilisés dans l'exercice financier au cours duquel ils sont reçus à ce titre. Cependant, les réclamations émises et les estimations de revenus provenant de transferts reliés à des programmes à frais partagés sans compensation fiscale sont comptabilisées dans l'exercice financier au cours duquel les dépenses s'y rattachant sont effectuées.

LES DÉPENSES

Les coûts des biens et des services, y compris ceux des immobilisations, sont portés aux dépenses de l'exercice financier au cours duquel ils sont acquis, sans égard au moment de leur utilisation.

Les paiements de transfert sont portés aux dépenses de l'exercice financier au cours duquel ils deviennent dus. Ils correspondent aux sommes dûment autorisées et acceptées à ce titre par le Gouvernement.

LES ACTIFS ET LES PASSIFS

L'état des finances du Gouvernement correspond à son encaisse, à ses créances inscrites à leur valeur de réalisation, à ses mises de fonds en actions dans ses entreprises montrées à leur valeur de consolidation et à ses dettes envers les tiers.

LES PLACEMENTS EN ACTIONS

Les mises de fonds en actions dans les entreprises du Gouvernement sont enregistrées au coût, lequel est modifié annuellement de la participation du Gouvernement dans les résultats de ces entreprises avec contrepartie aux revenus, de façon à les présenter selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

Lorsque la participation du Gouvernement devient déficitaire, une provision pour perte sur placements équivalente au montant de ce déficit est inscrite au passif du Gouvernement et la variation annuelle est portée aux dépenses.

LES RÉGIMES DE RETRAITE

Les régimes de retraite gouvernementaux sont des régimes à prestations déterminées dont les participants sont les employés des secteurs publics et parapublics (enseignement, santé et services sociaux). Les principaux régimes sont le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), le Régime de retraite des enseignants (RRE), le Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) et le Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec. Dans le cadre de la préparation des états financiers du Gouvernement, ces régimes sont évalués selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

Les cotisations des participants au RREGOP sont versées à ce régime alors que celles des participants aux autres régimes sont versées au Fonds consolidé du revenu et inscrites au passif du Gouvernement.

Les contributions dues à titre d'employeur pour couvrir la totalité des coûts des services courants de tous les régimes et pour amortir les insuffisances actuarielles sont inscrites aux dépenses et la contrepartie est portée au passif auquel s'ajoutent les dépenses d'intérêts. Les contributions d'employeurs de certains organismes désignés à l'annexe 3 sont versées au Fonds consolidé du revenu et sont également portées à ce passif.

Les prestations et les remboursements de cotisations sont puisés à même l'avoir du RREGOP et à même le Fonds consolidé du revenu selon les dispositions de chaque régime.

La partie des prestations constituées qui est à la charge du Gouvernement et dont l'inscription au passif reste à compléter par voie d'amortissement ainsi que les méthodes d'amortissement utilisées sont indiquées à la note complémentaire 8.

LES EMPRUNTS

Les emprunts sont inscrits à leur valeur nominale et les frais d'émission de même que les primes ou les escomptes sont comptabilisés comme frais reportés et amortis sur la durée restante de ces dettes.

Toutefois, les emprunts émis à fort taux d'escompte sont inscrits à leur valeur de réalisation, augmentée annuellement de la capitalisation de l'escompte pour atteindre la valeur nominale à l'échéance.

À la fin de chacun des exercices financiers, la valeur des dettes en monnaies étrangères est ajustée selon les taux de change alors en vigueur et les variations sont inscrites comme dépenses ou revenus à reporter, puis amorties sur la durée restante de ces dettes.

2. MODIFICATIONS DES CONVENTIONS COMPTABLES

Les modifications des conventions comptables adoptées par le Conseil du trésor le 23 juin 1987 avec effet au 1er avril 1987 et leur incidence financière sur les états financiers de l'année financière terminée le 31 mars 1988 sont indiquées ci-après:

- a) Les frais d'émission des emprunts de même que les primes ou les escomptes sont maintenant comptabilisés comme frais reportés et amortis sur la durée restante de ces dettes alors qu'auparavant, ils étaient comptabilisés aux dépenses. Cette modification a eu pour effet de réduire les dépenses de 71,7 millions de dollars et d'augmenter les frais reportés à l'actif d'un montant équivalent.
- b) L'inscription de la dépense et du passif en regard des régimes de retraite tient compte, lors des évaluations actuarielles, de l'emploi de la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service pour l'établissement des coûts et des obligations à comptabiliser à l'égard des régimes de retraite. Auparavant, la méthode de nivellement des cotisations en pourcentage constant des salaires était utilisée.

De plus, le plein coût du service courant pour tous les régimes est pris en considération alors que ce n'était pas le cas antérieurement pour certains régimes, entre autres ceux des membres de la Sûreté du Québec, de la Magistrature et de la Législature.

Enfin, le passif actuariel non inscrit relatif au coût des années transférées des Régimes de retraite des enseignants et des fonctionnaires au Régime de retraite des employés du Gouvernement et des organismes publics et les intérêts non inscrits au titre du Régime de retraite des employés du Gouvernement et des organismes publics (RREGOP) sont amortis à compter de 1987-1988.

Ces modifications se traduisent par une augmentation nette des dépenses de 4,0 millions de dollars (annexe 4) et d'un montant équivalent au compte des régimes de retraite.

3. REVENUS

Le détail des revenus par catégorie et sous-catégorie apparaît à l'annexe 5.

4. DÉPENSES ADDITIONNELLES

Les dépenses tiennent compte d'un amortissement additionnel de 673,0 millions de dollars pour le passif actuariel non inscrit des Régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, de certains enseignants et du RREGOP. Cet amortissement est en supplément de l'amortissement de 529,1 millions de dollars normalement imputable à l'année financière 1987-1988 selon la méthode décrite à la note 8 b). Elles comprennent également des prestations d'aide sociale et de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crïs aux montants respectifs de 173,1 (13^e versement mensuel) et 2,7 millions de dollars (5^e versement trimestriel) pour l'année terminée le 31 mars 1988.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

La répartition de ces dépenses additionnelles de 848,8 millions de dollars s'établit comme suit:

	Par	Par mission			Par objet	
	ministère	Mission sociale	Mission éducative et culturelle	Mission gouvernementale et administrative	Traitements, salaires et avantages sociaux	Transferts
Amortissement additionnel du passif actuariel non inscrit des régimes de retraite:						
Éducation	51,8		51,8			51,8
Enseignement supérieur et Science	13,4		13,4			13,4
Organisme relevant du ministre délégué à l'Administration Santé et Services sociaux	575,1 32,7	32,7	415,8	159,3	150,1	425,0 32,7
	673,0	32,7	481,0	159,3	150,1	522,9
Prestations d'aide sociale et de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	175,8	175,8				175,8
	848,8	208,5	481,0	159,3	150,1	698,7
	<u>848,8</u>		<u>848,8</u>		<u>848,8</u>	

5. DÉPENSES

a) Dépenses en capital

Les dépenses en capital, incluses dans les dépenses de l'année 1987-1988, s'élèvent à 1 100,7 millions de dollars (1 050,9 millions de dollars en 1986-1987), dont 502,1 millions de dollars (468,1 millions de dollars en 1986-1987) pour les dépenses en capital du Gouvernement et 598,6 millions de dollars par paiement de transfert (582,8 millions de dollars en 1986-1987). Les dépenses en capital du Gouvernement et celles par paiement de transfert apparaissent respectivement aux pages 1-41 et 1-9 du volume 2 des Comptes publics.

b) Détail des dépenses

Le détail des dépenses par mission et domaine ainsi que par ministère et organisme apparaît à l'annexe 6.

6. PLACEMENTS DANS LES ENTREPRISES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1988	1987
	(en milliers de dollars)	
Actions - selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation (annexe 7)	8 835 230	8 159 856
Dotations - au coût	50 610	50 610
Obligations et billets - au coût	265 073	340 580
Prêts et avances - à la valeur de réalisation	<u>172 885</u>	<u>126 777</u>
	<u>9 323 798</u>	<u>8 677 823</u>
Provision pour perte sur placements en actions - participation déficitaire (annexe 7)	<u>318 410</u>	<u>334 042</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

7. FRAIS REPORTÉS

Les frais reportés afférents aux emprunts comprennent les soldes non amortis des éléments suivants:

	1988	1987
	(en milliers de dollars)	
Perte de change non réalisée	149 607	142 926
Frais d'émission, escompte et prime	71 674	
Escompte sur les bons du trésor	<u>21 508</u>	<u>16 488</u>
	<u>242 789</u>	<u>159 414</u>

L'escompte sur les bons du trésor est maintenant inscrit au poste "Frais reportés" alors qu'antérieurement il était inscrit en réduction des "Intérêts courus à payer". Les chiffres de 1987 ont été reclassés en conséquence.

8. COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

a) Passif

Le passif inscrit de 11 672,9 millions de dollars (9 352,7 millions de dollars en 1987) est composé d'un montant de 6 701,4 millions de dollars pour le Régime de retraite des employés du Gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et d'un montant de 4 971,5 millions de dollars pour les autres régimes. Au 31 mars 1987, les soldes se chiffraient respectivement à 5 581,5 et 3 771,2 millions de dollars.

Selon les estimations actuarielles effectuées par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, dont l'année financière correspond à l'année civile, les obligations du Gouvernement envers ces régimes totalisent 23 487,7 millions de dollars au 31 décembre 1987 (20 803,3 millions de dollars au 31 décembre 1986: montant redressé), soit 6 478,3 millions de dollars (5 486,1 millions de dollars au 31 décembre 1986) pour le RREGOP et 17 009,4 millions de dollars (15 317,2 millions de dollars au 31 décembre 1986) pour les autres régimes de retraite.

b) Méthode d'amortissement du passif actuariel non inscrit

Le passif actuariel non inscrit de tous les régimes est amorti sur une période de 50 ans à compter de l'année financière 1979-1980, au prorata des salaires versés aux participants des régimes, à l'exception du Régime de retraite des enseignants (RRE) et du Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) où le passif actuariel non inscrit est amorti au prorata des salaires versés à l'ensemble des participants aux RRE, RRF et au RREGOP.

Le passif actuariel non inscrit relatif au coût des années transférées du RRE et du RRF au RREGOP et au coût des bénéfices accordés sans contrepartie à certains participants est amorti à compter de l'année financière 1987-1988 sur le solde à courir de la période de 50 ans mentionnée au paragraphe précédent et au prorata des salaires versés à l'ensemble des participants aux RRE, RRF et RREGOP.

Le passif actuariel non inscrit relatif aux intérêts sur la provision accumulée du RREGOP est amorti à compter de l'année financière 1987-1988 sur la durée estimative du reste de la carrière active des participants à ce régime au prorata des salaires qui leur sont versés. Celui relatif à l'écart d'expérience entre le taux de référence utilisé pour la détermination des hypothèses de rendement à long terme des évaluations actuarielles et le taux d'intérêt imputé sur le solde du compte des régimes de retraite sera amorti en ligne droite sur une période de 15 ans à partir de l'évaluation actuarielle en date du 31 décembre 1987 qui ne sera connue qu'au cours de 1989-1990.

c) Contributions du gouvernement inscrites d'avance au titre du service courant

Les contributions du Gouvernement à titre d'employeur pour le service courant de l'année 1987-1988, établies selon les exigences de chacun des régimes de retraite en appliquant la méthode de nivellement des cotisations en pourcentage constant des salaires ont été portées au compte des régimes de retraite pour un montant de 577 853 milliers de dollars alors que la dépense s'établit à 460 677 milliers de dollars selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service. Selon la convention comptable sur les régimes de retraite en vigueur, il s'ensuit donc des contributions inscrites d'avance de 117 176 milliers de dollars.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

9. BONS DU TRÉSOR, OBLIGATIONS ET AUTRES EMPRUNTS MOINS FONDS D'AMORTISSEMENT

Les bons du trésor, obligations et autres emprunts ainsi que les exigences des fonds d'amortissement, convertis en dollars canadiens, sont présentés ci-dessous par année d'échéance et par monnaies:

<u>Années d'échéance</u>	<u>1988</u> (en milliers de dollars)	<u>1987</u> (en milliers de dollars)
1987-1988		2 773 203
1988-1989	2 908 698	1 174 378
1989-1990	1 303 904	1 592 865
1990-1991	992 913	1 206 078
1991-1992	1 449 170	1 628 019
1992-1993	<u>1 250 423</u>	<u>1 241 897</u>
	7 905 108	9 616 440
1993--1998	10 008 669	8 982 480
1998--2003	4 121 661	3 487 361
2003--2008	2 378 793	1 838 883
2008--2013	1 381 774	610 096
2013 et plus	<u>1 023 018</u>	<u>1 071 157</u>
	<u>26 819 023</u>	<u>25 606 417</u>
 <u>Monnaies</u>	 <u>1988</u> (en milliers de dollars)	 <u>1987</u> (en milliers de dollars)
En monnaie du Canada	18 351 354	17 256 155
En monnaies étrangères		
Aux cours établis selon les conditions de la couverture monétaire		
En monnaie des États-Unis	400 400	276 844
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	109 718	123 104
En monnaie de la France		2 735
En monnaie du Royaume-Uni	64 716	68 439
En monnaie des Pays-Bas		41 182
En monnaie du Japon	<u>100 000</u>	
	19 026 188	17 768 459
 Aux cours en vigueur au 31 mars		
En monnaie des États-Unis	3 755 009	4 133 118
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	950 513	822 307
En monnaie de la France	175 920	174 080
En monnaie du Japon	1 889 360	1 692 403
En monnaie de la Suisse	769 930	650 325
En monnaie du Royaume-Uni	174 750	230 747
En unités de comptes européennes		59 638
En unités monétaires européennes	<u>77 353</u>	<u>75 340</u>
	7 792 835	7 837 958
	<u>26 819 023</u>	<u>25 606 417</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

10. ÉVENTUALITÉS ET ENGAGEMENTS

Les emprunts garantis par le Gouvernement s'élèvent à 25 335,5 millions de dollars au 31 mars 1988 (24 593,2 millions de dollars en 1987: montant redressé) dont 22 248,3 millions de dollars se rapportent aux emprunts d'Hydro-Québec. Ces emprunts garantis ainsi que les autres éventualités autorisés par lois sont présentés sommairement à l'annexe 8.

Les engagements pour des paiements de transfert à des corporations, entreprises du Gouvernement, commissions scolaires, municipalités, institutions d'enseignement et établissements de santé et de services sociaux pour leurs dépenses en capital et pour le remboursement du principal de leurs emprunts contractés pour des dépenses en capital ainsi que certains autres engagements sont présentés sommairement à l'annexe 8. Ces engagements totalisent 11 528,5 millions de dollars au 31 mars 1988 (11 083,2 millions de dollars en 1987: montant redressé).

11. CHIFFRES COMPARATIFS

Les chiffres comparatifs de 1987 ont été reclassés pour se conformer à la présentation adoptée pour 1988. Les chiffres de revenus et dépenses de 1987 ont été modifiés par suite du changement dans l'enregistrement de la contribution du gouvernement du Canada de 76,5 millions de dollars à la Société d'habitation du Québec. Cette contribution, suite à une modification à la Loi sur cette Société, ne transite plus par le Fonds consolidé du revenu.

Affaires culturelles	Industrie et Commerce
Commission d'appel de francisation des entreprises	* Société de développement industriel du Québec
Commission de protection de la langue française	* Société du parc industriel du centre du Québec
Commission de toponymie	Justice
Commission des biens culturels	Comité de protection de la jeunesse
Conseil de la langue française	Commission des droits de la personne
Office de la langue française	Office de protection du consommateur
Régie du cinéma	
Affaires municipales	Loisir, Chasse et Pêche
Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec	Régie de la sécurité dans les sports
Commission municipale du Québec	Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu
Régie du logement	Commission des affaires sociales
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Office de planification et de développement du Québec
Commission de protection du territoire agricole du Québec	Organisme relevant du ministre délégué à l'Administration
* Office du crédit agricole du Québec - Financement agricole	* Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
* Régie des assurances agricoles du Québec	Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine
Régie des grains du Québec	Conseil du statut de la femme
Régie des marchés agricoles du Québec	Office des services de garde à l'enfance
Approvisionnement et Services	Organismes relevant de la Vice-présidente du Conseil exécutif
Protection civile du Québec	Commission de la fonction publique
Assemblée nationale	Office des ressources humaines
Commerce extérieur et Développement technologique	Personnes désignées par l'Assemblée nationale
Communautés culturelles et Immigration	Directeur général des élections - Commission de la représentation électorale
Conseil des communautés culturelles et de l'immigration	Protecteur du citoyen
Communications	Vérificateur général
Commission d'accès à l'information	*Régie de l'assurance-maladie du Québec
Régie des services publics	Relations internationales
Conseil exécutif	Revenu
Conseil du trésor	Régie des loteries et courses du Québec
Éducation	Santé et Services sociaux
Conseil supérieur de l'éducation	Conseil des affaires sociales et de la famille
Énergie et Ressources	Office des personnes handicapées du Québec
Régie de l'électricité et du gaz	Solliciteur général
* Office du crédit agricole du Québec - Financement forestier	Commission de police du Québec
Enseignement supérieur et Science	Commission québécoise des libérations conditionnelles
Conseil de la science et de la technologie	Régie des permis d'alcool du Québec
Conseil des collèges	Tourisme
Conseil des universités	Transports
Office des professions du Québec	Commission des transports
Environnement	Travail
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre
Conseil consultatif de l'environnement et des réserves écologiques	Conseil des services essentiels
Finances	Régie des entreprises de construction du Québec
Commission des valeurs mobilières du Québec	* Ces organismes effectuent aussi des opérations financières distinctement du Fonds
Inspecteur général des institutions financières	
* Régie de l'assurance-dépôts du Québec	

**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
ORGANISMES, ENTREPRISES ET FONDS QUI ONT
LEUR PROPRE ENTITÉ COMPTABLE**

ANNEXE 2

**ORGANISMES EFFECTUANT DES ACTIVITÉS À CARACTÈRE
GOUVERNEMENTAL**

Agence québécoise de valorisation industrielle
de la recherche
Centre de recherche industrielle du Québec
Centre québécois de recherche sur les
applications pédagogiques de l'ordinateur
Centre québécois de valorisation de la
biomasse
Centre québécois pour l'informatisation de la
production
Commission d'appel en matière de lésions
professionnelles
Commission des services juridiques
Corporation d'hébergement du Québec
Fondation pour la conservation et la mise en
valeur de la faune et de son habitat
Fonds d'aide aux recours collectifs
Fonds de la recherche en santé du Québec
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide
à la recherche
Institut de recherche et d'information sur la
rémunération
Institut québécois de recherche sur la culture
Institut québécois du cinéma
Musée d'Art contemporain de Montréal
Musée de la civilisation
Musée du Québec
Office de la sécurité du revenu des chasseurs
et piégeurs cris
Office des autoroutes du Québec
Office du crédit agricole du Québec
Radio-Québec
Régie de l'assurance-maladie du Québec
Régie des installations olympiques
Société d'aménagement de l'Outaouais
Société d'habitation du Québec
Société de développement des coopératives
Société de développement industriel du Québec
Société de la Place des Arts de Montréal
Société d'exploitation des ressources
éducatives du Québec (SEREQ)
Société d'investissement Jeunesse
Société du Grand Théâtre de Québec
Société du Palais des congrès de Montréal
Société du parc industriel du centre du Québec
Société générale du cinéma du Québec
Société québécoise d'assainissement des eaux
Société québécoise d'information juridique
S.O.D.I.C. QUÉBEC INC.

**ENTREPRISES ET ORGANISMES
DU GOUVERNEMENT À CAPITAL-ACTIONS**

Leur énumération est présentée dans l'annexe 7
des notes complémentaires

**FONDS EN FIDUCIE ADMINISTRÉS PAR DES ORGANISMES
DU GOUVERNEMENT**

Caisse de dépôt et placement du Québec
Commission administrative des régimes de
retraite et d'assurances

Commission de la construction du Québec
Commission de la santé et de la sécurité du
travail
Commission des normes du travail
Curateur public (Le)
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers
Régie de l'assurance automobile du Québec
Régie de l'assurance-dépôts du Québec
Régie des assurances agricoles du Québec
Régie des rentes du Québec
Société du port ferroviaire de Baie-Comeau-
Hauterive

FONDS SPÉCIAUX

Fonds administrés par la Régie des marchés
agricoles
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts
de collèges d'enseignement général et
professionnel du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts
de commissions scolaires
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts
des universités du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts
d'organismes de santé et de services sociaux
du Québec
Fonds de la réforme du cadastre québécois
Fonds de relance industrielle
Fonds des cautionnements des agents de voyages
Fonds des services de santé
Fonds des services de télécommunications
Fonds des services informatiques
Fonds du Bureau de la statistique du Québec
Fonds en fidéicomis
Fonds spécial olympique
Fonds spéciaux du crédit agricole

FONDS RENEUVELABLES

Fonds renouvelable de la reprographie
Fonds renouvelable des ententes sur les prêts
de services d'enseignants
Fonds renouvelable des fournitures et de
l'ameublement
Fonds renouvelable des publications
gouvernementales
Fonds renouvelable des services de placement-
média
Fonds renouvelable du Service aérien
gouvernemental
Fonds renouvelable du Service de la
cartographie
Fonds renouvelable pour l'entretien des
machines de bureau
Fonds renouvelable pour les équipements
informatiques
Fonds renouvelable - Télécommunications

**ORGANISMES QUI DOIVENT VERSER AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU LEURS
CONTRIBUTIONS D'EMPLOYEURS AU RÉGIME DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES**

Caisse de dépôt et placement du Québec
Centre d'insémination artificielle du Québec
(C.I.A.Q.) Inc. (filiale de SOQUIA)
Commission de la santé et de la sécurité du
travail
Commission des normes du travail
Fonds de la recherche en santé du Québec
Loto-Québec
Régie de l'assurance automobile du Québec
Régie de l'assurance-maladie du Québec
Régie des rentes du Québec
Société des alcools du Québec
Société de gestion du réseau informatique des
commissions scolaires
Société immobilière du Québec
Ville de Vaudreuil à l'égard des employés qui
étaient le 31 mai 1981, employés de la Station
expérimentale de Vaudreuil

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
AUGMENTATION NETTE DES DÉPENSES SUITE AUX
MODIFICATIONS DES CONVENTIONS COMPTABLES
RELATIVES AUX RÉGIMES DE RETRAITE
 Année financière terminée le 31 mars 1988
 (en milliers de dollars)

ANNEXE 4

AUGMENTATION de la dépense annuelle:

Plein coût du service courant de tous les régimes		26 275
Amortissement du passif non inscrit relatif aux années transférées du RRE et du RRF au RREGOP et aux bénéfices reliés aux crédits de rentes du secteur des affaires sociales		31 379
Amortissement des intérêts non inscrits au RREGOP		<u>63 559</u>
		121 213
DIMINUTION de la dépense annuelle à titre de contributions de l'employeur au service courant suite au changement de méthode actuarielle dans l'évaluation du passif des régimes envers les participants:		
Méthode de nivellement des cotisations en pourcentage constant des salaires utilisée antérieurement	577 853	
Méthode de répartition des prestations au prorata des années de service	<u>460 677</u>	<u>117 176</u>
AUGMENTATION nette de la dépense annuelle		<u><u>4 037</u></u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
 DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE
 Année financière terminée le 31 mars 1988

ANNEXE 5

(en milliers de dollars)

	<u>1988</u>	<u>1987</u> (note 11)
Impôts sur les revenus et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	9 561 784	8 427 680
Contributions des employeurs au Fonds des services de santé	2 049 194	1 828 955
Impôt des sociétés	1 471 991	1 216 952
Autres	<u>(961)</u>	<u>9 164</u>
	<u>13 082 008</u>	<u>11 482 751</u>
Taxes à la consommation		
Ventes au détail	4 016 318	3 624 296
Carburants	1 183 892	1 144 655
Tabacs	531 830	569 312
Repas et hôtellerie	402 650	361 329
Autres	<u>149 048</u>	<u>138 833</u>
	<u>6 283 738</u>	<u>5 838 425</u>
Droits et permis		
Véhicules automobiles	369 563	313 890
Boissons alcooliques	58 636	74 527
Ressources naturelles	117 034	94 144
Pari mutuel	26 775	26 998
Autres	<u>107 796</u>	<u>92 012</u>
	<u>679 804</u>	<u>601 571</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services	231 933	264 390
Intérêts	214 616	245 781
Amendes, confiscations et recouvrements	<u>244 177</u>	<u>159 437</u>
	<u>690 726</u>	<u>669 608</u>
Revenus provenant des sociétés d'État		
Société des alcools du Québec	370 078	360 671
Loto-Québec	380 050	360 375
Hydro-Québec	508 000	303 000
Autres	<u>193 583</u>	<u>81 277</u>
	<u>1 451 711</u>	<u>1 105 323</u>
Total des revenus autonomes	<u>22 187 987</u>	<u>19 697 678</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Péréquation	3 090 693	2 747 847
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 681 951	1 821 859
Contributions aux programmes de bien-être	1 032 044	1 107 757
Autres programmes	<u>371 216</u>	<u>194 568</u>
Total des transferts du gouvernement du Canada	<u>6 175 904</u>	<u>5 872 031</u>
Total des revenus	<u>28 363 891</u>	<u>25 569 709</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
 DÉTAIL DES DÉPENSES
 PAR MISSION ET DOMAINE ET PAR MINISTÈRE ET ORGANISME
 Année financière terminée le 31 mars 1988

ANNEXE 6

(en milliers de dollars)

	<u>1988</u>	<u>1987</u> (note 11)
PAR MISSION ET DOMAINE		
MISSION SOCIALE		
Sécurité du revenu	2 781 609	2 780 165
Santé et adaptation sociale	9 098 928	8 404 196
Habitation	<u>194 702</u>	<u>233 292</u>
	<u>12 075 239</u>	<u>11 417 653</u>
MISSION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE		
Éducation	8 567 401	8 052 700
Culture	216 049	194 892
Loisir	<u>158 881</u>	<u>166 296</u>
	<u>8 942 331</u>	<u>8 413 888</u>
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE		
Institutions politiques	737 283	716 315
Gestion administrative centrale	4 040 717	3 984 151
Relations intergouvernementales	75 233	65 982
Protection de la personne et de la propriété	<u>720 212</u>	<u>632 555</u>
	<u>5 573 445</u>	<u>5 399 003</u>
MISSION ÉCONOMIQUE		
Ressources naturelles et industries primaires	1 303 284	1 185 622
Industries secondaires	274 126	371 900
Services	107 244	106 047
Ressources humaines	261 249	224 433
Transports	<u>1 352 421</u>	<u>1 270 370</u>
	<u>3 298 324</u>	<u>3 158 372</u>
Total avant les dépenses additionnelles	<u>29 889 339</u>	<u>28 388 916</u>
Dépenses additionnelles (note 4)	<u>848 802</u>	<u> </u>
Total des dépenses	<u><u>30 738 141</u></u>	<u><u>28 388 916</u></u>
PAR MINISTÈRE et ORGANISME		
Affaires culturelles	216 049	194 892
Affaires municipales	589 605	656 029
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	548 343	505 955
Approvisionnement et Services	60 613	60 425
Assemblée nationale	56 142	51 934
Commerce extérieur et Développement technologique	44 277	39 075
Communautés culturelles et Immigration	33 185	28 538
Communications	181 896	196 366
Conseil exécutif	33 579	33 778
Conseil du trésor	16 949	16 916
Éducation	4 998 959	4 711 088
Énergie et Ressources	394 052	358 260

	<u>1988</u>	<u>1987</u> (note 11)
Enseignement supérieur et Science	2 625 419	2 442 482
Environnement	293 644	253 049
Finances	2 861 569	2 845 095
Industrie et Commerce	215 176	315 558
Justice	376 129	327 790
Loisir, Chasse et Pêche	200 127	203 790
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	2 907 019	2 906 136
Office de planification et de développement du Québec	44 299	39 092
Organisme relevant du ministre délégué à l'Administration	1 000 140	924 862
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	94 200	82 481
Organismes relevant de la Vice-présidente du Conseil exécutif	192 904	179 877
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	25 255	23 615
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1 889 479	1 745 572
Relations internationales	67 349	58 704
Revenu	283 348	259 482
Santé et Services sociaux	7 118 659	6 579 301
Solliciteur général	602 344	521 316
Tourisme	69 114	69 244
Transports	1 689 861	1 596 282
Travail	<u>82 287</u>	<u>54 764</u>
	29 811 971	28 281 748
	-----	-----
Provisions pour moins value		
Provision pour créances douteuses	90 533	108 341
Réduction de la provision pour pertes sur placements en actions	<u>(13 165)</u>	<u>(1 173)</u>
	77 368	107 168
	-----	-----
Total avant les dépenses additionnelles	<u>29 889 339</u>	<u>28 388 916</u>
	-----	-----
Dépenses additionnelles (note 4)	<u>848 802</u>	<u> </u>
Total des dépenses	<u><u>30 738 141</u></u>	<u><u>28 388 916</u></u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
 PLACEMENTS EN ACTIONS DANS LES ENTREPRISES
 ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
 ET PROVISION POUR PERTE SUR CES PLACEMENTS
 Année financière terminée le 31 mars 1988
 (en milliers de dollars)

POSSEDÉS À PART ENTIÈRE, EXCEPTÉ(*)	AU 31 MARS 1987			PARTICIPATION DANS LES RÉSULTATS 1987-1988	AU 31 MARS 1988	
	VALEUR DE CONSOLI- DATION MODIFIÉE	PROVISION POUR PERTE	PLACEMENTS EFFECTUÉS		VALEUR DE CONSOLI- DATION MODIFIÉE	PROVISION POUR PERTE
Hydro-Québec	7 023 109			508 000 (5)	7 531 109	
Loto-Québec	21 146			(9 950)(3)	11 196	
2332-7190 Québec Inc. (Madelipêche Inc.)	435			763 (1-5)	1 198	
Sidbec		271 875		24 024 (5)		247 851
Société de développement autochtone de la Baie James	3 739		250	(2)	3 989	
Société de développement de la Baie James		4 999		(2)		4 999
Société de récupération, d'exploitation et de développement fores- tiers du Québec (REXFOR)	117 010		2 500	15 595	135 105	
Société des alcools du Québec	31 555			(922)(3)	30 633	
Société des établis- sements de plein air du Québec	26 238		1 913(4)	(1 077)(5)	27 074	
Société des traversiers du Québec	1 155			(233)	922	
Société générale de financement du Québec (SGF)	478 369			171 378 (3-5)	649 747	
Société générale des industries culturelles	18 741			(1 405)	17 336	
Société immobilière du Québec	81 241			8 685	89 926	
Société nationale de l'amiante		126 791		(13 688)		140 479
Société québécoise des transports	2 089			(3 587)(5)		1 498
Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)	100 658			6 901	107 559	
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)	72 386			14 511	86 897	
Société québécoise d'ini- tiatives pétrolières (SOQUIP)	171 565			(38 955)	132 610	
Société du parc indus- triel et commercial aéroportuaire de Mirabel	8 098			(28)(1)	8 070	
Société inter-port de Québec (*) (actions détenues à 60%)	2 322			(463)(1)	1 859	
	<u>8 159 856</u>	<u>403 665</u>	<u>4 663</u>	<u>679 549 (7)</u>	<u>8 835 230</u>	<u>394 827(6)</u>

(en milliers de dollars)

- (1) Chiffres provenant d'états financiers non vérifiés.
- (2) États financiers non disponibles.
- (3) Participation dans les résultats inscrite aux revenus et diminuée des dividendes de Loto-Québec (390 000 \$), de la Société des alcools (371 000 \$) et de la SGF (20 000 \$).
- (4) Y compris 913 \$ pour les actions de la Société des établissements de plein air du Québec reçues en règlement du transfert des biens meubles et immeubles avec contrepartie à la dette nette.
- (5) Ces résultats sont ceux du 31 décembre à l'exception de la Société des établissements de plein air du Québec (31 mai 1987). Si les données intérimaires non vérifiées d'Hydro-Québec, de Sidbec et de la Société générale de financement au 31 mars 1988 avaient été prises en considération, la valeur de consolidation de ces placements à cette date, serait respectivement augmentée de 445 000 \$, 17 477 \$ et 21 612 \$.
- (6) Après application en contrepartie des prêts et avances à Sidbec (74 592 \$) et à la Société nationale de l'amiante (1 825 \$), la provision pour perte sur placements en actions s'établit à 318 410 \$ au 31 mars 1988 (334 042 \$ au 31 mars 1987).
- (7) La participation de 679 549 \$ dans les résultats de l'année financière terminée le 31 mars 1988 est présentée comme suit:
 - 670 711 \$ aux revenus provenant des sociétés d'État;
 - 13 165 \$ en réduction de la provision pour perte sur placements en actions avec contrepartie au crédit des dépenses;
 - (4 327)\$ à la dette nette pour la dévaluation des actifs de la Société nationale de l'amiante.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
ÉVENTUALITÉS ET ENGAGEMENTS**

ANNEXE 8

(en milliers de dollars)

EMPRUNTS GARANTIS	<u>1988</u>	<u>1987</u> (redressé)
Hydro-Québec	22 248 283	21 859 051
Régie des installations olympiques	567 889	638 479
Sidbec	308 885	302 759
Société québécoise d'aluminium Inc. (filiale à part entière de la S.G.F.)	183 881	182 714
Société immobilière du Québec	448 600	253 600
Société nationale de l'amiante	54 776	68 489
Société québécoise d'assainissement des eaux	101 330	75 531
Autres entreprises du gouvernement du Québec	367 476	273 728
Prêts aux étudiants	1 028 356	927 483
Municipalités, particuliers et sociétés	13 204	11 353
Prêts aux pêcheurs	<u>12 835</u>	<u> </u>
	<u>25 335 515*</u>	<u>24 593 187*</u>

CAUTIONNEMENTS**Par la Société générale de financement du Québec**

Le gouvernement du Québec a garanti les montants à être versés par cette Société aux termes du contrat de parachèvement relatif à la mise sur pied d'un complexe forestier intégré. Ce contrat prévoit principalement le versement de sommes en cas de manque de fonds de Donohue St-Félicien Inc. ou de défaut en regard du remboursement du capital et des intérêts des obligations émises par cette corporation lesquelles s'élevaient au 31 mars 1988 à 99,0 millions de dollars (113,7 millions de dollars en 1987).

Par la Société de développement industriel du Québec

Le gouvernement du Québec a garanti l'exécution des obligations de la Société de développement industriel du Québec relativement à des garanties d'emprunts accordées par cette Société. Au 31 mars 1988, le total des garanties d'exécution relatives aux emprunts effectués est de 92,6 millions de dollars.

AUTRES ÉVENTUALITÉS**Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers:**

Le ministre des Finances est autorisé à verser au Fonds, à la demande de ce dernier, les sommes requises pour parfaire le paiement de ses obligations envers les prêteurs, lequel doit s'effectuer d'abord à même ses revenus et, si ces derniers sont insuffisants, à même toute partie du capital du Fonds qui excède 10,0 millions de dollars.

Au 31 mars 1988, l'avoir du Fonds s'élevait à 10,0 millions de dollars (10,0 millions de dollars en 1987) et le solde en capital des prêts consentis à 1 681,0 millions de dollars (1 642,0 millions de dollars en 1987).

Au cours de l'exercice, le ministre des Finances a versé 20,7 millions de dollars (18,7 millions de dollars en 1987) au Fonds qui a déboursé 22,0 millions de dollars des 90,0 millions de dollars qu'il estimait devoir rembourser aux prêteurs au 31 mars 1987. Selon une analyse des prêts assurés au 31 mars 1988 en défaut d'un an et plus, le montant estimé des pertes que le Fonds pourrait être appelé à rembourser aux prêteurs est de 83,0 millions de dollars. Le déboursement de ce montant s'étalera sur les prochains exercices financiers.

ENGAGEMENTS	<u>1988</u>	<u>1987</u> (redressé)
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	4 231 179	4 062 304
Établissements de santé et de services sociaux	1 602 846	1 318 474
Municipalités et organismes municipaux		
Construction du Métro de Montréal et autres dépenses en capital	1 060 173	1 068 462
Assainissement des eaux	1 887 718	1 655 597
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	97 215	83 259
Pour des dépenses en capital		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	223 243	248 574
Établissements de santé et de services sociaux	192 506	280 543
Municipalités et organismes municipaux		
Aqueducs, égouts et autres	275 377	336 907
Assainissement des eaux	1 450 859	1 625 959
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	160 361	86 918
Autres engagements (pour engagements conditionnels de congés de maladie accumulés)	<u>347 023</u>	<u>316 252</u>
	<u>11 528 500*</u>	<u>11 083 249*</u>

* Les emprunts garantis et les engagements en monnaies étrangères sont indiqués en monnaie canadienne aux cours en vigueur au 31 mars.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

J'ai vérifié les états financiers du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1988. Ces états comprennent:

- l'état des revenus et dépenses;
- l'état de l'actif et du passif;
- l'état de la dette nette;
- l'état des besoins financiers et financement; et
- l'état de l'emploi des crédits.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent la situation financière du gouvernement au 31 mars 1988 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note complémentaire 1 et, à l'exception de leurs modifications mentionnées à la note complémentaire 2 ainsi que des dépenses additionnelles dont il est question à la note complémentaire 4, ces conventions comptables ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente. De plus, à mon avis, l'état de l'emploi des crédits présente les crédits autorisés, utilisés et non utilisés selon les notes explicatives fournies à cet état.

Cependant, je formule ci-après une restriction à l'égard de la convention comptable portant sur les régimes de retraite. À mon avis, cette convention comptable ne convient pas à une présentation fidèle du passif et des dépenses du gouvernement.

Le gouvernement comptabilise, conformément à la convention comptable énoncée à la note 1, une partie seulement de ses obligations envers ses régimes de retraite; il fournit toutefois, dans la note complémentaire 8, les estimations actuarielles de ses obligations et indique à cet égard la partie des obligations comptabilisées aux livres du gouvernement. Les obligations du gouvernement qui découlent des régimes de retraite, constituent de véritables éléments de son passif comme ses autres dettes et il serait donc normal de les retrouver comptabilisées en entier au passif dans les états financiers et non présentées seulement dans une note complémentaire.

Le fait pour le gouvernement de ne pas comptabiliser toutes ses obligations envers les régimes de retraite a pour conséquence que les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1988 sont sous-évalués d'un montant de 482 millions de dollars (31 mars 1987: 863 millions de dollars - montant redressé). Pour sa part, le passif à l'égard des régimes de retraite ne comprend pas un montant de 11 932 millions de dollars (31 mars 1987: 11 450 millions de dollars - montant redressé) pour compléter les obligations du gouvernement envers ses régimes. À mon avis, des mesures devraient être prises pour compléter l'inscription des obligations du gouvernement envers les régimes de retraite.

Les observations qui sont présentées à la suite de ce rapport constituent des explications et des commentaires sur les états financiers du gouvernement du Québec et sur le rapport qui les accompagne.

Le vérificateur général du Québec,

Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 23 novembre 1988

OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1988

**OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1988**

On retrouve dans la section qui précède les états financiers annuels du gouvernement du Québec ainsi que le rapport du vérificateur général sur ces états financiers. Ce rapport comprend notamment une énumération des états financiers que le vérificateur général a examinés ainsi que la portée et la nature de sa vérification.

Les observations présentées ici renferment des commentaires et des explications additionnelles à l'égard de la restriction indiquée dans le rapport du vérificateur sur les états financiers ainsi qu'à l'égard d'autres sujets reliés à la présentation de l'information financière.

a. COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

1. Passif actuariel non inscrit

Le paragraphe de délimitation du travail de vérification dans le rapport du vérificateur général sur les états financiers est suivi d'un énoncé d'opinion dans lequel le mot "fidèlement" a été volontairement omis puisque la convention comptable sur les régimes de retraite ne convient pas à une présentation fidèle du passif et des dépenses du gouvernement.

Cette convention comptable fait d'ailleurs l'objet d'une restriction sur les états financiers du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1988.

Selon la méthode de la comptabilité d'exercice, tous les coûts relatifs aux régimes de retraite devraient être comptabilisés. La quote-part annuelle du gouvernement du coût de ces régimes devrait être inscrite à mesure que ses employés et ceux des organismes publics acquièrent des bénéfices ou des droits.

Les coûts afférents aux services courants et aux services antérieurs doivent être comptabilisés d'une façon telle que le passif réel soit présenté dans les états financiers et que ces coûts soient inclus dans les dépenses annuelles du gouvernement sur une base qui se rapproche de la réalité des opérations.

La convention comptable sur les régimes de retraite stipule que le passif actuariel non inscrit de tous les régimes est amorti sur une période de 50 ans à compter de l'année financière 1979-1980, au prorata des salaires versés aux participants des régimes, à l'exception du Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) et du Régime de retraite des enseignants (RRE) pour lesquels le passif actuariel non inscrit est amorti au prorata des salaires versés à l'ensemble des participants aux RRF, RRE et au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Cette méthode d'amortissement n'est pas réaliste puisque le passif non inscrit des obligations envers les régimes de retraite s'accroît d'année en année et que l'amortissement annuel ne couvre que partiellement les intérêts sur l'obligation actuarielle globale. En 1987-1988, un amortissement additionnel de 673 millions de dollars a permis de réduire l'écart pour cette année.

Selon la note complémentaire 8 et la convention comptable sur les régimes de retraite, l'obligation actuarielle et le passif net inscrit aux états financiers relativement aux régimes de retraite se détaillent comme suit:

Régimes de retraite (en millions \$)	1988		1987	
	Obligation actuarielle	Passif net inscrit	Obligation actuarielle (redressé)	Passif net inscrit
RREGOP	6 478	6 602	5 486	5 582
Autres régimes	<u>17 010</u>	<u>4 954</u>	<u>15 317</u>	<u>3 771</u>
TOTAL	<u>23 488</u>	<u>11 556</u>	<u>20 803</u>	<u>9 353</u>

Le redressement des chiffres de 1987 tient compte de l'utilisation de la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service pour estimer les obligations du gouvernement envers ses régimes alors qu'auparavant la méthode de nivellement des cotisations était utilisée. Ceci a eu pour effet de réévaluer à la baisse les estimations actuarielles des régimes de retraite de 2 507 millions de dollars.

Des mesures devraient être prises pour compléter l'inscription des obligations du gouvernement envers les régimes de retraite.

2. Amortissement additionnel du passif non inscrit des régimes de retraite

La note complémentaire 4 mentionne que les dépenses de 1987-1988 tiennent compte d'un amortissement additionnel de 673 millions de dollars pour le passif actuariel non inscrit des Régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, de certains enseignants et du RREGOP. Ces dépenses, en supplément de l'amortissement déjà imputé à l'année financière 1987-1988 au montant de 529,1 millions de dollars, représentent l'application ponctuelle à l'année financière 1987-1988 de l'amortissement qui aurait été imputable aux années financières 1988-1989 et 1989-1990, selon la convention comptable en vigueur.

L'anticipation de cet amortissement nuit à la comparabilité des états financiers et rend difficile, pour le lecteur, la compréhension de l'évolution du déficit d'une année financière à l'autre. Pour assurer la continuité dans l'information financière, il est souhaitable que les conventions comptables utilisées par le gouvernement pour fins de présentation des états financiers ne subissent pas de modifications ponctuelles dans leur application d'une année financière à l'autre.

B. ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

L'état des besoins financiers et financement est présenté dans sa présente forme depuis 1981 dans les états financiers annuels du gouvernement. Cet état ne fournit pas d'une façon appropriée les mouvements de trésorerie de l'année financière courante et de l'année financière précédente, notamment en ce qui concerne les liquidités utilisées pour les activités de fonctionnement, les liquidités provenant des activités d'investissement (placements) et de financement (emprunts), et les variations (augmentation ou diminution) des liquidités au cours de l'année financière.

Les mesures déjà entreprises devraient être poursuivies par le ministère des finances pour modifier la présentation actuelle de l'état des besoins financiers et financement en tenant compte des recommandations du Comité sur la comptabilité et la vérification des organismes du secteur public de l'Institut Canadien des Comptables Agréés portant sur l'état de l'évolution de la situation financière.

C. DÉPENSES ADDITIONNELLES CONCERNANT L'AIDE SOCIALE

Comme le mentionne la note complémentaire 4 portant sur les dépenses additionnelles, un 13^e versement mensuel déboursé au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1988 pour les prestations d'aide sociale et un cinquième versement trimestriel pour les prestations de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris ont été imputés aux opérations de cette même année.

Ces versements totalisant 176 millions de dollars couvrent les prestations du mois d'avril 1988 pour l'aide sociale et le premier trimestre de 1988 pour la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris normalement payables le 1^{er} avril 1988. La dépense annuelle pour ces prestations d'aide sociale et de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris devrait normalement se composer de 12 et quatre versements respectivement. Ces versements additionnels en comptabilité d'exercice auraient dû être considérés comme dépenses payées d'avance au 31 mars 1988 et reportés à l'année suivante aux fins de respecter les principes comptables portant sur l'uniformité des méthodes et sur leur continuité d'application.

Le fait de ne pas comptabiliser ces déboursés comme dépenses payées d'avance a eu pour effet que les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1988 sont surévalués d'un montant de 176 millions de dollars et que ceux de 1989 pourraient être sous-évalués d'un même montant.

d. DIVERS COMMENTAIRES

1. Réclamations en cours contre le gouvernement

Les réclamations en cours contre le gouvernement ne sont pas rapportées dans les éventualités présentées sommairement dans la note complémentaire 10 et dans l'annexe 8. Aux fins de rendre un meilleur compte de la situation financière du gouvernement, les réclamations en cours devraient être présentées en note aux états financiers.

2. Intégralité des états financiers du gouvernement

Depuis plusieurs années, le vérificateur général soulève, dans ses observations sur les états financiers annuels du gouvernement et dans ses Rapports annuels à l'Assemblée nationale, la question de l'intégralité des états financiers du gouvernement.

L'intégralité est la caractéristique de l'information comptable qui assure que les états financiers contiennent toutes les données nécessaires à la présentation fidèle de la situation financière ainsi que des résultats de toutes les activités.

Les états financiers tels que publiés ne présentent pas un compte rendu complet de la nature et de l'étendue des activités et des ressources financières dont le gouvernement est responsable, y compris celles qui ont trait à ses organismes et à ses entreprises. Toutefois, le gouvernement inscrit à ses livres, selon une méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, ses placements en actions dans ses entreprises. Ce traitement comptable vient régler en partie la question de l'intégralité des états financiers du gouvernement en regard de ses entreprises.

Selon la nature et l'objet des organismes, des entreprises et des Fonds, le gouvernement pourrait envisager différents traitements comptables pour en arriver à présenter une information financière globale prenant en compte ces entités dans ses états financiers. À cet égard, le gouvernement devrait s'inspirer de la prise de position de l'Institut Canadien des Comptables Agréés sur la délimitation du périmètre comptable des gouvernements.

SECTION 1

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

Cette catégorie d'opérations regroupe les activités de placements, les opérations du compte des régimes de retraite, la provision pour perte sur placements en actions, la provision pour financer l'assainissement des eaux de même que les variations des autres postes de l'actif et du passif (Autres comptes*), à l'exception de l'encaisse.

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Sommaire	1-3
Placements	1-4
Compte des régimes de retraite	1-6
Autres comptes*	1-7
Provision pour perte sur placements en actions	1-7

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
Année financière terminée le 31 mars 1988

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

Placements	-	660 349
Provision pour financer l'assainissement des eaux		12 216
Compte des régimes de retraite		2 203 054
Provision pour perte sur placements en actions	-	19 959
Autres comptes	-	539 850
		<hr/>
Surplus		995 112
		<hr/> <hr/>

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement
et un montant positif une source de financement.

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
Année financière terminée le 31 mars 1988

(en milliers de dollars)

PLACEMENTS**SOMMAIRE**

	Actions	Obligations et billets	Prêts et avances	Total
Entreprises et organismes du gouvernement du Québec	674 461	(75 507)	46 108	645 062
Municipalités et organismes municipaux		(2 235)	15	(2 220)
Particuliers, sociétés et autres	10 000		7 507	17 507
	<u>684 461</u>	<u>(77 742)</u>	<u>53 630</u>	<u>660 349</u>

DÉTAIL

	Débourssés (1)	Recettes	Résultats des opérations des entreprises inscrits aux revenus	Redresse- ments	Total
Entreprises et organismes du gouvernement du Québec					
Actions et mises de fonds					
Hydro-Québec			508 000		508 000
Loto-Québec			(9 950)(8)		(9 950)
2332-7190 Québec Inc. (Madelipèche Inc.)			763		763
Société de développement autochtone de la Baie James	250				250
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	2 500		15 595		18 095
Société des alcools du Québec			(922)(8)		(922)
Société des établissements de plein air du Québec	1 000		(1 077)		(77)
Société des Traversiers du Québec			(233)		(233)
Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel			(28)		(28)
Société générale de financement du Québec			171 378 (8)		171 378
Société générale des industries culturelles			(1 405)		(1 405)
Société immobilière du Québec			8 685		8 685
Société québécoise des transports			(2 089)		(2 089)
Société québécoise d'exploration minière			6 901		6 901
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires			14 511		14 511
Société québécoise d'initiatives pétrolières			(38 955)		(38 955)
Société Inter-Port de Québec			(463)		(463)
	<u>3 750</u>		<u>670 711</u>		<u>674 461 (*)</u>
Obligations et billets					
Société d'habitation du Québec		507			(507)
Société immobilière du Québec		75 000			(75 000)
		<u>75 507</u>			<u>(75 507)</u>
Prêts et avances					
Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche	10 000				10 000
2332-7190 Québec Inc. (Madelipèche Inc.)		1 207		(3 620)(2)	(4 827)
Hydro-Québec		197			(197)
Sibec	13 741	13 632		(109)(3)	
Société de développement des coopératives		1 586		1 237 (4)	(349)
Société de développement industriel du Québec	55 991	161		243	56 073
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec		1 734		295	(1 439)
Société des établissements de plein air du Québec	3 000				3 000
Société du parc industriel du centre du Québec		1 043			(1 043)
Société générale de financement du Québec		15 000			(15 000)
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires		110			(110)
	<u>82 732</u>	<u>34 670</u>		<u>(1 954)</u>	<u>46 108</u>
	<u>86 482</u>	<u>110 177</u>	<u>670 711</u>	<u>(1 954)</u>	<u>645 062 (*)</u>

DÉTAIL (suite)

	Déboursés (1)	Recettes	Redressements	Total
Municipalités et organismes municipaux				
Obligations et billets		2 235		(2 235)
Prêts et avances	1 800	1 296	(489)	15
	<u>1 800</u>	<u>3 531</u>	<u>(489)</u>	<u>(2 220)</u>
Particuliers, sociétés et autres				
Actions et mises de fonds				
Fonds de solidarité des travailleurs du Québec			10 000 (5)	10 000
Prêts et avances				
Particuliers				
Étudiants	10 107	3 907	(1 555)(6)	4 645
Pêcheurs	8 997	7 423	(99)	1 475
Producteurs agricoles		51	19	(32)
	<u>19 104</u>	<u>11 381</u>	<u>(1 635)</u>	<u>6 088</u>
Sociétés et autres				
Avances et fonds locaux aux employés du gouvernement	2 136	1 211	(3)	922
Coopératives		462	432	(30)
Corporations agricoles		111	(150)	(261)
Corporations industrielles	80	3 889	(999)(7)	(4 808)
Corporations minières			185	185
Fonds de solidarité des travailleurs du Québec			(10 000)(5)	(10 000)
Fonds renouvelable des ententes sur les prêts de services d'enseignants		100		(100)
Fonds renouvelable du Service aérien gouvernemental	700			700
Fonds de la réforme du cadastre québécois	1 525	1 525		
Fonds du Bureau de la statistique du Québec	20			20
Fonds des services informatiques	6 100	4 000		2 100
Fonds des services de télécommunications	9 250			9 250
Organismes voués aux intérêts et à la promotion de l'agriculture et de l'alimentation	4		(513)	(509)
Pêcheurs	739	309	3 620 (2)	4 050
Syndicat des producteurs de bois		100		(100)
	<u>20 554</u>	<u>11 707</u>	<u>(7 428)</u>	<u>1 419</u>
	<u>39 658</u>	<u>23 088</u>	<u>937</u>	<u>17 507</u>

(*) Excluant un montant de 913 000 \$ crédité à la dette nette.

(1) Y compris des montants à payer.

(2) Montant "Prêts et avances" transféré de "Entreprises du gouvernement du Québec" à "Particuliers, sociétés et autres" suite à la vente des actions de Madelipêche Inc. au secteur privé.

(3) Intérêts capitalisés de 6 685 000 \$ et provision pour perte sur placements en actions appliquée aux avances pour 6 794 000 \$.

(4) Provision pour créances douteuses réduite de 1 237 000 \$.

(5) Montant de 10 000 000 \$ transféré de "Prêts et avances" à "Actions et mise de fonds".

(6) Montant formé principalement de la provision pour créances douteuses de 4 070 000 \$ et intérêts capitalisés 2 625 000 \$.

(7) Provision pour créances douteuses de 485 000 \$, remises de dettes de 618 000 \$ et créances converties en prêts et avances pour un montant de 104 000 \$.

(8) Excluant les dividendes de Loto-Québec (390 000 000 \$), de la Société des alcools du Québec (371 000 000 \$) et de la Société générale de financement du Québec (20 000 000 \$).

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
Année financière terminée le 31 mars 1988

(en milliers de dollars)

COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

DÉTAIL	Cotisations des participants et contributions de certains organismes		Contributions du Gouvernement à titre d'employeur	Pensions et autres paiements	Redressements	Excédent	Contributions du gouvernement inscrites d'avance au titre du service courant	Solde
	+	-						
R.R.E.G.O.P.	665	1 194 465	50 478	(24 679)(3)	1 119 973	99 588	1 020 385	
R.R.E.	103 340	1 002 840	286 196		819 984	7 180	812 804	
R.R.C.E.	20 848 (3)	31 767	23 332	24 679 (3)	53 962		53 962	
R.R.F.	57 725 (1)	326 489	192 176		192 038	1 048	190 990	
R.R.S.Q.	12 379	125 475	18 245		119 609	9 285	110 324	
R.R.L.	653	10 314	5 465		5 502		5 502	
R.R.J.C.	1 397	11 838	5 749		7 486		7 486	
R.R.A.P.I.P.	838	838			1 676	75	1 601	
	<u>197 845</u>	<u>2 704 026 (2)</u>	<u>581 641</u>		<u>2 320 230</u>	<u>117 176</u>	<u>2 203 054</u>	

(1) Y compris des contributions de certains organismes de 4 869 646 \$ pour le service courant et 17 000 000 \$ pour le service passé.

(2)	Service courant	Service passé	Intérêts	Total
R.R.E.G.O.P.				
Réseau des affaires sociales	208 180	64 147	262 589	534 916
Réseau de l'éducation	132 572	126 114	209 854	468 540
Réseau de la fonction publique	57 602	54 405	79 002	191 009
	<u>398 354</u>	<u>244 666</u>	<u>551 445</u>	<u>1 194 465</u>
Autres régimes				
Enseignants (R.R.E.)	102 125	656 962	263 753	1 002 840
R.R. de certains enseignants		17 856	13 911	31 767
Fonctionnaires (R.R.F.)	30 060	222 988	73 441	326 489
Membres de la Sûreté du Québec	41 596	45 864	38 015	125 475
Membres de la législature	914	9 400		10 314
Juges et coroners	3 966	4 395	3 477	11 838
Agents de la paix en institutions pénales	838			838
	<u>179 499</u>	<u>957 465</u>	<u>372 597</u>	<u>1 509 561</u>
	<u>577 853</u>	<u>1 202 131 (a)</u>	<u>924 042</u>	<u>2 704 026</u>

(a) Incluant un amortissement additionnel de 673 000 000 \$ du passif actuariel non inscrit.

(3) En vertu de la Loi sur le Régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., c. R-9.1), la Caisse de dépôt et placement du Québec a remis un montant de 20 847 917 \$ au Fonds consolidé du revenu représentant des cotisations jusqu'au 31 décembre 1986 pour les ex-religieux qui se sont prévalus de la Loi. En conséquence, les contributions du Gouvernement à titre d'employeur, qui avaient été cumulées au passif du compte R.R.E.G.O.P. ont été transférées au compte du Régime de retraite de certains enseignants pour un montant de 24 679 328 \$.

R.R.E.G.O.P. = Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.
R.R.E. = Régime de retraite des enseignants.
R.R.C.E. = Régime de retraite de certains enseignants.
R.R.F. = Régime de retraite des fonctionnaires.
R.R.S.Q. = Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec.
R.R.L. = Régime de retraite des membres de la Législature.
R.R.J.C. = Régime de retraite des juges et coroners.
R.R.A.P.I.P. = Régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales.

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1988

(en milliers de dollars)

AUTRES COMPTES

DÉTAIL

	31 mars 1988	31 mars 1987	Variation (1)
Comptes de l'actif:			
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	156 709	63 072	- 93 637
Comptes à recevoir:			
Agents et mandataires	1 223 052	1 320 951	97 899
Autres débiteurs	1 058 592	945 575	- 113 017
Intérêts courus	14 175	13 745	- 430
Frais reportés	93 183(2)	16 488(2)	- 76 695
	<u>2 545 711</u>	<u>2 359 831</u>	<u>- 185 880</u>
Comptes du passif:			
Chèques en circulation	344 442	309 300	35 142
Avances des fonds en fidéicomis	52 248	53 855	- 1 607
Compte d'accords de perception fiscale	299 922	266 387	33 535
Comptes à payer	2 246 668	2 744 526	- 497 858
Intérêts courus	1 313 721	1 236 903	76 818
	<u>(4 257 001)</u>	<u>(4 610 971)</u>	<u>- 353 970</u>
Excédent des comptes du passif sur les comptes de l'actif	<u>(1 711 290)</u>	<u>(2 251 140)</u>	<u>- 539 850</u>

(1) Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

(2) Excluant la perte de change non réalisée 149 606 535 \$ (142 925 984 \$ en 1987).

PROVISION POUR PERTE SUR PLACEMENTS EN ACTIONS
Année financière terminée le 31 mars 1988

(en milliers de dollars)

	Déficit des opérations des entreprises en excédent du coût des actions	Redressement	Total
Sidbec	(24 024)	(6 794)(1)	(30 818)
Société nationale de l'amiante	9 361		9 361 (*)
Société québécoise de transports	1 498		1 498
	<u>(13 165)</u>	<u>(6 794)</u>	<u>(19 959)(*)</u>

(*) Excluant un montant de 4 327 000 \$ crédité à la provision pour perte sur placements en actions avec contrepartie à la dette nette pour la dévaluation des actifs de cette Société.

(1) Montant appliqué aux avances à cette Société pour l'année financière.

SECTION 2

FINANCEMENT

Cette section démontre de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations.

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Sommaire	2-3
Variation de l'encaisse	2-4
Nouveaux emprunts	2-4
Remboursements d'emprunts	2-7

FINANCEMENT**Année financière terminée le 31 mars 1988**

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

PAGE	Besoins financiers nets	
12	Opérations budgétaires — déficit	— 2 374 250
1-3	Opérations non budgétaires — surplus	<u>995 112</u>
		— <u>1 379 138</u>
	Financement	
2-4	Variation de l'encaisse	<u>173 212</u>
2-4	Nouveaux emprunts	3 199 575
	Accroissement de la dette résultant de l'amortissement de la variation de change sur les emprunts en monnaie étrangère	13 050
2-7	Remboursements d'emprunts ⁽¹⁾	— <u>2 006 699</u>
	Variation de la dette à long terme	<u>1 205 926</u>
		<u>1 379 138⁽²⁾</u>

N.B. Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

⁽¹⁾ Incluant 99 761 593 \$ de contributions aux fonds d'amortissement.

⁽²⁾ Excluant un montant de 6 680 551 \$ représentant la variation de change non amortie de l'année financière sur les emprunts en monnaie étrangère.

FINANCEMENT (suite)

Année financière terminée le 31 mars 1988

(en milliers de dollars)

VARIATION DE L'ENCAISSE

DÉTAIL

	31 mars 1988	31 mars 1987	Variation
Espèces en banque	66 354	39 759	— 26 595
Placements temporaires	<u>406 080</u>	<u>605 887</u>	<u>199 807</u>
Encaisse	<u><u>472 434</u></u>	<u><u>645 646</u></u>	<u><u>173 212</u></u>

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

NOUVEAUX EMPRUNTS

SOMMAIRE

Bons du trésor		200 000
Obligations — négociables	2 053 804	
— remboursables à demande	545 862	
— non négociables	<u>5 158</u>	2 604 824
Autres emprunts		<u>394 751</u>
		<u><u>3 199 575</u></u>

DÉTAIL

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale ^(*)	Montants
Bons du trésor					
diverses	diverses	divers	divers		<u>200 000</u>
					<u>200 000⁽¹⁾</u>

Obligations

Négociables

En monnaie du Canada

1987-02-10	1997-02-10	8,50	97,83	50 000
1987-03-02	2011-09-02	9,50	98,88	50 000
1987-06-04	1997-06-04	10,00	99,87	75 000
1987-06-04	2012-06-04	10,50	99,65	100 000
1987-08-13	1990-07-31	10,50	101,27	25 000
1987-08-13	1997-06-04	10,00	97,99	50 000
1987-08-13	2012-06-04	10,50	96,88	96 880

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale ^(*)	Montants
En monnaie du Canada (suite)					
1987-10-09	1990-10-03	10,75	99,745		25 000
1987-10-09	1998-07-31	10,75	96,882		24 220
1987-10-09	2012-10-09	11,875	99,802		100 000
1988-01-07	1998-04-07	10,25	98,938		199 000
1988-01-07	2009-04-01	11,00	99,224		201 000
1988-01-07	2009-04-01	11,00	96,875		96 875
1988-02-01	2009-04-01	11,00	99,286		125 000
1988-03-29	1998-04-07	10,25	101,33		150 000
					1 367 975
En monnaie des États-Unis					
Emprunts escomptés					
1988-01-10	1995-01-10	8,25 ^(A)		932	1 208 ⁽²⁾
1988-01-29	1995-01-29	8,05 ^(A)		1 010	1 292 ⁽³⁾
1988-02-25	1992-02-25	8,1436 ^(A)		2 684	3 402 ⁽⁴⁾
1988-03-12	2001-03-12	7,15 ^(A)		1 024	1 284 ⁽⁵⁾
					5 650 \$ É.-U.
					7 186 ⁽⁶⁾
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne					
1987-04-01	1997-04-01	6,00 ^(A)	100,50	300 000	D.M. 216 439 ⁽⁶⁾
En monnaie de la Suisse					
1987-07-15	2003-07-15	5,00 ^(A)	100,00	200 000	F.S. 174 504 ⁽⁶⁾
En monnaie du Japon					
1987-05-07	1997-05-07	5,00 ^(A)	102,50	30 000 000	Yens 287 700 ⁽⁶⁾
					2 053 804
Remboursables à demande					
En monnaie du Canada					
Obligations d'épargne du Québec					
1986-06-01	1996-06-01	9,00—6,50 ^{(A)(7)}	100,00		1 497
1987-06-01	1997-06-01	9,00—6,00 ^{(A)(8)}	100,00		544 365 ⁽⁹⁾
					545 862
Non négociables					
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Régime de pensions du Canada					
1987-1988	2007-2008	9,12—11,07	100,00		5 158
					2 604 824

FINANCEMENT (suite)**Année financière terminée le 31 mars 1988**

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)**DÉTAIL (suite)**

<u>Date d'émission</u>	<u>Date d'échéance</u>	<u>Taux %</u>	<u>Prix à l'acheteur</u>	<u>Valeur nominale^(*)</u>	<u>Montants</u>
Autres emprunts					
En monnaie du Canada					
Emprunt escompté					
1987-06-14	1988-1992-06-14	8,50 ^(A)			2 178 ⁽¹⁰⁾
En monnaie des États-Unis					
1987-06-01	1995-12-04	7,625	100,00	1 580	2 114 ⁽¹¹⁾
1987-09-01	1995-12-04	7,3125	100,00	1 088	1 434 ⁽¹¹⁾
1987-12-01	1995-12-04	8,00	100,00	285	374 ⁽¹¹⁾
1988-03-01	1995-12-04	7,125	100,00	1 926	2 421 ⁽¹¹⁾
				<u>4 879 \$ É.-U.</u>	<u>6 343 ⁽⁶⁾</u>
En monnaie du Japon					
1987-05-25	2012-05-25	5,30	100,00	30 000 000	286 230
1987-10-27	1997-10-27	5,70	100,00	11 130 000	100 000 ⁽¹²⁾
				<u>41 130 000</u>	<u>386 230 ⁽⁶⁾</u>
					<u>394 751</u>
					<u>3 199 575</u>

* En milliers d'unités monétaires.

^(A) Intérêts payables annuellement.⁽¹⁾ Ce montant provient de 5 905 000 000 \$ de bons du trésor émis moins 5 705 000 \$ remboursés.⁽²⁾ Ce montant représente la capitalisation de l'escompte sur un emprunt de 63 000 000 \$ É.U. réalisé pour 50 015 070 \$ É.U. le 10 janvier 1985. Le taux effectif pour l'acheteur est de 11,88 %.⁽³⁾ Ce montant représente la capitalisation de l'escompte sur un emprunt de 64 100 000 \$ É.U. réalisé pour 49 998 000 \$ É.U. le 29 janvier 1985. Le taux effectif pour l'acheteur est de 11,93 %.⁽⁴⁾ Ce montant représente la capitalisation de l'escompte sur un emprunt de 122 000 000 \$ É.U. réalisé pour 100 406 000 \$ É.U. le 25 février 1985. Le taux effectif pour l'acheteur est de 12,03 %.⁽⁵⁾ Ce montant représente la capitalisation de l'escompte sur un emprunt de 130 000 000 \$ É.U. réalisé pour 99 950 000 \$ É.U. le 12 mars 1986. Le taux effectif pour l'acheteur est de 10,23 %.⁽⁶⁾ Équivalent canadien de la valeur de réalisation ou de la valeur nominale à la date de réalisation de l'emprunt⁽⁷⁾ Le taux a été de 8,25 % pour les mois d'avril et mai 1987, 8,00 % pour les mois de juin à octobre 1987 et fut majoré à 9,00 % du 1er novembre 1987 au 31 mai 1988.⁽⁸⁾ Le taux a été de 8,00 % pour les mois de juin à octobre 1987 et fut majoré à 9,00 % du 1er novembre 1987 au 31 mai 1988.⁽⁹⁾ Excluant 1 634 600 \$ encaissable après le 31 mars 1988.⁽¹⁰⁾ Ce montant représente la capitalisation de l'escompte sur un emprunt de 50 000 000 \$ Can. réalisé pour 33 404 500 \$ le 14 juin 1982. Le taux effectif pour l'acheteur est de 16,29 %.⁽¹¹⁾ Montant encaissé pour maintenir à 70 000 000 \$ Can. le montant utilisé sur une marge de crédit autorisé de 1 000 000 000 \$ Can.⁽¹²⁾ Un contrat d'échange de devise en monnaie du Canada au montant de 100 000 000 \$ est rattaché à cet emprunt.

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS
SOMMAIRE

Obligations — négociables	1 280 423	
— remboursables à demande	620 211	
— non négociables	<u>1 876</u>	1 902 510
Autres emprunts		<u>4 427</u>
Contributions aux fonds d'amortissement: — obligations	97 232	1 906 937
— autres emprunts	<u>2 530</u>	<u>99 762</u>
		<u><u>2 006 699</u></u>

DÉTAIL

	Date d'échéance	Date d'émission	Valeur nominale	
			En monnaie étrangère	En équivalent canadien (*)
Obligations				
Négociables				
En monnaie du Canada				
1987-04-01	1978-04-05			3 400 ⁽¹⁾
1987-04-15	1982-04-15			50 000 ⁽²⁾
1987-05-01	1979-05-01			1 328 ⁽¹⁾
1987-05-01	1979-05-01			1 764 ⁽¹⁾
1987-05-01	1979-05-01			1 380 ⁽¹⁾
1987-11-01	1977-11-01			6 079 ⁽³⁾
1987-11-07	1981-05-07			1 700 ⁽⁴⁾
1987-11-10	1982-11-10			150 000
1987-12-15	1962-06-15			29 274 ⁽⁵⁾
1988-01-15	1968-01-15			36 362 ⁽⁶⁾
1988-01-22	1980-12-22			3
1988-01-22	1981-02-24			326
1988-03-30	1981-03-30			50 000
				<u>331 616</u>

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1988

(en milliers de dollars)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Valeur nominale	
		En monnaie étrangère	En équivalent canadien ^(*)
Assumées en monnaie du Canada			
1987-04-01	1967-04-01		<u>1 611⁽⁷⁾</u>
En monnaie des États-Unis			
1987-06-01	1972-06-01	6 000	7 831 ⁽¹⁾
1987-11-01	1977-11-01	1 800	2 349 ⁽¹⁾
1988-01-15	1973-01-15	6 000	7 831 ⁽¹⁾
1988-02-01	1984-02-01	<u>5 000</u>	<u>6 525⁽⁸⁾</u>
		18 800	24 536
Assumées en monnaie des États-Unis			
Construction du boulevard Métropolitain de Montréal			
1987-11-01	1962-11-01	<u>1 982</u>	<u>2 587⁽¹⁾</u>
		<u>20 782 \$ É.-U.</u>	<u>27 123</u>
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne			
1987-05-01	1978-05-01	25 000	13 385 ⁽⁹⁾
1987-06-01	1977-06-01	150 000	108 675
1987-07-01	1972-07-01	<u>10 000</u>	<u>7 245⁽¹⁾</u>
		<u>185 000 D.M.</u>	<u>129 305</u>
En monnaie de la France			
1987-06-15	1972-06-15	<u>17 000 F.F.</u>	<u>2 735</u>

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Valeur nominale		
		En monnaie étrangère	En équivalent canadien (*)	
En monnaie de la Suisse 1988-03-11	1982-03-11	<u>100 000 F.S.</u>	<u>86 710⁽¹⁰⁾</u>	
En monnaie du Japon 1987-05-23	1978-05-23	22 800 000	204 379 ⁽¹¹⁾	
1987-07-27	1981-07-27	20 000 000	179 280 ⁽¹²⁾	
1987-07-30	1980-01-30	<u>16 000 000</u>	<u>143 424⁽¹³⁾</u>	
		<u>58 800 000 Yens</u>	<u>527 083</u>	
En monnaie du Royaume-Uni 1987-04-01	1982-04-01	<u>35 000 L.S.</u>	<u>73 420</u>	
En monnaie des Pays-Bas 1988-02-15	1983-02-15	<u>100 000 Flo.</u>	<u>41 182</u>	
En unités de comptes européennes 1987-05-06	1979-12-17	<u>33 000 U.C.E.</u>	<u>59 638⁽¹⁴⁾</u>	1 280 423
Remboursables à demande				
En monnaie du Canada				
Obligations d'épargne du Québec				
1988-06-01	1978-06-01		3 278	
1989-06-01	1979-06-01		3 157	
1993-06-01	1983-06-01		39 931	
1994-06-01	1984-06-01		96 828	
1995-06-01	1980-06-01		16 413	
1995-06-01	1985-06-01		80 818	
1996-06-01	1986-06-01		192 821	
1996-06-01	1981-06-01		5 401	
1997-06-01	1982-06-01		18 808	
1997-06-01	1987-06-01		<u>162 756</u>	620 211
Non négociables				
En monnaie du Canada				
Gouvernement du Canada				
Régime de pensions du Canada 1987-1988	1966-1967			<u>1 876</u>
				<u>1 902 510</u>

FINANCEMENT (suite)**Année financière terminée le 31 mars 1988**

(en milliers de dollars)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)**DÉTAIL (suite)**

	Date d'échéance	Date d'émission	Valeur nominale	
			En monnaie étrangère	En équivalent canadien ^(*)
Autres emprunts				
En monnaie du Canada				
Gouvernement du Canada				
Zones spéciales				
	1987-04-01	1972-1979-04-01		2 571
Institutions universitaires (assumées)				
				606
Office des autoroutes du Québec				
	1987-07-15	1982-04-01		1 250
				<u>4 427</u>
				<u>1 906 937</u>
Contributions aux fonds d'amortissement (voir page 3-44)				
Obligations				
				97 232
Autres emprunts				
				<u>2 530</u>
				<u>99 762</u>
Emprunts remboursés				
				<u><u>2 006 699</u></u>

^(*) Aux taux de change en vigueur au 31 mars 1987.⁽¹⁾ Remboursements contractuels.⁽²⁾ Obligations échéant le 15 avril 1989 rachetées par anticipation à 101 le 15 avril 1987 par le Gouvernement.⁽³⁾ Obligations échéant le 1 novembre 1997 encaissées par anticipation le 1 novembre 1987.⁽⁴⁾ Obligations échéant le 7 novembre 1993 encaissées par anticipation le 7 novembre 1987.⁽⁵⁾ Y compris 735 619 \$ de contributions du Fonds d'amortissement.⁽⁶⁾ Y compris 894 945 \$ de contributions du Fonds d'amortissement.⁽⁷⁾ Y compris 488 889 \$ de contributions du Fonds d'amortissement.⁽⁸⁾ Annuité d'amortissement au gré de la province.⁽⁹⁾ Selon un contrat d'échange de devise en monnaie du Canada.⁽¹⁰⁾ Obligations échéant le 11 mars 1992 rachetées par le Gouvernement par anticipation à 101 le 11 mars 1988.⁽¹¹⁾ Obligations échéant le 23 mai 1990 rachetées par le Gouvernement par anticipation à 101,5 le 23 mai 1987. Le solde en capital racheté avant échéance représente un montant de 20 400 000 000 Yens (182 865 600 \$Can).⁽¹²⁾ Obligations échéant le 27 juillet 1993 rachetées par le Gouvernement par anticipation à 103 le 27 juillet 1987. Le solde en capital racheté avant échéance représente un montant de 18 400 000 000 Yens (164 937 600 \$Can).⁽¹³⁾ Obligations échéant le 30 janvier 1990 rachetées par le Gouvernement par anticipation à 101,5 le 30 juillet 1987.⁽¹⁴⁾ Obligations échéant le 17 décembre 1994 rachetées par le Gouvernement par anticipation à 102 le 6 mai 1987.

SECTION 3

ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF

Au 31 mars 1988

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ACTIF	
Placements temporaires	3-3
Comptes à recevoir	3-4
Intérêts courus	3-5
Placements	3-6
Continuité de la provision pour créances douteuses	3-28
Autres éléments d'actif	3-29
PASSIF	
Emprunts temporaires	3-30
Continuité du compte d'accords de perception fiscale	3-31
Comptes à payer	3-31
Intérêts courus	3-31
Continuité du compte des régimes de retraite	3-32
Bons du trésor	3-33
Obligations moins fonds d'amortissement	3-34
Autres emprunts moins fonds d'amortissement	3-50
Echéancier sommaire des Bons du Trésor, obligations et autres emprunts moins les fonds d'amortissement	3-53
Emprunts garantis	3-54
Engagements financiers	3-78
Echéancier sommaire des engagements financiers pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital	3-79
Détail des engagements financiers	3-80

ACTIF
PLACEMENTS TEMPORAIRES

(en milliers de dollars)

	Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Montant	
				1988	1987
Détail					
En monnaie du Canada					
Banque Nationale du Canada	1988-03-11	1988-04-05	8,50	35 000	
Banque Nationale du Canada	1988-03-16	1988-04-06	8,50	6 000	
Banque Nationale du Canada	1988-03-25	1988-04-15	8,50	35 000	100 000
Banque Royale du Canada	1988-03-03	1988-04-21	8,44	1 088	
Banque Royale du Canada	1988-03-15	1988-04-28	8,38	4 950	
Banque Royale du Canada	1988-03-18	1988-04-08	8,50	28 963	
Banque Royale du Canada	1988-03-22	1988-04-08	8,47	27 279	
Banque Royale du Canada	1988-03-24	1988-04-14	8,50	5 473	
Banque Royale du Canada	1988-03-25	1988-04-15	8,50	5 772	78 992
Burns Fry Ltée	1988-03-03	1988-04-08	8,39	16 712	
Burns Fry Ltée	1988-03-16	1988-04-19	8,42	14 883	
Burns Fry Ltée	1988-03-16	1988-04-21	8,41	4 959	
Burns Fry Ltée	1988-03-24	1988-04-12	8,45	996	
Burns Fry Ltée	1988-03-24	1988-04-20	8,45	2 484	
Crédit Commercial de France (Canada)	1988-03-31	1988-04-04	8,625	10 000	10 000
Crédit Lyonnais du Canada Ltée	1988-03-31	1988-04-04	8,625	15 000	
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1988-03-22	1988-04-11	8,50	15 000	
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1988-03-31	1988-04-04	8,625	40 000	
Lévesque Beaubien Inc.	1988-03-25	1988-04-08	8,50	2 990	49 986
Banque Nationale de Paris (Canada)	1988-03-28	1988-04-04	8,50	30 000	35 000
Banque de Nouvelle-Écosse	1988-03-16	1988-04-15	8,42	24 828	
Banque de Nouvelle-Écosse	1988-03-16	1988-04-21	8,40	5 455	20 652
Société Générale S.A. (Canada) Ltée	1988-03-25	1988-04-06	8,50	10 000	25 000
Wood Gundy Inc.	1988-03-18	1988-04-21	8,55	4 861	
Wood Gundy Inc.	1988-03-28	1988-04-15	8,45	9 959	35 581
Banque Canadienne Impériale de Commerce					75 000
Banque Nationale de Westminster du Canada					25 000
Citibanque du Canada					70 000
Midland Doherty Ltée					4 287
Richardson Greenshields du Canada Ltée					6 388
Merrill Lynch Canada Inc.					20 000
Nesbitt Thompson Bongard Ltée					50 000
En monnaie des États-Unis (1)					
Banque de Montréal	1988-03-31	1988-04-01	8,4375	48 428	
				<u>406 080</u>	<u>605 886</u>

(1) Équivalent canadien d'un placement temporaire de 39 241 334 \$ U.S., à la date d'émission le 31 mars 1988.

COMPTES À RECEVOIR

(en milliers de dollars)

Nature des comptes à recevoir	Agents et mandataires — remises d'avril		Autres débiteurs		Total	
	1988	1987	1988	1987	1988	1987
Revenus						
Impôts sur les revenus et les biens						
Impôt sur le revenu des particuliers	518 186 ⁽²⁾	662 789	522 678	556 676	1 040 864	1 219 465
Contributions des employeurs au fonds des services de santé	110 394 ⁽²⁾	145 947			110 394	145 947
Impôt des sociétés			59 830	59 587	59 830	59 587
Droits de successions			5 954	9 044	5 954	9 044
Taxes à la consommation						
Ventes au détail	356 074	303 530	88 375	93 756	444 449	397 286
Carburants	107 640	96 677	17 632	18 378	125 272	115 055
Tabacs	33 482	46 229	2 166	4 093	35 648	50 322
Repas et hôtellerie	30 956	27 143	43 519	51 771	74 475	78 914
Autres	12 937	11 346	153	235	13 090	11 581
Droits et permis						
Ressources forestières			41 107	8 606	41 107	8 606
Véhicules automobiles	47 905	21 264			47 905	21 264
Autres	4 647	6 015	8 376	7 310	13 023	13 325
Revenus divers						
Ventes de biens et services	831	11	42 174	38 664	43 005	38 675
Autres			169 340	154 299	169 340	154 299
Revenus provenant des sociétés d'État						
Loto-Québec				41 000		41 000
Société des alcools du Québec			29 000	26 000	29 000	26 000
Société générale de financement du Québec			20 000		20 000	
Total des comptes à recevoir afférents aux revenus autonomes	1 223 052	1 320 951	1 050 304	1 069 419	2 273 356	2 390 370
Transferts du gouvernement du Canada						
Aide juridique			8 534	27 168	8 534	27 168
Assurance-récolte			14 146	3 574	14 146	3 574
Bilinguisme			18 004	18 382	18 004	18 382
Développement forestier			11 741	10 850	11 741	10 850
Développement industriel			3 564	9 360	3 564	9 360
Développement minéral			6 679	5 159	6 679	5 159
Enseignement aux enfants indiens			35 327	26 132	35 327	26 132
Formation professionnelle des adultes			24 850	32 809	24 850	32 809
Jeunes délinquants			11 149	11 149	11 149	11 149
Jeunes contrevenants			109 000		109 000	
Perspectives d'emploi des assistés sociaux			26 288		26 288	
Protection civile			3 558	4 693	3 558	4 693
Réadaptation professionnelle des invalides			7 970		7 970	
Réseau routier de l'Outaouais			8 142	7 220	8 142	7 220
Revendicateurs du statut de réfugié				7 053		7 053
Transport aérien			3 213	2 728	3 213	2 728
Autres ⁽¹⁾			21 502	13 450	21 502	13 450
Total des comptes à recevoir afférents aux transferts du gouvernement du Canada			313 667	179 727	313 667	179 727
Dépenses et autres			127 178	182 936⁽⁴⁾	127 178	182 936
Total des comptes à recevoir	1 223 052	1 320 951	1 491 149⁽²⁾	1 432 082	2 714 201⁽²⁾	2 753 033
Moins:						
Provision pour créances douteuses			432 557 ⁽²⁾	486 507	432 557 ⁽²⁾	486 507
	1 223 052	1 320 951	1 058 592	945 575	2 281 644	2 266 526

(1) Comprend des montants inférieurs à 3 000 000 \$.

(2) Après avoir déduit des créances radiées de 141 045 663 \$.

(3) Depuis janvier 1988, certains employeurs doivent faire des remises bimensuelles des retenues à la source au Gouvernement du Québec, ce qui explique en partie la variation.

(4) Y compris en 1987, 73 419 500 \$ représentant l'équivalent canadien au 31 mars d'un montant de 35 000 000 livres sterling en dépôt chez un agent à Londres pour le remboursement d'un emprunt échéant le 1^{er} avril 1987.

INTÉRÊTS COURUS

(en milliers de dollars)

	<u>1988</u>	<u>1987</u>
Entreprises et organismes du gouvernement du Québec		
Sidbec	507	393
Société de développement industriel du Québec	267	
Société d'habitation du Québec	6 864	6 892
Société nationale de l'amiante	944	758
	<u>8 582</u>	<u>8 043</u>
Municipalités et organismes municipaux	3 495	3 836
Particuliers, sociétés et autres	1 162	1 359
Gouvernement du Canada	46	46
Placements temporaires et comptes de banque	890	461
	<u>14 175</u>	<u>13 745</u>

PLACEMENTS

(en milliers de dollars)

		Actions	
		1988	1987
Sommaire			
1	Entreprises et organismes du gouvernement du Québec	8 835 230 50 610 (1)	8 159 856 50 610 (1)
2	Municipalités et organismes municipaux (voir page 3-18)		
	Projets d'investissements dans le développement	A	
	Programmes des zones spéciales	B	
	Autres projets	C	
3	Particuliers, sociétés et autres (voir page 3-26)	10 102	102
		<u>8 895 942</u>	<u>8 210 568</u>
<hr/>			
		Actions	
		1988	1987
1	Entreprises et organismes du gouvernement du Québec		
1	Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche		
2	Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	10 000 (1)	10 000 (1)
3	Hydro-Québec	7 531 109 ✓	7 023 109
4	Loto-Québec	11 196 ✓	21 146
5	2332-7190 Québec Inc. (Madelipêche Inc.)	MARQU. 1 198	435
6	Office du crédit agricole du Québec		
7	Radio-Québec		
8	Sidbec		
9	Société de développement autochtone de la Baie James	3 989 ✓	3 739
10	Société de développement des coopératives		
11	Société de développement industriel du Québec	32 944 (1) ✓	32 944 (1)
12	Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec -- REXFOR	135 105 ✓	117 010
13	Société des alcools du Québec	30 633 ✓	31 555
14	Société des établissements de plein air du Québec	27 074 ✓	26 238
15	Société des Traversiers du Québec	922 ✓	1 155
16	Société d'habitation du Québec		
17	Société du parc industriel du centre du Québec		
18	Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel	8 070 ✓	8 098
19	Société générale de financement du Québec	649 747 ✓	478 369
20	Société générale des industries culturelles	17 336 ✓	18 741
21	Société immobilière du Québec	89 926 ✓	81 241
		7 666 (1) ✓	7 666 (1)
22	Société Inter-Port de Québec	1 859 ✓	2 322
23	Société nationale de l'amiante		
24	Société québécoise des transports		2 089
25	Société québécoise d'exploration minière	107 559 ✓	100 658
26	Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	86 897 ✓	72 386
27	Société québécoise d'initiatives pétrolières	132 610 ✓	171 565
		<u>8 835 230</u>	<u>8 159 856</u>
		<u>50 610 (1)</u>	<u>50 610 (1)</u>
Moins provisions:			
Créances douteuses			
Autres (2)			
		<u>8 835 230</u>	<u>8 159 856</u>
		<u>50 610 (1)</u>	<u>50 610 (1)</u>

Note: Les actions sont inscrites selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, les dotations et les obligations et billets le sont au coût alors que les prêts et avances le sont à la valeur de réalisation.

(1) Dotations

(2) Pour appliquer en premier lieu la provision pour perte sur placements en actions

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1988	1987	1988	1987	1988	1987
					(redressé)
265 073	340 580	172 885	126 777	9 273 188 50 610 (1)	8 627 213 50 610 (1)
10 230	11 148			10 230	11 148
44 874	46 102	6 252	6 837	51 126	52 939
318	407	3 900	3 300	4 218	3 707
55 422	57 657	10 152	10 137	65 574	67 794
40 000	40 000	153 519	146 012	203 621	186 114
360 495	438 237	336 556	282 926	9 592 993	8 931 731

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1988	1987	1988	1987	1988	1987
		26 000	16 000	26 000	16 000 1
				10 000 (1)	10 000 2
		7 116	7 313	7 538 225	7 030 422 3
				11 196	21 146 4
			4 827	1 198	5 262 5
		550	550	550	550 6
		1 800	1 800	1 800	1 800 7
		74 592	67 798	74 592	67 798 8
				3 989	3 739 9
		12 589	14 175	12 589	14 175 10
		105 666	49 592	138 610	82 536 11
		16 832	18 271	151 937	135 281 12
				30 633	31 555 13
		3 000		30 074	26 238 14
127 088	127 595			922	1 155 15
			1 043	127 088	127 595 16
					1 043 17
				8 070	8 098 18
			15 000	649 747	493 369 19
				17 336	18 741 20
137 985	212 985			227 911	294 226 21
				7 666 (1)	7 666
				1 859	2 322 22
		1 825	1 825	1 825	1 825 23
					2 089 24
				107 559	100 658 25
		152	262	87 049	72 648 26
				132 610	171 565 27
265 073	340 580	250 122	198 456	9 350 425 50 610 (1)	8 698 892 50 610 (1)
		819	2 056	819	2 056
		76 418 (2)	69 623	76 418 (2)	69 623
265 073	340 580	172 885	126 777	9 273 188 50 610 (1)	8 627 213 50 610 (1)

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS
Entreprises et organismes du gouvernement du Québec

(en milliers de dollars)

	1988	1987
<p>Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche L.R.Q., c. A-7.1, a. 40</p>	Avances	26 000
<p>Pour l'exécution de son mandat, des avances ont été consenties par le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique à même les crédits votés. Ces avances ne portent pas intérêt et seront remboursées annuellement selon les disponibilités du compte de revenus de l'Agence et à la demande du Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1988, le total des avances est de 26 000 000 \$.</p>		16 000
<p>Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers L.R.Q., c. A-29.1, a. 20</p>	Dotation	10 000
<p>Le ministre des Finances est autorisé à verser au Fonds, à même le Fonds consolidé du revenu, en 3 versements annuels, égaux et consécutifs, 10 000 000 \$ pour la constitution d'une dotation en faveur du Fonds.</p> <p>Au 31 mars 1988, le Ministre a versé au Fonds 10 000 000 \$.</p>		10 000
<p>Hydro-Québec L.R.Q., c. H-5, a. 3</p>	Actions	7 531 109
	Avances	7 116
		7 023 109
	7 538 225	7 030 422
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 5 000 000 000 \$ divisé en 50 000 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune. Ces actions sont attribuées au ministre des Finances et peuvent être acquises par ce dernier avec l'approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1988, le ministre des Finances détient 1 certificat totalisant 43 741 090 actions. Ces actions ont été attribuées au ministre des Finances et imputées au total des réserves de la Société au 31 décembre 1980 au montant de 4 374 109 000 \$.</p> <p>Au 31 mars 1988, ces actions ont une valeur de consolidation de 7 531 109 000 \$.</p> <p>Au 31 mars 1988, les avances en cours s'élèvent à 7 115 656 \$ dont 6 500 000 \$ (valeur nominale), remboursables jusqu'en l'an 2000, par Nouveler Inc. filiale d'Hydro-Québec et 615 656 \$ de l'Office de l'électrification rurale suite à l'abrogation de la Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives d'électricité (S.Q., 9 Geo VI (1945), c. 48). Ces avances sont sans intérêt.</p>		
<p>Loto-Québec L.R.Q., c. S-13.1, aa. 5 et 6</p>	Actions	11 196
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 170 000 \$ divisé en 1 700 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.</p> <p>Au 31 mars 1988, le Ministre détient 1 certificat totalisant 1 700 actions pour un coût de 170 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 11 196 000 \$.</p>		21 146

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du gouvernement du Québec

(en milliers de dollars)

		1988	1987
2332-7190 Québec Inc. Madelipêche Inc.	Actions	1 198	
	Actions		435
	Avances		4 827
		1 198	5 262

Le 12 février 1987 le ministre de L'Agriculture, des Pêcheries et de L'Alimentation s'est départi des actions détenues dans Madelipêche Inc. en faveur du secteur privé. La transaction a été conclue par l'intermédiaire de la compagnie 2332-7190 Québec Inc. détenue à 100% par le ministre de L'Agriculture, des Pêcheries et de L'Alimentation, compagnie constituée sous l'autorité de la partie 1A de la loi sur les compagnies du Québec.

Le fonds social autorisé de la société 2332-7190 Québec Inc. est d'un nombre illimité d'actions de catégories "A", "B" et "C".

Au 31 mars 1988, le ministre de L'Agriculture, des Pêcheries et de L'Alimentation détient une action de catégorie "A" pour un coût de 1\$ dont la valeur de consolidation est de 1 197 695 \$.

Office du crédit agricole du Québec

L.Q. 1987, c. 86, a. 132

L.R.Q., c. C-78, a. 46.3

Avances	550	550
----------------	-----	-----

Pour l'exécution du mandat de la Loi sur le financement agricole et de celui de la Loi sur le crédit forestier, le ministre des Finances a consenti des avances sans intérêt pour le fonds de roulement de l'Office au montant de 550 000 \$.

Radio-Québec

L.R.Q., c. S-11.1, a. 26

Avances	1 800	1 800
----------------	-------	-------

La Loi sur la Société de radio-télévision du Québec prévoit que le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, à même le Fonds consolidé du revenu, tout montant jugé nécessaire à l'exécution de son mandat.

Au 31 mars 1988, le ministre des Finances a consenti une avance de 1 800 000 \$ à Radio-Québec sans intérêt aux fins de la constitution d'un fonds spécifique de production de matériel audio-visuel à caractère éducatif.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du gouvernement du Québec

(en milliers de dollars)

	1988	1987
Sidbec		
L.R.Q., c. E-14, aa. 1, 5, 6, 7, 8 et 14		
Actions		
Avances	74 592	67 798
	74 592	67 798

Le fonds social autorisé de la Compagnie est de 1 130 000 000 \$ divisé en 56 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune et en 56 500 000 actions à dividende différé d'une valeur nominale de 10 \$ chacune, dont 56 433 400 sont attribuées au Gouvernement et payables par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu.

Au 31 mars 1988, le ministre des Finances avait acquis 56 433 400 actions à dividende différé pour 582 000 000 \$ dont la valeur de consolidation est nulle tenant compte du déficit accumulé de 829 851 000 \$ (853 875 000 \$ en 1987) de cette entreprise.

Pour l'exécution de son mandat, des avances sont consenties à même le Fonds consolidé du revenu par le ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement, pour un terme n'excédant pas 2 ans.

Au 31 mars 1988, les avances consenties par le ministre des Finances totalisent 74 592 200 \$ et portent intérêt au taux bancaire préférentiel. L'intérêt est payable mensuellement et capitalisé s'il demeure impayé à l'échéance.

Société de développement autochtone de la Baie James
L.R.Q., c. S-9.1, aa. 11, 15 et 16

Actions	3 989	3 739
----------------	-------	-------

Le fonds social autorisé de la Société est de 15 000 000 \$ divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune et en 14 999 actions de catégorie A d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune. Les actions de catégorie A peuvent être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu. L'autorisation du Gouvernement est requise pour l'acquisition de 10 999 actions de catégorie A.

Au 31 mars 1988, le Ministre détient 9 certificats totalisant 3 750 actions de catégorie A et un certificat totalisant 250 actions est à recevoir, pour un coût de 4 000 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 3 989 000 \$.

Société de développement de la Baie James
L.R.Q., c. D-8, aa. 24 et 25

Actions

Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 000 \$ divisé en 10 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu et ce, au rythme de 10 000 000 \$ par année durant 10 ans. Cependant, advenant que le versement à l'égard d'une année ne soit pas fait ou ne le soit que partiellement, il peut être versé subséquemment.

Au 31 mars 1988, le Ministre détient 54 certificats totalisant 6 000 000 d'actions pour un coût de 60 000 000 \$ dont la valeur de consolidation est nulle tenant compte du déficit accumulé de 64 999 000 \$ de cette entreprise, soit le même que celui de 1987 puisque les états ne sont pas disponibles.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du gouvernement du Québec

(en milliers de dollars)

	1988	1987
Société de développement des coopératives L.R.Q., c. S-10.001, aa. 42 et 47		
Avances	12 589	14 175
<p>Le ministre des Finances est autorisé à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire à la poursuite de ses objets, aux conditions que détermine le Gouvernement. Au 31 mars 1988 les avances consenties et non remboursées totalisent 12 589 008 \$. Une provision pour créances douteuses de 819 000 \$ est inscrite pour tenir compte de la valeur réalisation de ce placement.</p> <p>Les avances doivent être remboursées sur 15 ans après qu'elles aient été versées et l'intérêt est calculé à des taux pouvant varier entre 3% et le taux bancaire préférentiel plus 1/2 de 1%.</p>		
Société de développement industriel du Québec L.R.Q., c. S-11.01, aa. 45 et 46		
Dotation	32 944	32 944
Avances	105 666	49 592
	138 610	82 536
<p>Le ministre des Finances est autorisé à payer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, 100 000 000 \$ pour la constitution d'une dotation qui doit être affectée au remboursement d'avances consenties par le ministre des Finances à la Société.</p> <p>Au 31 mars 1988, le Ministre avait versé 32 944 115 \$ à ce titre qui fut appliqué au remboursement des avances consenties par le Ministre.</p> <p>Au 31 mars 1988, pour l'exécution de son mandat, le ministre des Finances a avancé 10 000 000 \$ à cette Société à même le fonds consolidé du revenu et le ministre de l'Industrie et du Commerce a également avancé à cette dernière 95 665 621 \$ à même les crédits votés.</p>		
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec -- REXFOR L.R.Q., c. S-12, aa. 4, 6, 7 et 22		
Actions	135 105	117 010
Avances	16 832	18 271
	151 937	135 281

Le fonds social autorisé de la Société est de 125 000 000 \$ divisé en 1 250 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu dont 1 112 500 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.

✓ Au 31 mars 1988, le ministre des Finances détient 47 certificats totalisant 1 050 000 actions et des certificats totalisant 25 000 actions sont à recevoir, pour un coût de 107 500 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 135 105 000 \$.

De plus, le Gouvernement peut autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution du mandat de la Société, y compris une somme maximale de 25 000 000 \$ pour l'acquisition de machinerie, d'équipement, l'aménagement d'installations et l'érection de constructions.

Au 31 mars 1988, les avances en cours totalisent 16 832 123 \$ dont 13 680 000 \$ (valeur nominale) sans intérêt pour le financement de l'accord avec les industries I.T.T. du Canada Ltée et 3 152 123 \$ à divers taux d'intérêts pour Forpan Inc.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du gouvernement du Québec

(en milliers de dollars)

	1988	1987
<p>Société des alcools du Québec L.R.Q., c. S-13, aa. 5 et 6</p> <p>Le fonds social de la Société est de 30 000 000 \$ divisé en 300 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.</p> <p>↓ Au 31 mars 1988, le ministre des Finances détient 1 certificat totalisant 300 000 actions pour un coût de 30 000 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 30 633 000 \$.</p>	Actions	31 555
	30 633	
<p>Société des établissements de plein air du Québec L.R.Q., c. S-13.01, aa. 20, 21, 24, 26 et 27</p> <p>Le fonds social autorisé de la Société est de 75 000 000 \$ divisé en 750 000 actions d'une valeur de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances, à même le Fonds consolidé du revenu, sur approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Pour l'exécution de son mandat, le Gouvernement a transféré à la Société, des biens meubles et immeubles pour une valeur de 26 013 000 \$. A titre de paiement, la Société a émis 260 130 actions en faveur du ministre des Finances. Le ministre des Finances a également versé 3 275 000 \$ pour 32 750 actions.</p> <p>↓ Au 31 mars 1988, le ministre des Finances détient 5 certificats totalisant 282 880 actions et 1 certificat totalisant 10 000 actions est à recevoir, pour un coût de 29 288 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 27 074 000 \$.</p> <p>Le ministre des Finances est autorisé à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire, à la poursuite de ses objets, aux conditions que détermine le Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1988, les avances consenties totalisent 3 000 000 \$ et ne portent pas intérêt.</p>	Actions Avances	26 238
	27 074 3 000	
	30 074	26 238
<p>Société des Traversiers du Québec L.R.Q., c. S-14, aa. 4 et 5</p> <p>Le fonds social autorisé de la Société est de 10 000 000 \$ divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune réservées au ministre des Finances.</p> <p>↓ Au 31 mars 1988, le Ministre détient 2 certificats totalisant 15 000 actions pour un coût de 1 500 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 922 000 \$.</p>	Actions	1 155
	922	

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
 Entreprises et organismes du gouvernement du Québec

(en milliers de dollars)

	1988	1987
Société d'habitation du Québec L.R.Q., c. S-8, aa. 88 et 89	Obligations	
	127 088	127 595
<p>La Loi prévoit que le Gouvernement peut, sur la recommandation du Conseil du trésor, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de son mandat.</p> <p>Une partie des avances temporaires consenties à la Société durant les années passées fut retournée au Fonds consolidé du revenu et l'autre partie convertie, sur autorisation du Gouvernement, en obligations.</p> <p>Au 31 mars 1988, le taux d'intérêt sur les obligations détenues par le Gouvernement, varie de 6,875% à 15,125% et l'échéance la plus éloignée est le 1er juillet 2032.</p>		
Société du parc industriel du centre du Québec L.R.Q., c. S-15, aa. 30 et 31	Avances	1 043
Société générale de financement du Québec L.R.Q., c. S-17, aa. 6, 8, 10, 11 et 12	Actions	478 369
	Avances	15 000
	649 747	493 369
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 415 000 000 \$ divisé en 41 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune. Les actions de la Société sont réservées au gouvernement du Québec. Le ministre des Finances est autorisé à acquérir, à même le Fonds consolidé du revenu, 41 500 000 actions ordinaires.</p> <p>✓ Au 31 mars 1988, le ministre des Finances a versé 343 768 481 \$ et détient 55 certificats totalisant 34 749 995 actions ordinaires. La valeur de consolidation de ce placement en actions est de 649 747 481 \$.</p>		
Société générale des industries culturelles L.R.Q., c. S-10.01, aa. 17, 18 et 19	Actions	18 741

Le fonds social autorisé de la Société est de 20 000 000 \$ divisé en 200 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu; les paiements peuvent être faits en un ou plusieurs versements dont le montant et les conditions sont déterminés par le Gouvernement.

✓ Au 31 mars 1988, le ministre des Finances détient 21 certificats pour 195 000 actions au coût de 19 500 000 \$. La valeur de consolidation de ce placement est de 17 336 000 \$.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du gouvernement du Québec

(en milliers de dollars)

	1988	1987
Société immobilière du Québec		
L.R.Q., c. S-17.1, aa. 24, 31, 32 et 64		
Actions	89 926	81 241
Dotation	7 666	7 666
Billets	137 985	212 985
	<u>235 577</u>	<u>301 892</u>

Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 000 \$ divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$.

Pour l'exécution de son mandat, le Gouvernement a transféré à la Société des biens meubles et immeubles pour une valeur de 527 984 632 \$. À titre de paiement, la Société a émis 80 000 000 \$ d'actions et un billet à demande de 447 984 632 \$ ne portant pas intérêt en faveur du ministre des Finances. Le solde dû sur le billet est de 137 984 632 \$ au 31 mars 1988.

↓ Au 31 mars 1988, le ministre des Finances détient 2 certificats totalisant 80 001 actions pour un coût de 80 001 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 89 926 000 \$.

Depuis le 1er octobre 1984, la Société s'est substituée à la Société de développement immobilier du Québec et, en cette qualité, elle en assume les pouvoirs, les obligations et en acquiert les droits. Une somme de 7 666 100 \$, ne portant pas intérêt et sans condition de remboursement, avait été versée par le ministre des Finances à la Société de développement immobilier du Québec. Ce montant avait servi à l'acquisition de Place Desjardins Inc. et représente au 31 mars 1988 une dotation du ministre des Finances en faveur de la Société.

Société nationale de l'amiante
L.R.Q., c. S-18.2, aa. 11, 13 et 15

Actions		
Avances	1 825	1 825
	<u>1 825</u>	<u>1 825</u>

Le fonds social autorisé de la Société est de 250 000 000 \$ divisé en 250 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1988, le ministre des Finances détient 67 certificats totalisant 158 369 actions pour un coût de 158 369 000 \$ dont la valeur de consolidation est nulle tenant compte du déficit accumulé de 298 848 000 \$ (285 160 000 \$ en 1987) de cette entreprise.

Le ministre des Finances est autorisé à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exercice des attributions de la Société aux conditions que détermine le Gouvernement.

Ces avances totalisent 1 825 420 \$ au 31 mars 1988 et portent intérêt au taux bancaire préférentiel plus 1/2 de 1 %.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du gouvernement du Québec

(en milliers de dollars)

	1988	1987
<p>Société québécoise des transports L.R.Q., c. S-22, aa. 23 et 25</p> <p>Le fonds social autorisé de la Société est de 75 000 000 \$ divisé en 750 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu sur approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>✓ Au 31 mars 1988, le ministre des Finances détient 5 certificats pour 286 798 actions ordinaires pour un coût de 28 679 800 \$.</p> <p>De plus, le ministre des Transports détient 3 certificats pour 6 666 666 actions privilégiées de catégorie "B", participantes, convertibles, sans valeur nominale de 1848-7199 Québec Inc. (filiale de cette Société) qu'il a acquis en 1981 pour 15 000 000 \$.</p> <p>La valeur de consolidation de ce placement au 31 mars 1988 est nulle tenant compte du déficit accumulé de 45 178 000 \$ (41 591 000 \$ en 1987) de cette entreprise.</p>	Actions	2 089
<p>Société québécoise d'exploration minière L.R.Q., c. S-19, aa. 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 11.1</p> <p>Le fonds social autorisé de la Société est de 125 000 000 \$ divisé en 12 500 000 actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, dont 6 750 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>✓ Au 31 mars 1988, le Ministre détient 22 certificats totalisant 11 060 000 actions pour un coût de 110 600 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 107 559 000 \$.</p>	Actions	107 559 100 658
<p>Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires L.R.Q., c. S-21, aa. 5 et 7</p> <p>Le fonds social autorisé de la Société est de 85 000 000 \$ divisé en 850 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune, payables par le ministre des Finances sur le Fonds consolidé du revenu dont 560 000 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>✓ Au 31 mars 1988, le Ministre détient 23 certificats totalisant 558 000 actions pour un coût de 55 800 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 86 897 000 \$.</p> <p>De plus, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation a avancé sans intérêt à la Société, 151 500 \$ à même les crédits votés.</p>	Actions Avances	86 897 72 386 152 262 <hr/> 87 049 72 648

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du gouvernement du Québec

(en milliers de dollars)

	1988	1987	
Société québécoise d'initiatives pétrolières L.R.Q., c. S-22, aa. 4, 6, 7, 8, 9, 9.1, 9.2, 9.2.1 et 9.3	Actions	132 610	171 565
Le fonds social autorisé de la Société est de 255 000 000 \$ divisé en 5 100 000 actions d'une valeur nominale de 50 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu dont 2 600 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement. Au 31 mars 1988, le Ministre détient 21 certificats totalisant 4 278 000 actions pour un coût de 213 900 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 132 610 000 \$.			
Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel L.R.Q., C. S-16, aa. 22 et 23	Actions	8 070	8 098
Société Inter-Port de Québec L.R.Q., c. S-18, aa. 11 et 12	Actions	1 859	2 322

Le fonds social autorisé de chacune de ces Sociétés est de 1 000 \$ divisé en 1 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 \$ chacune, lesquelles peuvent être attribuées aux gouvernements du Québec et du Canada dans des proportions respectives de 60% et 40%.

Le ministre des Finances est autorisé à souscrire au nom du gouvernement du Québec 600 \$ payables à même le Fonds consolidé du revenu pour 600 actions ordinaires de chacune de ces Sociétés. De plus, il est autorisé à acheter, à leur valeur nominale, les actions de chacune de ces Sociétés détenues par le gouvernement du Canada, sur réception d'un avis du ministre de l'Expansion industrielle régionale du Canada indiquant l'intention du gouvernement du Canada de retirer sa participation dans chacune de ces Sociétés.

Conformément aux dispositions de la Loi, le ministre des Finances a procédé au rachat des actions ordinaires détenues par le gouvernement canadien dans la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel (SPICAM).

✓ Au 31 mars 1988, le ministre des Finances a versé 1 000 \$ dans SPICAM et 600 \$ dans la Société Inter-Port de Québec. Le ministre de l'Industrie et du Commerce détient 2 certificats totalisant 1 000 actions de SPICAM pour un coût de 1 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 8 070 000 \$ et 1 certificat totalisant 600 actions de la Société Inter-Port de Québec pour un coût de 600 \$ dont la valeur de consolidation est de 1 858 600 \$.

NOTE:

Pour plus de détails concernant ces entreprises dans lesquelles le Gouvernement a investi, il faut consulter les états financiers de ces entreprises ou le volume "états financiers des entreprises du gouvernement du Québec" publié annuellement, qui comprend la plupart de ces états financiers.

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Taux %
2	Municipalités et organismes municipaux		
	Municipalités		
1	Alma	A	8 1/8
2	Alma	B	6,7057
3	Beauceville	A	8 27/64
4	Beauport (Giffard)	B	6,948
5	Bécancour	A	8 27/64
6	Bécancour	B	8,5437
7	Bedford	A	8 27/64
8	Bernierville	A	8 1/8
9	Berthier-sur-Mer	A	8 27/64
10	Berthierville	A	8 27/64
11	Boisbriand	A	8 1/8
12	Bonaventure	A	8 27/64
13	Boucherville	A	8 27/64
14	Cap-aux-Meules	A	8 27/64
15	Cap-de-la-Madeleine	B	7,2954
16	Carleton	A	8 27/64
17	Chambly	A	8 27/64
18	Charlesbourg	B	7,8293
19	Charlesbourg (Orsainville)	A	8 27/64
20	Charny	A	8 27/64
21	Châteauguay	A	8 27/64
22	Chibougamau	C	5,0
23	Chicoutimi (Chicoutimi-Nord)	A	8 27/64
24	Cloridorme	A	8 1/8
25	Delisle (St-Coeur-de-Marie)	A	8 27/64
26	Deux-Montagnes	A	8 1/8
27	Deux-Montagnes	B	8,4977
28	Dorion	A	8 27/64
29	Dorion	A	8 27/64
30	East-Broughton	A	8 27/64
31	Escoumins	A	8 1/8
32	Gaspé	A	8 27/64
33	Gatineau	A	8 1/8
34	Grande-Île	A	8 27/64
35	Grande-Rivière	A	8 27/64
36	Grand-Mère	B	7,5053
37	Hébertville	A	8 27/64
38	Iberville	A	8 27/64
39	Kingsbury	A	8 1/8
40	La Baie (Bagotville)	A	8 27/64
41	Lachute	B	9,6455
42	Lachute	B	8,1152
43	Lac-Mégantic	A	8 27/64
44	La Pocatière	A	8 1/8
45	Lauzon	B	7,9396
46	Lebel-sur-Quévillon	A	8 1/8
47	Lévis	A	8 27/64
48	Lévis	B	7,4869
49	Longue-Pointe	A	8 27/64
50	Lorraine	A	8 27/64
51	Louiseville	A	8 27/64
52	Macamic	A	8 27/64

Échéance	Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
	1988	1987	1988	1987	1988	1987	
1994-12-15	519 319 \$	572 590 \$			519 319 \$	572 590 \$	1
2002-03-31	277 336	300 133			277 336	300 133	2
1995-11-01	10 436	11 320			10 436	11 320	3
2002-03-31	132 808	138 335			132 808	138 335	4
1995-03-01	84 046	92 561			84 046	92 561	5
2006-04-01	194 210	198 289			194 210	198 289	6
1995-12-01	121 672	131 979			121 672	131 979	7
1994-12-01	30 403	33 522			30 403	33 522	8
1995-03-01	30 970	34 108			30 970	34 108	9
1996-02-01	85 899	93 176			85 899	93 176	10
1994-12-15	20 753	22 881			20 753	22 881	11
1996-03-01	26 767	29 034			26 767	29 034	12
1995-06-01	41 869	45 416			41 869	45 416	13
1995-05-01	124 011	134 517			124 011	134 517	14
2005-04-01	156 397	160 564			156 397	160 564	15
1995-11-01	22 467	24 370			22 467	24 370	16
1995-05-01	95 839	103 958			95 839	103 958	17
2005-04-01	1 064 898	1 091 709			1 064 898	1 091 709	18
1995-08-01	604 206	655 392			604 206	655 392	19
1995-03-01	43 053	47 415			43 053	47 415	20
1995-04-01	31 932	34 638			31 932	34 638	21
1991-11-01	65 000	79 000			65 000	79 000	22
1995-10-01	289 974	314 539			289 974	314 539	23
1994-12-01	10 501	11 578			10 501	11 578	24
1995-12-01	108 057	117 211			108 057	117 211	25
1994-12-01	13 794	15 210			13 794	15 210	26
2007-04-01	174 117	177 435			174 117	177 435	27
1995-03-01	71 487	78 731			71 487	78 731	28
1995-11-01	193 163	209 527			193 163	209 527	29
1995-12-01	47 582	51 613			47 582	51 613	30
1994-12-01	12 594	13 886			12 594	13 886	31
1996-02-01	59 330	64 356			59 330	64 356	32
1994-12-15	63 071	69 541			63 071	69 541	33
1995-06-01	87 831	95 271			87 831	95 271	34
1996-03-31	266 918	289 530			266 918	289 530	35
1994-04-01	34 298	37 928			34 298	37 928	36
1995-03-01	30 645	33 750			30 645	33 750	37
1996-03-31	57 992	62 904			57 992	62 904	38
1994-12-15	90 311	99 575			90 311	99 575	39
1995-10-01	441 613	479 024			441 613	479 024	40
2007-04-01	493 444	501 623			493 444	501 623	41
2005-04-01			282 076 \$	288 965 \$	282 076	288 965	42
1995-03-01	39 274	43 254			39 274	43 254	43
1994-09-01	133 333	147 010			133 333	147 010	44
2006-04-01	758 915	775 986			758 915	775 986	45
1994-12-01	144 075	158 854			144 075	158 854	46
1995-12-01	229 324	248 751			229 324	248 751	47
2004-04-01	2 056 503	2 115 885			2 056 503	2 115 885	48
1995-10-01	97 312	105 556			97 312	105 556	49
1995-05-01	42 921	46 557			42 921	46 557	50
1996-03-31	77 048	83 575			77 048	83 575	51
1995-12-01	45 436	49 285			45 436	49 285	52

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Taux %
2 Municipalités et organismes municipaux (suite)			
Municipalités (suite)			
53	Maple-Grove	A	8 27/64
54	Matagami	C	5,5
55	Matane	A	8 27/64
56	McMasterville	A	8 1/8
57	Métabetchouan	A	8 27/64
58	Mirabel	B	10,0095
59	Mistassini	A	8 27/64
60	Montréal	C	
61	Murdochville	A	8 27/64
62	Normandin	A	8 1/8
63	Notre-Dame-du-Lac	A	8 27/64
64	Oka	B	8,2812
65	Pont-Rouge	A	8 27/64
66	Port-Cartier	B	7,3603
67	Port-Cartier	B	8,2048
68	Port-Cartier	B	7,7314
69	Port-Cartier	B	8,1621
70	Port-Cartier	B	8,3477
71	Port-Cartier	B	9,3933
72	Port-Cartier	B	7,3540
73	Port-Cartier	B	9,4738
74	Port-Cartier	B	9,9874
75	Princeville	A	8 27/64
76	Québec	B	7,5744
77	Québec	B	7,5846
78	Québec	B	7,9737
79	Québec	B	9,9091
80	Québec	B	9,4283
81	Rivière-du-Loup	A	8 27/64
82	Rouyn-Noranda (Rouyn)	A	8 27/64
83	Sacré-Coeur	A	8 27/64
84	Sayabec	A	8 1/8
85	Schefferville	A	8 27/64
86	Sept-Îles	B	7,0181
87	Sept-Îles	B	7,2127
88	Sept-Îles	B	7,3766
89	Sept-Îles	B	7,5324
90	Sept-Îles	B	8,6548
91	Sept-Îles	B	9,831
92	Shipshaw	A	8 1/8
93	Ste-Agathe-des-Monts	A	8 27/64
94	Ste-Anne-de-Bellevue	A	8 1/8
95	Ste-Anne-d'Yamachiche	A	8 27/64
96	St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup	A	8 27/64
97	St-Basile-le-Grand	A	8 27/64
98	St-Bernard	A	8 27/64
99	St-Bruno-de-Montarville	A	8 27/64
100	St-Bruno-de-Montarville	A	8 27/64
101	Ste-Catherine	A	8 27/64
102	St-Césaire	A	8 27/64
103	St-David-de-l'Auberivière	B	7,2694

Obligations et billets			Prêts et avances		Total		
Échéance	1988	1987	1988	1987	1988	1987	
1995-05-01	28 922 \$	31 372 \$			28 922 \$	31 372 \$	53
1990-12-01	251 480	326 722			251 480	326 722	54
1995-04-01	311 158	337 518			311 158	337 518	55
1994-09-01	25 132	27 710			25 132	27 710	56
1995-11-01	181 294	196 652			181 294	196 652	57
1997-04-01	269 648	285 021			269 648	285 021	58
1995-10-01	10 470	11 357			10 470	11 357	59
			3 900 000 \$	3 300 000 \$	3 900 000	3 300 000	60
1996-02-01	324 883	352 405			324 883	352 405	61
1994-09-01	31 878	35 148			31 878	35 148	62
1995-07-01	35 359	38 355			35 359	38 355	63
2005-04-01	429 455	439 759			429 455	439 759	64
1995-07-01	209 154	226 872			209 154	226 872	65
2003-04-01	361 224	372 932			361 224	372 932	66
2006-04-01	2 477 370	2 531 446			2 477 370	2 531 446	67
2005-04-01	206 765	212 025			206 765	212 025	68
2005-04-01	278 003	284 759			278 003	284 759	69
2007-04-01	237 654	242 265			237 654	242 265	70
2007-04-01	421 202	428 403			421 202	428 403	71
2004-04-01			7 755	7 982	7 755	7 982	72
2009-04-01			1 469 890	1 490 000	1 469 890	1 490 000	73
2009-04-01			1 509 464	1 528 716	1 509 464	1 528 716	74
1995-06-01	28 407	30 813			28 407	30 813	75
2004-04-01	467 929	481 323			467 929	481 323	76
2005-04-01	3 218 780	3 301 955			3 218 780	3 301 955	77
2005-04-01	1 125 875	1 153 789			1 125 875	1 153 789	78
2007-04-01	7 003 668	7 116 079			7 003 668	7 116 079	79
2009-04-01	366 205	371 246			366 205	371 246	80
1995-05-01	106 114	115 103			106 114	115 103	81
1995-06-01	98 204	106 523			98 204	106 523	82
1995-05-01	162 558	176 329			162 558	176 329	83
1994-12-01	26 325	29 025			26 325	29 025	84
1995-11-01	88 104	95 568			88 104	95 568	85
2002-03-31	369 404	384 692			369 404	384 692	86
2003-04-01	90 859	94 177			90 859	94 177	87
2004-04-01	1 176 035	1 214 092			1 176 035	1 214 092	88
2004-04-01	3 058 633	3 156 189			3 058 633	3 156 189	89
2006-04-01	198 235	202 804			198 235	202 804	90
2009-04-01	2 919 862	2 962 255			2 919 862	2 962 255	91
1994-12-01	51 673	56 974			51 673	56 974	92
1995-05-01	25 474	27 632			25 474	27 632	93
1994-12-01	18 217	20 086			18 217	20 086	94
1995-03-01	13 395	14 753			13 395	14 753	95
1996-03-31	77 048	83 575			77 048	83 575	96
1995-07-01	220 826	239 534			220 826	239 534	97
1996-03-31	31 992	34 702			31 992	34 702	98
1995-07-01	126 308	137 008			126 308	137 008	99
1996-03-31	149 509	162 174			149 509	162 174	100
1995-12-01	106 329	115 337			106 329	115 337	101
1996-02-01	149 197	161 836			149 197	161 836	102
2003-04-01	384 587	397 157			384 587	397 157	103

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Taux %
2 Municipalités et organismes municipaux (suite)			
Municipalités (suite)			
104	St-Eugène	A	8 27/64
105	St-Eustache	A	8 27/64
106	St-Eustache	A	8 27/64
107	St-Eustache	B	8,5359
108	St-Eustache	B	9,2891
109	St-Eustache	B	9,1454
110	St-Fabien-de-Panet	A	8 27/64
111	St-Félicien	A	8 27/64
112	St-Ferréol-les-Neiges	B	7,8852
113	Ste-Foy	B	8,2850
114	Ste-Foy	B	9,3614
115	St-Georges	A	8 27/64
116	St-Henri	B	7,1832
117	St-Hippolyte	A	8 27/64
118	St-Hyacinthe	A	8 27/64
119	St-Hyacinthe (La Providence)	A	8 27/64
120	St-Jérôme	B	8,5155
121	St-Jérôme	B	9,6175
122	St-Jovite	A	8 27/64
123	Ste-Lucie-de-Beauregard	C	
124	Ste-Marie-de-Blandford	A	8 27/64
125	St-Narcisse	A	8 27/64
126	St-Pascal	A	8 27/64
127	St-Philémon	A	8 27/64
128	St-Raymond	A	8 27/64
129	St-Romuald	B	7,2694
130	St-Thècle	A	8 27/64
131	Ste-Thérèse	B	9,3594
132	Ste-Thérèse	B	9,4146
133	Ste-Thérèse	B	8,2758
134	Ste-Thérèse	B	8,6546
135	St-Timothée	A	8 1/8
136	St-Tite	A	8 27/64
137	St-Zénon	A	8 1/8
138	Terrebonne	A	8 27/64
139	Terrebonne	B	8,2094
140	Tingwick (Chénier)	A	8 27/64
141	Trois-Rivières	B	6,9939
142	Trois-Rivières	B	7,6297
143	Trois-Rivières	B	7,2551
144	Trois-Rivières	B	7,4796
145	Trois-Rivières	B	6,3008
146	Trois-Rivières	B	9,5147
147	Trois-Rivières-Ouest	A	8 27/64
148	Vaudreuil	A	8 27/64
149	Vaudreuil	A	8 27/64
150	Warwick	A	8 27/64
151	Waterloo	A	8 27/64

Échéance	Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
	1988	1987	1988	1987	1988	1987
1995-03-01	52 558 \$	57 884 \$			52 558 \$	57 884 \$
1995-05-01	61 580	66 796			61 580	66 796
1996-02-01	248 113	269 132			248 113	269 132
2006-04-01	253 225	258 549			253 225	258 549
2007-04-01	394 440	401 269			394 440	401 269
2007-04-01	44 741	45 529			44 741	45 529
1996-03-31	15 886	17 232			15 886	17 232
1996-03-01	155 440	168 608			155 440	168 608
2005-04-01	328 831	337 061			328 831	337 061
2006-04-01	515 057	526 197			515 057	526 197
2006-04-01	2 328 260	2 372 792			2 328 260	2 372 792
1995-06-01	352 027	381 848			352 027	381 848
2002-03-31	12 964	13 988			12 964	13 988
1995-11-01	54 517	59 135			54 517	59 135
1996-03-31	40 981	44 452			40 981	44 452
1995-08-01	372 895	404 485			372 895	404 485
2006-04-01	652 488	666 236			652 488	666 236
2009-04-01	75 439	76 452			75 439	76 452
1996-02-01	126 030	136 707			126 030	136 707
2000-11-01	1 300	1 400			1 300	1 400
1996-02-01		17 182				17 182
1995-03-01	25 389	27 961			25 389	27 961
1995-12-01	91 518	99 271			91 518	99 271
1995-11-01	31 838	34 535			31 838	34 535
1995-05-01	55 489	60 190			55 489	60 190
2003-04-01	96 961	100 130			96 961	100 130
1996-02-01	30 624	33 218			30 624	33 218
2006-04-01	53 726	54 754			53 726	54 754
2006-04-01	159 163	162 189			159 163	162 189
2005-04-01	105 509	108 041			105 509	108 041
2006-04-01			351 423 \$	358 711 \$	351 423	358 711
1994-09-01	20 893	23 037			20 893	23 037
1995-03-01	51 619	56 849			51 619	56 849
1994-09-01	12 709	14 012			12 709	14 012
1995-03-01	132 458	145 879			132 458	145 879
2006-04-01	349 419	357 042			349 419	357 042
1995-06-01	24 929	27 041			24 929	27 041
2002-03-01	778 223	840 651			778 223	840 651
2005-04-01	246 915	260 475			246 915	260 475
2003-04-01	396 419	424 287			396 419	424 287
2004-04-01	187 185	198 767			187 185	198 767
2005-04-01	63 168	67 148			63 168	67 148
2007-04-01	1 750 443	1 813 376			1 750 443	1 813 376
1995-03-01	187 170	206 135			187 170	206 135
1995-12-01	297 632	322 846			297 632	322 846
1996-02-01	64 581	70 052			64 581	70 052
1996-02-01	252 050	273 402			252 050	273 402
1996-03-01	285 598	309 793			285 598	309 793
	<u>49 744 357</u>	<u>51 770 318</u>	<u>7 520 608</u>	<u>6 974 374</u>	<u>57 264 965</u>	<u>58 744 692</u>

3-24

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Taux %
2	Municipalités et organismes municipaux (suite)		
	Organismes municipaux		
152	Comité d'enfouissement sanitaire Argenteuil/Deux-Montagnes (Lachute)	B	9,9821
153	Comité intermunicipal Deux-Montagnes (St-Eustache)	B	9,7125
154	Communauté urbaine de Québec (B.A.E.Q.M.)	B	7,445
155	Communauté urbaine de Québec (B.A.E.Q.M.)	B	7,3589
156	Communauté urbaine de Québec	B	7,4754
157	Communauté urbaine de Québec	B	8,3052

Moins: Provision pour créances douteuses

Échéance	Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
	1988	1987	1988	1987	1988	1987
2009-04-01			450 659 \$	450 659 \$	450 659 \$	450 659 \$ 152
2007-04-01			489 526	489 526	489 526	489 526 153
2002-03-01	4 057 636 \$	4 219 894 \$			4 057 636	4 219 894 154
2004-04-01	678 673	698 291			678 673	698 291 155
2004-04-01	941 308	968 836			941 308	968 836 156
2007-04-01			2 179 787	2 222 302	2 179 787	2 222 302 157
	<u>5 677 617</u>	<u>5 887 021</u>	<u>3 119 972</u>	<u>3 162 487</u>	<u>8 797 589</u>	<u>9 049 508</u>
	<u>55 421 974</u>	<u>57 657 339</u>	<u>10 640 580</u>	<u>10 136 861</u>	<u>66 062 554</u>	<u>67 794 200</u>
			<u>489 000</u>		<u>489 000</u>	
	<u><u>55 421 974 \$</u></u>	<u><u>57 657 339 \$</u></u>	<u><u>10 151 580 \$</u></u>	<u><u>10 136 861 \$</u></u>	<u><u>65 573 554 \$</u></u>	<u><u>67 794 200 \$</u></u>

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

		Actions	
		1988	1987
3	Particuliers, sociétés et autres		
	Particuliers		
1	Étudiants		
2	Pêcheurs		
3	Producteurs agricoles		
4	Moins: Provision pour créances douteuses		
	Sociétés et autres		
5	Avances aux employés du Gouvernement et fonds locaux		
6	Coopératives		
7	Corporations agricoles		
8	Corporations industrielles		
9	Corporations minières		
10	Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)	10 000 000 \$	
11	Fonds du Bureau de la statistique du Québec		
12	Fonds des services informatiques		
13	Fonds des services de télécommunications		
14	Fonds renouvelable de la reprographie		
15	Fonds renouvelable des ententes sur les prêts de service d'enseignants		
16	Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement		
17	Fonds renouvelable des publications gouvernementales		
18	Fonds renouvelable des services de Placement-Média		
19	Fonds renouvelable du Service aérien gouvernemental		
20	Fonds renouvelable du Service de la cartographie		
21	Fonds renouvelable pour l'entretien des machines de bureau		
22	Fonds renouvelable pour les équipements informatiques		
23	Fonds renouvelable -- Télécommunications		
24	Groupe Gérard Saucier Ltée		
25	Hôpitaux (fonds de roulement)		
26	Organismes voués aux intérêts et à la promotion de l'agriculture et de l'alimentation		
27	Pêcheurs		
28	Snyder & Fils Inc	101 625	101 625 \$
29	Sucre Lantic Ltée		
30	Société de la Loterie Inter-Provinciale Inc.	1	1
31	Syndicat des producteurs de bois		
32	Université de Sherbrooke		
		<u>10 101 626</u>	<u>101 626</u>
33	Moins: Provision pour créances douteuses		
		<u>10 101 626</u>	<u>101 626</u>
		<u>10 101 626 \$</u>	<u>101 626 \$</u>

Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
1988	1987	1988	1987	1988	1987	
		44 546 317 \$(1)	36 826 176 \$	44 546 317 \$	36 826 176 \$	1
		31 110 984	29 534 697	31 110 984	29 534 697	2
		1 015 388	1 066 545	1 015 388	1 066 545	3
		76 672 689	67 427 418	76 672 689	67 427 418	
		18 232 831 (1)	15 075 866	18 232 831	15 075 866	4
		58 439 858	52 351 552	58 439 858	52 351 552	
		18 417 780	17 495 977	18 417 780	17 495 977	5
		719 043	1 180 786	719 043	1 180 786	6
		547 182	829 225	547 182	829 225	7
		11 250 024 (1)	16 331 519	11 250 024	16 331 519	8
		1 523 085	1 338 125	1 523 085	1 338 125	9
		20 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10
		2 100 000		2 100 000		11
		9 250 000		9 250 000		12
		1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	13
		100 000	200 000	100 000	200 000	14
		3 943 379	3 943 379	3 943 379	3 943 379	15
		1 951 427	1 951 427	1 951 427	1 951 427	16
		2 400 000	2 400 000	2 400 000	2 400 000	17
		4 684 000	3 984 000	4 684 000	3 984 000	18
		448 436	448 436	448 436	448 436	19
		500 000	500 000	500 000	500 000	20
		14 693 000	14 693 000	14 693 000	14 693 000	21
		1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	22
		3 500 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000	23
		2 775 000	2 775 000	2 775 000	2 775 000	24
		59 639	568 352	59 639	568 352	25
		9 120 782	5 071 226	9 120 782	5 071 226	26
				101 625	101 625	27
40 000 000 (2)\$	40 000 000 \$			40 000 000	40 000 000	28
				1	1	29
		325 000	425 000	325 000	425 000	30
		5 107 330	5 107 330	5 107 330	5 107 330	31
40 000 000	40 000 000	96 435 107 (1)	95 742 782	146 536 733	135 844 408	32
		1 355 711 (1)	2 081 945	1 355 711	2 081 945	33
40 000 000	40 000 000	95 079 396	93 660 837	145 181 022	133 762 463	
40 000 000 \$	40 000 000 \$	153 519 254 \$	146 012 389 \$	203 620 880 \$	186 114 015 \$	

(1) Après avoir déduit des créances radiées de 995 142 \$ pour les étudiants et 759 316 \$ pour les sociétés et autres.

(2) Remboursables en 20 versements trimestriels consécutifs de 1 250 000 \$ à compter du 1er décembre 1993 et 4 versements trimestriels de 3 750 000 \$ commençant le 1er décembre 1998; ce billet porte intérêt à 8 1/2% payable trimestriellement.

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES
Année financière terminée le 31 mars 1988

(en milliers de dollars)

	Solde au 1er avril 1987	Radiations débitées à la provision	Solde après radiations	Provision au 31 mars 1988	Montant porté aux dépenses
COMPTES À RECEVOIR					
Ministères					
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 450	25	1 425	1 468	43
Conseil exécutif				378	378
Énergie et Ressources	642	78	564	748	184
Enseignement supérieur et Science	61		61	101	40
Environnement	386	1	385	467	82
Industrie et Commerce	194	229	(35)	300	335
Loisir, Chasse et Pêche	174	93	81	128	47
Main-d'œuvre et Sécurité du revenu	140 008	2 727	137 281	155 840	18 559
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	57		57	111	54
Revenu	341 382	137 216	204 166	271 150	66 984
Santé et Services sociaux	113	2	111	290	179
Transports	547	146	401	446	45
Travail	1 281	459	822	932	110
Autres (1)	212	70	142	198	56
	<u>486 507</u>	<u>141 046</u>	<u>345 461</u>	<u>432 557</u>	<u>87 096</u>
PRÊTS ET AVANCES					
Entreprises et organismes du gouvernement du Québec					
Société de développement des coopératives	2 056		2 056	819	(1 237)
Municipalités et Organismes municipaux					
Comité intermunicipal Deux-Montagnes-Sud				489	489
Particuliers					
Étudiants	14 141	995	13 146	17 216	4 070
Pêcheurs	317		317	419	102
Producteurs agricoles	618		618	599	(19)
	<u>15 076</u>	<u>995</u>	<u>14 081</u>	<u>18 234</u>	<u>4 153</u>
Sociétés et autres					
Coopératives	900		900	468	(432)
Corporations agricoles	166		166	145	(21)
Corporations industrielles	951	758	193	678	485
Autres (1)	65	1	64	64	
	<u>2 082</u>	<u>759</u>	<u>1 323</u>	<u>1 355</u>	<u>32</u>
	<u>19 214</u>	<u>1 754</u>	<u>17 460</u>	<u>20 897</u>	<u>3 437</u>
Total	<u>505 721</u>	<u>142 800</u>	<u>362 921</u>	<u>453 454</u>	<u>90 533</u>

(1) "Autres" comprend tout ministère dont le montant de la provision est inférieur à 100 000 \$ au début et à la fin de la période.

AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

(en milliers de dollars)

	1988	1987
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Dû au gouvernement du Québec	2 549	2 549
Montant capitalisé pour la période de 1867 à 1873 après révision de la dette assumée par le gouvernement du Canada, en vertu de l'article 112 de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique (Canada, 36 Vict., c. 30 et 47 Vict., c. 41). L'intérêt est payé semestriellement au taux annuel de 5%.		
Dû par le gouvernement du Québec	1 473	1 473
Ce montant représente le solde du compte général entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec pour la période de 1867 à 1903. Le Québec paie semestriellement un intérêt au taux annuel de 4% sur ce solde.		
	<u>1 076</u>	<u>1 076</u>
Fonds des écoles communes	1 134	1 134
Ce montant représente la part du gouvernement du Québec dans un fonds permanent de 2 677 771 \$ gardé en fidéicomis par le gouvernement du Canada pour les gouvernements du Québec et de l'Ontario. Le Fonds provient de la vente des terres de la Couronne réservées pour le bénéfice des écoles communes, en vertu des lois antérieures à la Confédération et il n'a pas varié depuis 1942. Le montant attribué aux provinces est révisé après chaque recensement décennal en proportion de leur population et le gouvernement du Canada paie semestriellement un intérêt au taux annuel de 5% sur les parts ainsi établies. La dernière répartition du Fonds a été faite après le recensement de 1981.		
	<u>2 210</u>	<u>2 210</u>

PASSIF
EMPRUNTS TEMPORAIRES
Année financière terminée le 31 mars 1988

(en milliers de dollars)

Détail	Émissions	Remboursements	Solde
En monnaie du Canada			
Banque Canadienne Impériale de Commerce	713 000	713 000	
Banque de Montréal	1 401 000	1 401 000	
Banque de Nouvelle-Écosse	1 052 700	1 052 700	
Banque Laurentienne du Canada	21 000	21 000	
Banque Nationale de Paris (Canada)	15 000	15 000	
Banque Nationale de Westminster du Canada	75 000	75 000	
Banque Nationale du Canada	144 000	144 000	
Banque Royale du Canada	2 744 680	2 744 680	
Banque Toronto-Dominion	26 000	26 000	
Bell Gouinlock Ltée	43 500	43 500	
Burns Fry Ltée	203 050	203 050	
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1 264 000	1 264 000	
Caisse de dépôt et placement du Québec	702 000	702 000	
Citibanque du Canada	185 000	185 000	
Dominion Securities Inc.	1 334 900	1 334 900	
Fonds des services de télécommunications	1 700	1 700	
Fonds de la réforme du cadastre québécois	20 000	20 000	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec	328 152	328 152	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires	785 790	785 790	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec	491 462	491 462	
Fonds d'amortissement des emprunts du Québec	2 280 628	2 280 628	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts des universités du Québec	1 116	1 116	
Fonds spécial olympique	85 912	85 912	
Hydro-Québec	82 000	82 000	
Lévesque Beaubien Inc.	246 000	246 000	
McLeod, Young, Weir Ltée	1 412 350	1 412 350	
Merrill Lynch Canada Inc.	446 400	446 400	
Midland Doherty Ltée	273 600	273 600	
Nesbitt Thompson Bongard Ltée	618 250	618 250	
Pemberton Houston Willoughby Inc.	5 800	5 800	
Richardson Greenshields du Canada Ltée	524 075	524 075	
Société Générale S.A. (Canada) Ltée	15 000	15 000	
Wood Gundy Inc.	1 048 395	1 048 395	
	<u>18 591 460</u>	<u>18 591 460</u>	

CONTINUITÉ DU COMPTE D'ACCORDS DE PERCEPTION FISCALE

(en milliers de dollars)

	Diverses municipa- lités	Fonds de la réforme du cadastre québécois	Fonds spécial olympique	Régie des rentes du Québec	Fondation pour la conservation de la faune	Total
Solde au début	223 592		1 581	41 214		266 387
Encaissements	229 167 (1)	4 500	118 901	1 862 148 (1)	885	2 215 601
Remises	224 079	4 430	118 435	1 834 298	824	2 182 066
Solde à la fin	228 680	70	2 047	69 064	61	299 922

(1) Les frais de perception de 3 415 904 \$ pour les Diverses municipalités et de 25 371 186 \$ pour la Régie des rentes du Québec portés aux revenus " Ventes de biens et services " ont été diminués des encaissements.

COMPTES À PAYER

(en milliers de dollars)

	1988	1987
Transferts aux		
Commissions scolaires	823 545	934 906
Établissements de santé et de services sociaux	396 581	717 450
Institutions d'enseignement		
Collégiales	100 732	93 050
Universitaires	83 028	116 634
Municipalités et organismes municipaux	48 629	78 105
Organismes et entreprises de Gouvernement	309 833	262 477
Autres bénéficiaires	123 293	153 403
	1 885 641	2 356 025
Traitements et avantages sociaux	95 267	144 137
Fournisseurs et autres	265 760	244 364
	2 246 668	2 744 526

INTÉRÊTS COURUS

(en milliers de dollars)

	1988	1987
Obligations	1 234 120	1 175 016
Autres emprunts	79 601	61 887
	1 313 721	1 236 903

PROVISION POUR Perte SUR PLACEMENTS EN ACTIONS

Année financière terminée le 31 mars 1988
(en milliers de dollars)

	Solde au début	Déficit des opérations des entreprises en excédent du coût des actions	Redressement	Solde à la fin
Sidbec	204 077	(24 024)	(6 794)	173 259
Société de développement de la Baie James	4 999			4 999
Société nationale de l'amiante	124 966	9 361	4 327	138 654
Société québécoise des transports		1 498		1 498
	<u>334 042</u>	<u>(13 165)</u>	<u>(2 467)</u>	<u>318 410</u>

CONTINUITÉ DU COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

(en milliers de dollars)

	Solde au début	Excédent des contributions et cotisations sur les pensions et autres paiements	Solde avant contributions inscrites d'avance	Contributions inscrites d'avance au titre du service courant	Solde à la fin
R.R.E.G.O.P.	5 581 428	1 119 973	6 701 401	99 588	6 601 813
R.R.E.	2 467 134	819 984	3 287 118	7 180	3 279 938
R.R.C.E.	140 802	53 962	194 764		194 764
R.R.F.	743 325	192 038	935 363	1 048	934 315
R.R.S.Q.	384 769	119 609	504 378	9 285	495 093
R.R.L.		5 502	5 502		5 502
R.R.J.C.	35 195	7 486	42 681		42 681
R.R.A.P.I.P.		1 676	1 676	75	1 601
	<u>9 352 653</u>	<u>2 320 230 (*)</u>	<u>11 672 883</u>	<u>117 176</u>	<u>11 555 707</u>

(*) Voir le détail à la page 1-6.

R.R.E.G.O.P. = Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.
R.R.E. = Régime de retraite des enseignants.
R.R.C.E. = Régime de retraite de certains enseignants.
R.R.F. = Régime de retraite des fonctionnaires.
R.R.S.Q. = Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec.
R.R.L. = Régime de retraite des membres de la Législature.
R.R.J.C. = Régime de retraite des juges et coroners.
R.R.A.P.I.P. = Régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales.

BONS DU TRÉSOR

(en milliers de dollars)

Continuité			
Solde au début			1 555 000
Plus: Émis		5 905 000	
Moins: Remboursés		<u>5 705 000</u>	<u>200 000</u>
Solde à la fin			<u><u>1 755 000</u></u>

Détail	Date d'échéance	Date d'émission	Taux de rendement	Montant
	1988-04-07	1987-10-01	10,1191	50 000
	1988-04-07	1988-01-07	8,6048	85 000
	1988-04-14	1988-01-14	8,5811	85 000
	1988-04-21	1988-01-21	8,5294	85 000
	1988-04-28	1988-01-28	8,5315	85 000
	1988-04-28	1988-03-24	8,4843	100 000
	1988-04-28	1988-03-31	8,4758	100 000
	1988-05-05	1987-11-05	8,9152	50 000
	1988-05-05	1988-02-04	8,4359	85 000
	1988-05-12	1987-02-11	8,2901	85 000
	1988-05-19	1988-02-18	8,4414	85 000
	1988-05-26	1988-02-25	8,3948	85 000
	1988-06-02	1987-12-03	9,1963	50 000
	1988-06-02	1988-03-03	8,3779	50 000
	1988-06-02	1988-03-03	8,3796	85 000
	1988-06-09	1988-03-10	8,3526	85 000
	1988-06-09	1988-03-10	8,3528	50 000
	1988-06-16	1988-03-17	8,4448	50 000
	1988-06-16	1988-03-17	8,4460	85 000
	1988-06-23	1988-03-24	8,5797	85 000
	1988-06-30	1988-03-31	8,5809	85 000
	1988-07-07	1988-01-07	8,9235	50 000
	1988-08-04	1988-02-04	8,5922	50 000
	1988-09-01	1988-03-03	8,5457	50 000
				<u><u>1 755 000</u></u>

OBLIGATIONS

(en milliers de dollars)

Sommaire

Obligations		23 374 027
Moins: Fonds d'amortissement (voir page 3-44)		<u>403 027</u>
		<u>22 971 000</u>

Continuité

Solde au début			22 745 485 ⁽¹⁾
Plus: Emprunts effectués (voir page 2-4)			<u>2 604 824</u>
			25 350 309
Moins: Emprunts remboursés (voir page 2-9 et 2-10 notes 5, 6, 7)			
Emprunt substitué	1 904 630		
Ajustement de change suite à la conversion en équivalent canadien au 31 mars 1988 des obligations en monnaie étrangère	43 478 ⁽²⁾		
	<u>28 174</u>		<u>1 976 282</u>
Solde à la fin			<u>23 374 027</u>

Détail

		En monnaie étrangère ⁽⁴⁾	
Négociables			
En monnaie du Canada			13 649 248
En monnaie des États-Unis	\$ É.-U.	2 834 762	3 541 809 ⁽³⁾
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	D.M.	1 300 000	904 403 ⁽³⁾
En monnaie de la France	F.F.	800 000	175 920 ⁽³⁾
En monnaie de la Suisse	F.S.	850 000	769 930 ⁽³⁾
En monnaie du Japon	Yens	100 000 000	994 400 ⁽³⁾
En monnaie du Royaume-Uni	L.S.	80 000	181 216 ⁽³⁾
En unités monétaires européennes	E.C.U.	50 000	<u>77 353⁽³⁾</u>
			20 294 279
Remboursables à demande			
Obligations d'épargne du Québec			2 731 345
Non négociables			
En monnaie du Canada			
Gouvernement du Canada			
Aide à la croissance de l'emploi		222 916	
Régime de pensions du Canada		<u>125 487</u>	<u>348 403</u>
			<u>23 374 027</u>

⁽¹⁾ Incluant 4 686 708 \$ en obligations assumées.⁽²⁾ Obligations négociables en monnaie de la République fédérale d'Allemagne substituées le 28 avril 1987 par un billet à terme en monnaie de la République fédérale d'Allemagne (voir page 3-51 note i).⁽³⁾ Converties en équivalent canadien au cours en vigueur au 31 mars 1988 et considérant les contrats d'échange de monnaie.⁽⁴⁾ En milliers d'unités monétaires.

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes				Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
			a	b	c	d	En monnaie étrangère ⁽¹⁾	En équivalent canadien ⁽²⁾		
NÉGOCIABLES										
Conventionnelles										
En monnaie du Canada										
1988-05-01	1973	8,000					7 023		7 023	
1988-05-01	1982	17,200					150 000		150 000	
1988-05-01	1973	7,000					4 940		4 940	
1988-05-01	1973	6,000					363		363	
1988-06-15	1983	11,550					125 000		125 000	
1988-07-25	1983	11,000					125 000		125 000	
1988-10-15	1963	6,000	1	86			45 561	2 797	42 764	
1989-01-15	1965	5,500	1	86			39 247	2 527	36 720	
1989-04-18	1982	14,450					150 000		150 000	
1989-09-08	1982	15,250					125 000		125 000	
1989-11-15	1981	8,500	1	88			16	1	15	
1989-12-01	1967	7,500	1	86			4 252	94	4 158	
1990-03-09	1981	14,000					100 000			
1990-04-01	1965	5,500	1	87			38 067	446	37 621	
1990-07-31	1987	10,500					25 000		25 000	
1990-07-31	1985	10,500					50 000		50 000	
1990-10-03	1987	10,750					25 000		25 000	
1990-10-03	1985	10,750					75 000		75 000	
1990-10-15	1965	5,750	1	87			38 826	1 417	37 409	
1991-01-15	1985	9,750					50 000		50 000	
1991-06-01	1966	6,000	1				31 307	1 047	30 260	
1991-06-01	1970	9,250	1	90			720	32	688	
1991-06-23	1981	15,250					50 000		50 000	
1991-08-01	1967	6,750	1	88			34 599	786	33 813	
1991-08-01	1970	9,250	1	90			436	11	425	
1991-09-24	1986	9,000					50 000		50 000	
1991-09-30	1981	13,750					100 000		100 000	
1991-10-01	1966	6,500	1	88			36 026	1 310	34 716	
1992-04-01	1967	6,250	1	89			39 395	451	38 944	
1992-06-01	1967	6,500	1	89			23 509	686	22 823	
1992-08-01	1974	9,750	1	89			19 070	480	18 590	
1992-08-01	1976	9,750	1	89			74 462	22 476	51 986	
1992-08-01	1970	9,750	1	89			19 461	6 489	12 972	
1992-10-01	1971	8,375	1	89			47 750	32 139	15 611	
1992-11-23	1982	13,750					50 000		50 000	
1992-12-22	1982	12,750					160 000		160 000	
1993-03-15	1983	12,350					50 000		50 000	
1993-04-01	1981	17,250					100 000		100 000	
1993-04-07	1983	12,000	2				169 749	8 048	161 701	
1993-07-06	1983	12,000 ^(A)					50 000		50 000	
1993-08-01	1972	8,375	1	90			43 747	993	42 754	
1993-08-25	1983	12,500					150 000		150 000	
1993-09-15	1968	7,500	1	90			27 954	627	27 327	
1993-11-05	1980	13,250					34 039		34 039	
1993-11-07	1981	15,000			1		100 000		100 000	
1993-11-07	1981	15,000					98 300		98 300	
1993-12-05	1983	12,125					75 000		75 000	

OBLIGATIONS (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes			Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
			a	b	c	d	En monnaie étrangère ⁽¹⁾		
NÉGOCIABLES									
Conventionnelles (suite)									
En monnaie du Canada									
1993-12-05	1983	12,125					125 000		125 000
1994-02-08	1973	8,000	1	90			42 652	2 578	40 074
1994-02-08	1971	8,000	1	90			37 854	815	37 039
1994-02-27	1984	12,250					62 192		62 192
1994-02-27	1984	12,250					132 000		132 000
1994-05-01	1979	10,600		89		1	37 674		37 674
1994-05-25	1984	14,000					50 000		50 000
1994-05-27	1976	10,250		91			50 000		50 000
1994-05-27	1976	10,250		91			50 000		50 000
1994-08-31	1984	13,250					150 000		150 000
1994-10-01	1968	7,000	1	91			24 925	907	24 018
1994-10-01	1968	7,500	1	91			29 200	24 999	4 201
1994-10-17	1979	11,250					75 000		75 000
1994-11-29	1984	12,500					75 000		75 000
1994-11-29	1984	12,500					155 000		155 000
1994-12-22	1981	13,250					32 000		32 000
1994-12-22	1981	13,250					116 052		116 052
1994-12-22	1980	13,250					62 885		62 885
1994-12-22	1980	13,250					135 458		135 458
1994-12-28	1984	12,150					75 000		75 000
1995-01-01	1973	8,000	1	92			44 105	959	43 146
1995-01-15	1985	12,000 ^(A)					150 000		150 000
1995-05-28	1980	12,780					200 000		200 000
1995-06-26	1985	10,500					109 000		109 000
1995-09-05	1973	8,750	1	91			46 110	1 037	45 073
1995-10-01	1970	9,500	1	92			33 234	1 209	32 025
1995-11-19	1974	10,250	1	91			58 364	2 160	56 204
1995-11-19	1975	10,250	1	91			74 000	5 479	68 521
1995-11-19	1976	10,250	1	91			95 345	2 183	93 162
1995-12-02	1975	9,500	1	92			38 500	5 988	32 512
1995-12-02	1970	9,500	1	92			21 627	485	21 142
1995-12-22	1980	13,750				2	62 000		62 000
1995-12-22	1981	13,750				2	93 000		93 000
1995-12-22	1980	13,750				2	63 000		63 000
1995-12-22	1981	13,750				2	82 000		82 000
1996-03-15	1972	8,000	1	93			42 367	903	41 464
1996-06-18	1981	16,500					149 015		149 015
1996-09-02	1986	9,000					122 000		122 000
1996-09-02	1986	9,000					75 000		75 000
1996-09-02	1986	9,000					190 000		190 000
1996-09-02	1986	9,000					50 000		50 000
1996-10-08	1980	13,400					200 000		200 000
1996-10-20	1981	17,250					149 656		149 656
1996-10-20	1981	17,250					50 000		50 000
1996-11-01	1976	10,150			2		8 921		8 921
1996-11-06	1976	10,250		93			50 000		50 000
1996-12-15	1971	7,750	1	93			24 594	137 536 ^(*)	(112 942)
1996-12-16	1978	9,750		93			110 000		110 000
1996-12-16	1977	9,750		93			125 000		125 000

* Incluant un montant de 17 199 832 \$ viré du fonds d'amortissement du système routier le 20 mars 1973.

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes				Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
			a	b	c	d	En monnaie étrangère ⁽¹⁾	En équivalent canadien ⁽²⁾		
NÉGOCIABLES										
Conventionnelles (suite)										
En monnaie du Canada										
1997-01-15	1985	10,500						100 000		100 000
1997-01-29	1987	9,000 ^(A)						150 000		150 000
1997-02-10	1987	8,500						100 000		100 000
1997-02-10	1987	8,500						164 000		164 000
1997-02-10	1987	8,500						50 000		50 000
1997-03-22	1982	16,500						174 197		174 197
1997-03-22	1977	9,750	1	93				1		1
1997-06-04	1987	10,000						75 000		75 000
1997-06-04	1987	10,000						50 000		50 000
1997-07-15	1977	9,750			94			100 000		100 000
1997-07-15	1977	9,750			94			100 000		100 000
1997-08-15	1980	12,150						200 000		200 000
1997-11-01	1977	9,800				3		8 921		8 921
1998-02-01	1978	10,000				4		600		600
1998-04-01	1978	10,250		93			3	61 200		61 200
1998-04-07	1988	10,250						199 000		199 000
1998-04-07	1988	10,250						150 000		150 000
1998-06-12	1978	10,000			95			100 000		100 000
1998-06-12	1978	10,000			95			100 000		100 000
1998-06-19	1986	9,250						120 000		120 000
1998-07-07	1986	9,750						125 000		125 000
1998-07-31	1985	10,750						50 000		50 000
1998-07-31 ⁽¹⁾	1987	10,750						24 220		24 220
1998-11-01	1978	10,350				5		15 000		15 000
1998-12-15	1973	8,500	1	95				44 491	1 547	42 944
1999-02-01	1979	10,550				6		600		600
1999-03-01	1974	8,625	1	96				42 367	903	41 464
1999-05-01	1979	10,700					4	48 961		48 961
1999-05-01	1979	10,700					4	62 587		62 587
1999-09-04	1975	10,750	1	95				67 660	1 533	66 127
1999-09-04	1974	10,750	1	95				33 898	3 126	30 772
1999-09-04	1976	10,750	1	95				78 937	1 789	77 148
1999-09-04	1974	10,375	1	95				2 120	49	2 071
1999-09-04	1974	10,750	1	95				35 000	5 617	29 383
1999-11-01	1979	12,000				7		15 000		15 000
2000-02-01	1980	12,850				8		600		600
2000-09-09	1975	9,500	1	96				1 288	30	1 258
2000-09-09	1975	10,500	1	96				53 779	1 223	52 556
2000-10-16	1978	10,000						125 000		125 000
2000-11-10	1976	9,875	1	96				406	9	397
2000-11-10	1975	9,875	1	96				750	17	733
2001-01-15	1985	10,500						225 000		225 000
2001-02-01	1981	13,770				9		600		600
2001-03-01	1976	9,375	1	97				1 435	31	1 404
2001-03-15	1977	9,750	3	97	10			125 000		125 000
2001-05-04	1976	10,250	1	97				91 268	3 216	88 052
2001-05-04	1976	10,250	1	97				114 812	5 227	109 585
2002-02-01	1982	16,900				11		600		600
2002-06-15	1979	10,350						150 000		150 000
2002-12-15	1978	10,000						150 000		150 000
2002-12-15	1979	10,000						150 000		150 000
2002-12-22	1982	13,250						40 000		40 000
2003-04-07	1984	13,000	2					71 720	3 413	68 307

OBLIGATIONS (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes				Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
			a	b	c	d	En monnaie étrangère ⁽¹⁾	En équivalent canadien ⁽²⁾		
NÉGOCIABLES										
Conventionnelles (suite)										
En monnaie du Canada										
2003-04-07	1984	13,000	2					89 085	4 224	84 861
2003-04-07	1984	13,000	2					50 000	3 888	46 112
2003-04-07	1983	13,000	2					50 841	2 411	48 430
2003-04-17	1979	10,625		98				150 000		150 000
2004-05-31	1984	14,625						150 000		150 000
2004-09-24	1979	10,900		99	12			125 000		125 000
2004-11-29	1984	12,750	2					75 000	5 375	69 625
2004-11-29	1985	12,750	2					100 000	7 167	92 833
2004-11-29	1984	12,750	2					95 000	6 808	88 192
2004-12-27	1979	11,700		98				75 000		75 000
2004-12-28	1984	12,600						75 000		75 000
2005-06-30	1985	12,250						100 000		100 000
2005-10-03	1985	11,375						75 000		75 000
2006-05-01	1986	9,500						100 000		100 000
2006-07-07	1986	10,000						75 000		75 000
2009-04-01	1988	11,000	1					201 000		201 000
2009-04-01 ⁽²⁾	1988	11,000	1					96 875		96 875
2009-04-01	1988	11,000	1					125 000		125 000
2009-06-26	1985	10,750	4	04				50 000		50 000
2009-06-26	1985	10,750	4	04				171 000		171 000
2011-09-02	1986	9,500	4					60 000		60 000
2011-09-02	1986	9,500	4					178 000		178 000
2011-09-02	1986	9,500	4					75 000		75 000
2011-09-02	1987	9,500	4					50 000		50 000
2012-02-10	1987	9,000	1					161 000	1 633	159 367
2012-06-04	1987	10,500						100 000		100 000
2012-06-04 ⁽³⁾	1987	10,500						96 880		96 880
2012-10-09	1987	11,875						100 000		100 000
								<u>13 649 248</u>	<u>329 331</u>	<u>13 319 917</u>

⁽¹⁾ Le taux effectif pour l'acheteur est 11,26 % puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 25 000 000 \$ à l'échéance pour un capital versé de 24 220 500 \$.

⁽²⁾ Le taux effectif pour l'acheteur est 11,39 % puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 100 000 000 \$ à l'échéance pour un capital versé de 96 875 000 \$.

⁽³⁾ Le taux effectif pour l'acheteur est 10,87 % puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 100 000 000 \$ à l'échéance pour un capital versé de 96 880 000 \$.

NÉGOCIABLES**Conventionnelles (suite)**En monnaie des États-Unis
Aux États-Unis

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes				\$ É.-U.		Fonds d'amortis- sement	Solde	
			a	b	c	d	En monnaie étrangère ⁽¹⁾	En équivalent canadien ⁽²⁾			
1989-04-15	1968	7,000	1	83				40 965	50 555	425	50 130
1989-09-22	1982	14,250 ^(A)						50 000	61 705		61 705
1993-10-01	1983	12,125						100 000	123 410		123 410
1993-11-15	1973	(note 1)	1					350	432	3 906	(3 474)
1994-09-15	1984	12,750						100 000	123 410		123 410
1995-01-03	1974	(note 2)		85	13			3 000	3 702		3 702
1995-07-15	1975	(note 3)	1					1 000	1 234	126	1 108
1995-07-15	1975	(note 4)	1					14 000	17 277	2 542	14 735

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes				Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
			a	b	c	d	En monnaie étrangère ⁽¹⁾	En équivalent canadien ⁽²⁾		
NÉGOCIABLES										
Conventionnelles (suite)										
En monnaie des États-Unis										
Aux États-Unis (suite)										
1997-03-01	1967	5,875	1	87			35 718	44 080	989	43 091
1997-06-01	1972	8,125		87		5	90 000	111 069		111 069
1997-06-01	1971	9,000	1	86			58 386	72 054	525	71 529
1999-05-01	1969	7,875	1	84			30 618	37 786	322	37 464
2000-05-15	1975	9,875	1	90			83 788	103 403	781	102 622
2001-06-15 ^(*)	1976	9,500	1	91			84 993	116 667	1 574	115 093
2003-04-01 ^(**)	1973	7,900	1	88			105 651	162 036	5 876	156 160
2004-04-15	1974	9,200	1	89			127 886	157 824	6 957	150 867
2013-10-01	1983	13,000	5	98			100 000	123 410	13 993	109 417
2014-09-15	1984	13,250	5	99			150 000	185 115	14 978	170 137
2015-06-15	1985	11,000	5	00			200 000	246 820	12 612	234 208
2026-12-01	1986	8,625	6				300 000	370 230	8 090	362 140
							<u>1 676 355</u>	<u>2 112 219</u>	<u>73 696</u>	<u>2 038 523</u>
En Europe										
1989-12-15	1981	15,250 ^(A)		88			150 000	185 115		185 115
1990-11-01	1982	13,000 ^(A)					150 000	185 115		185 115
1992-02-25 ⁽¹⁾	1985	8,144 ^(A)					107 625	132 819		132 819
1993-07-01	1981	14,750 ^(A)					70 240	86 683		86 683
1994-02-01	1984	12,250 ^(A)				6	135 000	166 604		166 604
1995-01-10 ⁽²⁾	1985	8,250 ^(A)					52 523	64 819		64 819
1995-01-29 ⁽³⁾	1985	8,050 ^(A)					52 717	65 058		65 058
1995-05-24	1983	10,000 ^(A)					50 000	61 705		61 705
1995-11-01	1977	9,000 ^(A)		87		7	38 400	47 389		47 389
2001-03-12 ⁽⁴⁾	1986	7,150 ^(A)					101 902	125 758		125 758
2016-04-01	1986	9,000 ^(A)					250 000	308 525		308 525
							<u>1 158 407</u>	<u>1 429 590</u>		<u>1 429 590</u>
							<u>2 834 762</u>	<u>3 541 809</u>	<u>73 696</u>	<u>3 468 113</u>

Notes (taux):

- 1 — 8 % le 1973-11-15 et 8,25 % le 1980-11-15.
- 2 — 9,75 % le 1974-11-15, 9,875 % le 1980-01-03 et 10 % le 1985-01-03.
- 3 — 8,25 % le 1975-07-15 et 9,375 % le 1980-07-15.
- 4 — 8,75 % le 1975-07-15 et 9,375 % le 1985-07-15.

^(*) Un contrat d'échange de monnaie en date du 9 avril 1987 est rattaché à cet emprunt en totalité pour un coût en monnaie de la Suisse lors du remboursement de 128 800 000 F.S. L'intérêt annuel sur ce contrat d'échange est variable.

^(**) Un contrat d'échange de monnaie en date du 5 janvier 1987 est rattaché à cet emprunt pour 105 000 000 \$ É.-U. pour un coût en monnaie de la Suisse lors du remboursement de 178 000 000 F.S. L'intérêt annuel sur ce contrat d'échange est de 9 567 500 F.S.

⁽¹⁾ Le taux effectif pour l'acheteur est 12,03 % puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 122 000 000 \$ É.-U. à l'échéance pour un capital versé de 100 406 000 \$ É.-U.

⁽²⁾ Le taux effectif pour l'acheteur est 11,88 % puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 63 000 000 \$ É.-U. à l'échéance pour un capital versé de 50 015 070 \$ É.-U.

⁽³⁾ Le taux effectif pour l'acheteur est 11,93 % puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 64 100 000 \$ É.-U. à l'échéance pour un capital versé de 49 998 000 \$ É.-U.

⁽⁴⁾ Le taux effectif pour l'acheteur est 10,23 % puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 130 000 000 \$ É.-U. à l'échéance pour un capital versé de 99 950 000 \$ É.-U.

OBLIGATIONS (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes				Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
			a	b	c	d	En monnaie étrangère ⁽¹⁾	En équivalent canadien ⁽²⁾		
NÉGOCIABLES										
Conventionnelles (suite)										
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne						D.M.				
1991-04-15 ^(*)	1983	7,500 ^(A)				200 000	84 353		84 353	
1991-09-01	1981	10,750 ^(A)				150 000	111 825		111 825	
1992-02-15	1982	10,125 ^(A)				150 000	111 825		111 825	
1995-02-15	1985	7,625 ^(A)				200 000	149 100		149 100	
1998-03-01	1986	6,500 ^(A)				300 000	223 650		223 650	
1997-04-01	1987	6,000 ^(A)				300 000	223 650		223 650	
						<u>1 300 000</u>	<u>904 403</u>		<u>904 403</u>	
(*) Un contrat d'échange de monnaie en date du 24 janvier 1985 est rattaché à cet emprunt en totalité pour un coût en monnaie du Canada lors du remboursement de 84 352 594 \$. L'intérêt annuel sur ce contrat d'échange est de 9 933 361 \$ Can.										
En monnaie de la France						F.F.				
2001-05-22	1986	7,875 ^(A)				800 000	175 920		175 920	
En monnaie de la Suisse						F.S.				
1988-1992-12-29	1982	5,750 ^(A)	87	8		100 000	90 580		90 580	
1988-1993-11-16	1983	5,625 ^(A)	88	9		100 000	90 580		90 580	
1990-2005-11-06	1985	5,500 ^(A)	90	10		200 000	181 160		181 160	
1992-1998-11-20	1986	4,875 ^(A)	92	11		125 000	113 225		113 225	
1996-2006-11-20	1986	5,250 ^(A)	96	12		125 000	113 225		113 225	
1991-2003-07-15	1987	5,000 ^(A)	95	13		200 000	181 160		181 160	
						<u>850 000</u>	<u>769 930</u>		<u>769 930</u>	
En monnaie du Japon						Yens				
1988-1992-08-27	1982	8,700	88	14		20 000 000	198 880		198 880	
1991-1995-06-07	1985	7,000	91	15		30 000 000	298 320		298 320	
1997-05-07	1987	5,000 ^(A)				30 000 000	298 320		298 320	
1998-06-03	1986	6,000 ^(A)				20 000 000	198 880		198 880	
						<u>100 000 000</u>	<u>994 400</u>		<u>994 400</u>	
En monnaie du Royaume-Uni						L.S.				
1989-08-15 ^(*)	1982	14,500 ^(A)				30 000	64 716		64 716	
2020-03-15	1984	12,250				50 000	116 500		116 500	
						<u>80 000</u>	<u>181 216</u>		<u>181 216</u>	

(*) Un contrat d'échange de monnaie en date du 8 août 1983 est rattaché à cet emprunt en totalité pour un coût en monnaie des États-Unis lors du remboursement à l'échéance de 52 440 000 \$ É.U. L'intérêt annuel sur ce contrat d'échange est de 5 663 520 \$ É.U.

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes				Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
			a	b	c	d	En monnaie étrangère ⁽¹⁾	En équivalent canadien ⁽²⁾		
NÉGOCIABLES										
Conventionnelles (suite)										
En unités monétaires européennes						E.C.U.				
1989-03-10	1983	11,500 ^(A)					50 000	77 353		77 353
								20 294 279	403 027	19 891 252

⁽¹⁾ En milliers d'unités monétaires.

⁽²⁾ Selon les taux de change en vigueur au 31 mars 1988.

NOTES

^(A) Intérêts payables annuellement

a) Avec fonds d'amortissement

- 1) 1 % du solde en cours jusqu'à l'échéance
- 2) 2 % du solde en cours jusqu'à l'échéance
- 3) 1 % du solde en cours débutant en 1992.
- 4) 2 % du solde en cours débutant 11 ans après l'année d'émission
- 5) 2 % du solde en cours pour les 10 premières années et 1 % jusqu'à l'échéance
- 6) 2 % du solde en cours pour les 10 premières années et 1 % pour les 10 années suivantes.

b) Rachetables par le Gouvernement par anticipation à compter de l'année indiquée, à des pourcentages variant de 100 à 104 sur préavis de 30 jours à 3 mois.

c) Encaissables par anticipation à 100 au gré du détenteur

- 1- Le 7 novembre 1989 sur préavis de 6 à 12 mois
- 2- Le 1^{er} novembre 1991 sur préavis de 6 à 12 mois
- 3- Le 1^{er} novembre 1992 sur préavis de 6 à 12 mois
- 4- Le 1^{er} février 1993 sur préavis de 6 à 12 mois
- 5- Le 1^{er} novembre 1993 sur préavis de 6 à 12 mois
- 6- Le 1^{er} février 1989 ou le 1^{er} février 1994 sur préavis de 6 à 12 mois
- 7- Le 1^{er} novembre 1989 ou le 1^{er} novembre 1994 sur préavis de 6 à 12 mois
- 8- Le 1^{er} février 1990 ou le 1^{er} février 1995 sur préavis de 6 à 12 mois
- 9- Le 1^{er} février 1991 ou le 1^{er} février 1996 sur préavis de 6 à 12 mois
- 10- Le 15 mars 1991 sur préavis de 5 à 8 mois
- 11- Le 1^{er} février 1992 ou le 1^{er} février 1997 sur préavis de 6 à 12 mois
- 12- Le 24 septembre 1991 sur préavis de 6 à 12 mois
- 13- Le 3 janvier 1990 sur préavis de 6 à 12 mois.

OBLIGATIONS (suite)

(en milliers de dollars)

NOTES (suite)

d) Échéant en série à raison de

- 1- 1 328 250 \$ par année de 1988 à 1993
- 2- 20 % par année de la valeur nominale initiale de 1991 à 1995
- 3- 4 % par année de la valeur nominale initiale de 1981 à 1997 et 27 200 000 \$ le 1998-04-01
- 4- 2,3 % par année de la valeur nominale initiale
- 5- 6 000 000 \$ E.-U. par année
- 6- Possibilités d'annuités d'amortissement de 5,000,000 \$ É.-U. en 1989
- 7- 1 800 000 \$ E.-U. par année en 1988 et 1989
- 8- F.S. 4 000 000 par année de 1988 à 1991 si les obligations peuvent être rachetées au pair ou moins
- 9- F.S. 4 000 000 par année de 1988 à 1992 si les obligations peuvent être rachetées au pair ou moins
- 10- F.S. 5 000 000 par année de 1990 à 2004 si les obligations peuvent être rachetées au pair ou moins
- 11- F.S. 3 000 000 par année de 1990 à 1996 si les obligations peuvent être rachetées au pair ou moins
- 12- F.S. 3 000 000 par année de 1991 à 2004 si les obligations peuvent être rachetées au pair ou moins.
- 13- F.S. 5 000 000 par année de 1991 à 2002 si les obligations peuvent être rachetées au pair ou moins.
- 14- Yens 2 000 000 000 par année de 1988 à 1991
- 15- Yens 3 000 000 000 par année de 1991 à 1994 et 18 000 000 000 le 1995-06-07

	Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes	Montant
NON NÉGOCIABLES					
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Aide à la croissance de l'emploi diverses dates					
	1991-1996	1971-1976	6,75 — 8,3919	a	222 916
Régime de pensions du Canada diverses dates					
	1988-2008	1967-1987	6,40 — 17,51	b	125 487
					348 403

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes	Montant	
REMBOURSABLES À DEMANDE					
En monnaie du Canada					
Obligations d'épargne du Québec ^(*)					
1988-06-01	1978	9,00	10,50 ^(A)	c	50 472
1989-06-01	1979	10,00	10,50 ^(A)	c	40 911
1993-06-01	1983	9,50	8,50 ^(A)	d	302 252
1994-06-01	1984	11,75	8,50 ^(A)	e	534 971
1995-06-01	1980	14,00	10,50 ^(A)	c	375 910
1995-06-01	1985	9,00	7,50 ^(A)	f	268 371
1996-06-01	1986	8,25	6,50 ^(A)	g	267 195
1996-06-01	1981	15,50	10,50 ^(A)	c	119 294
1997-06-01	1982	16,50	10,50 ^(A)	h	390 360
1997-06-01	1987	8,00	6,00 ^(A)	i	381 609
					2 731 345

^(A) Intérêts payables annuellement

^(*) Remboursables au pair et sur demande, à toutes institutions financières.

- a) Obligations émises en vertu des A.C. 715-71, 3620-73, 3811-73 et 1002-77 pour des prêts du gouvernement du Canada au gouvernement du Québec dans le cadre du programme spécial fédéral-provincial destiné à stimuler la croissance de l'emploi. Le taux d'intérêt est fixé au moment de chaque émission. Ces obligations échoient vingt ans après leur émission mais elles sont rachetables par anticipation en tout temps, en totalité ou en partie, sur préavis de 30 jours.
- b) Obligations émises au fonds de placement du Régime de pensions du Canada en compensation de la cotisation de certains fonctionnaires fédéraux qui travaillent au Québec et qui contribuent au Régime de pensions du Canada plutôt qu'au Régime des rentes du Québec. Ces obligations, détenues par le Ministre des Finances du Canada, peuvent être rachetées à leur valeur nominale à six mois d'avis à la demande du fonds de placement du Régime de pensions du Canada.
- c) Les taux d'intérêts sur les obligations d'épargne ont été fixés à compter du 1^{er} novembre 1978 à 10,0 %, 1^{er} novembre 1979 à 12,0 %, 1^{er} juin 1980 à 14,0 %, 1^{er} juin 1981 à 15,5 %, le 1^{er} août 1981 à 18,0 %, 1^{er} octobre 1981 à 19,5 %, 1^{er} octobre 1982 à 16,5 %, 1^{er} juin 1983 à 10,5 %, 1^{er} juin 1984 à 11,75 % et du 1^{er} juin 1985 jusqu'à l'échéance à 10,5 %.
- d) Les taux d'intérêts sur les obligations d'épargne émises le 1^{er} juin 1983 sont de 9,5 % pour la première année, 11,75 % pour la deuxième année, 9,0 % du 1^{er} juin 1985 au 28 février 1986, 10,0 % du 1^{er} mars 1986 au 31 mai 1986, 8,5 % du 1^{er} juin 1986 au 31 octobre 1987, 9,0 % du 1^{er} novembre 1987 au 31 mai 1988 et 8,5 % jusqu'à l'échéance.
- e) Les taux d'intérêts sur les obligations d'épargne émises le 1^{er} juin 1984 sont de 11,75 % pour la première année, 9,0 % du 1^{er} juin 1985 au 28 février 1986, 10,0 % du 1^{er} mars 1986 au 31 mai 1986, 8,5 % du 1^{er} juin 1986 au 31 octobre 1987, 9,0 % du 1^{er} novembre 1987 au 31 mai 1988 et 8,5 % jusqu'à l'échéance.
- f) Les taux d'intérêts sur les obligations d'épargne émises le 1^{er} juin 1985 sont de 9,0 % jusqu'au 28 février 1986, 10,0 % du 1^{er} mars 1986 au 31 mai 1986, 8,25 % du 1^{er} juin 1986 jusqu'au 31 mai 1987, 8,0 % du 1^{er} juin 1987 au 31 octobre 1987, 9,0 % du 1^{er} novembre 1987 au 31 mai 1988 et 7,5 % jusqu'à l'échéance.
- g) Les taux d'intérêts sur les obligations d'épargne émises le 1^{er} juin 1986 sont de 8,25 % jusqu'au 31 mai 1987, 8,0 % du 1^{er} juin 1987 au 31 octobre 1987, 9,0 % du 1^{er} novembre 1987 au 31 mai 1988 et 6,5 % jusqu'à l'échéance.
- h) Les taux d'intérêts sur les obligations d'épargne émises le 1^{er} juin 1982 sont de 16,5 % pour la première année, 10,5 % pour la deuxième année, 11,75 % pour la troisième année et 10,5 % jusqu'à l'échéance.
- i) Les taux d'intérêts sur les obligations d'épargne émises le 1^{er} juin 1987 sont de 8,0 % du 1^{er} juin 1987 au 31 octobre 1987, 9,0 % du 1^{er} novembre 1987 au 31 mai 1988 et 6,0 % jusqu'à l'échéance.

FONDS D'AMORTISSEMENT

(en milliers de dollars)

Continuité

	Obligations	Autres Emprunts	Total
Solde au début	307 915	23 691	331 606
Plus: Versements du Fonds consolidé du revenu	60 597		60 597
Revenu net ^(*)	36 635	2 530	39 165
	97 232 ⁽¹⁾	2 530	99 762
Moins: Fonds utilisés pour remboursements d'emprunts spécifiques	2 120		2 120
Solde à la fin	403 027	26 221	429 248
Situation au 31 mars 1988			
Placements			
Obligations			
Gouvernement du Québec		310 565 ⁽²⁾	
Gouvernement du Canada		23 500 ⁽²⁾	
Garanties par le gouvernement du Québec		28 293 ⁽²⁾	362 358
Bons du trésor du Québec	8,4843 %	1988-04-28	49 596
Cité de St-Lambert	3,50 %	1989 — 1995-03-01	411 954
Certificat de dépôt	8,55 %	1988-04-05	119
			5 100
			417 173
Variation de change non amortie			2 833
			420 006
Autres éléments d'actif			
Encaisse		27	
Intérêts courus		9 215	9 242
			429 248

^(*) Incluant une perte de change de 224 243 \$ représentant l'amortissement de la variation de change de 1 652 151 \$ sur les placements en monnaies étrangères réévalués aux taux de change du 31 mars 1988.

⁽¹⁾ Voir le détail par fonds aux pages 3-48 et 3-49.

⁽²⁾ Voir le détail aux pages 3-45 et 3-46.

OBLIGATIONS (détenues dans les fonds)

	Taux %	Échéance	Valeur nominale	
			En monnaie étrangère	En monnaie du Canada
Gouvernement du Québec	5,875	1997-03-01	2 103 \$ É.-U.	2 595 ⁽¹⁾
	7,000	1989-04-15	2 184 \$ É.-U.	2 695 ⁽¹⁾
	7,500	1993-09-15		4 226
	7,500	1989-12-01		2 241
	7,500	1994-10-01		18 132
	7,750	1996-12-15		8 705
	7,875	1999-05-01	4 935 \$ É.-U.	6 090 ⁽¹⁾
	7,900	2003-04-01	1 978 \$ É.-U.	2 441 ⁽¹⁾
	8,000	1988-05-01		500
	8,000	1994-02-08		2 493
	8,000	1994-02-08		4 751
	8,000	1995-01-01		6 668
	8,000	1996-03-15		2 897
	8,250	1993-11-15	100 \$ É.-U.	123 ⁽¹⁾
	8,375	1992-10-01		17 500
	8,375	1993-08-01		4 604
	8,500	1997-02-10		16 082
	8,500	1997-02-10		12 100
	8,500	1997-02-10		5
	8,500	1998-12-15		7 093
	8,625	1999-03-01		9 959
	8,750	1995-09-05		4 203
	9,000	1995-11-01	1 027 \$ É.-U.	1 267 ⁽¹⁾
	9,000	2012-02-10		17 484
	9,000	1997-06-01	3 856 \$ É.-U.	4 759 ⁽¹⁾
	9,000	1996-09-02		5 057
	9,000	1996-09-02		4 952
	9,200	2004-04-15	3 232 \$ É.-U.	3 989 ⁽¹⁾
	9,375	1995-07-15	500 \$ É.-U.	617 ⁽¹⁾
	9,375	2001-03-01		1 135
	9,500	2001-06-15	400 \$ É.-U.	494 ⁽¹⁾
	9,500	1995-12-02		4 712
	9,500	2000-09-09		249
	9,500	1995-10-01		11 225
	9,750	1996-12-16		3 000
	9,750	1992-08-01		7 766
	9,750	1992-08-01		7 000
	9,750	1997-07-15		500
	9,750	1992-08-01		4 219
	9,875	2000-05-15	3 437 \$ É.-U.	4 242 ⁽¹⁾
	9,875	2000-11-10		192
	9,875	2000-11-10		525
	10,000	1998-06-12		3 000
	10,000	1998-06-12		3 000
	10,000	2000-10-16		300
	10,250	1995-11-19		8 440
	10,250	2001-05-04		6 882

FONDS D'AMORTISSEMENT (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS (détenues dans les fonds) (suite)

	Taux %	Échéance	Valeur nominale	
			En monnaie étrangère	En monnaie du Canada
Gouvernement du Québec	10,250	1995-11-19		5 433
	10,250	1998-04-01		3 384
	10,250	1998-04-01		200
	10,250	2001-05-04		3 464
	10,250	1995-11-19		85
	10,375	1999-09-04		773
	10,500	1995-06-26		2 569
	10,500	2000-09-09		13 120
	10,600	1994-05-01		5 889
	10,700	1999-05-01		10 894
	10,700	1999-05-01		2 856
	10,750	1999-09-04		5 623
	10,750	1999-09-04		6 857
	10,750	1999-09-04		684
	12,000	1993-04-07		3 500
	13,750	1995-12-22		2 901
	13,750	1995-12-22		1 210
	15,250	1989-12-15	11 \$ É.-U.	14 ⁽¹⁾
				<u>310 565</u>
Gouvernement du Canada				
	8,500	1989-07-01		15 000
	9,000	1989-06-06		8 500
				<u>23 500</u>
Office des autoroutes	5,750	1989-07-15		1 170
Régie des installations olympiques	9,600	1993-11-17		23 000
Hydro-Québec	9,750	1997-07-16		4 000
Hydro-Québec	10,000	2009-02-01	100 \$ É.-U.	123 ⁽¹⁾
				<u>28 293</u>

⁽¹⁾ Converties en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au 31 mars 1988.

PROVENANCE ET UTILISATION DES FONDS D'AMORTISSEMENT

(en milliers de dollars)

<hr/>	
Provenance des fonds	
Fonds reçus du fonds consolidé du revenu et revenus de placements	99 762
Valeurs échues ou vendues	<u>5 450 937</u>
	5 550 699
Diminution des comptes à recevoir	8
Diminution du solde de banque	<u>104</u>
	<u><u>5 550 811</u></u>
Utilisation des fonds	
Achats d'obligations et de billets	5 545 878
Fonds utilisés pour remboursements d'emprunts spécifiques	<u>2 120</u>
	5 547 998
Augmentation des intérêts courus	2 553
Diminution des comptes à payer	<u>260</u>
	<u><u>5 550 811</u></u>

FONDS D'AMORTISSEMENT

(en milliers de dollars)

⁽¹⁾ Détail par fonds (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Revenus de placements	Versements	Total
En monnaie du Canada					
1987-12-15	1962	5,250	52		52
1988-01-15	1968	7,500	68		68
1988-10-15	1963	6,000	247	456	703
1989-01-15	1965	5,500	214	392	606
1989-12-01	1967	7,500	6	43	49
1990-04-01	1965	5,500	43	381	424
1990-10-15	1965	5,750	118	388	506
1991-06-01	1966	6,000	94	313	407
1991-06-01	1970	9,250	4	7	11
1991-08-01	1970	9,250	1	4	5
1991-08-01	1967	6,750	63	346	409
1991-10-01	1966	6,500	109	360	469
1992-04-01	1967	6,250	43	394	437
1992-06-01	1967	6,500	61	235	296
1992-08-01	1970	9,750	618	195	813
1992-08-01	1974	9,750	39	191	230
1992-08-01	1976	9,750	2 140	745	2 885
1992-10-01	1971	8,375	3 077	477	3 554
1993-04-07	1983	12,000	776	3 395	4 171
1993-08-01	1972	8,375	80	437	517
1993-09-15	1968	7,500	48	280	328
1994-02-08	1971	8,000	47	379	426
1994-02-08	1973	8,000	213	427	640
1994-10-01	1968	7,500	2 397	292	2 689
1994-10-01	1968	7,000	76	249	325
1995-01-01	1973	8,000	59	441	500
1995-09-05	1973	8,750	81	461	542
1995-10-01	1970	9,500	101	332	433
1995-11-19	1976	10,250	153	953	1 106
1995-11-19	1974	10,250	173	584	757
1995-11-19	1975	10,250	484	740	1 224
1995-12-02	1970	9,500	32	216	248
1995-12-02	1975	9,500	551	385	936
1996-03-15	1972	8,000	50	424	474
1996-12-15	1971	7,750	13 250	246	13 496
1998-12-15	1973	8,500	118	445	563
1999-03-01	1974	8,625	50	424	474
1999-09-04	1974	10,375	4	21	25
1999-09-04	1974	10,750	287	339	626
1999-09-04	1974	10,750	527	350	877
1999-09-04	1975	10,750	119	677	796
1999-09-04	1976	10,750	140	789	929
2000-09-09	1975	9,500	3	13	16
2000-09-09	1975	10,500	95	538	633
2000-11-10	1975	9,875	1	7	8
2000-11-10	1976	9,875		4	4
2001-03-01	1976	9,375	2	14	16

(¹) Détail par fonds (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Revenus de placements	Versements	Total
En monnaie du Canada					
2001-05-04	1976	10,250	300	913	1 213
2001-05-04	1976	10,250	491	1 148	1 639
2003-04-07	1983	13,000	232	1 017	1 249
2003-04-07	1984	13,000	407	1 782	2 189
2003-04-07	1984	13,000	330	1 434	1 764
2003-04-07	1984	13,000	375	1 000	1 375
2004-11-29	1984	12,750	541	1 900	2 441
2004-11-29	1984	12,750	427	1 500	1 927
2004-11-29	1985	12,750	570	2 000	2 570
2012-02-10	1987	9,000	23	1 610	1 633
			<u>30 610</u>	<u>33 093</u>	<u>63 703</u>
En monnaie des États-Unis					
1989-04-15	1968	7,000		535	535
1993-11-15	1973	8,250	376	5	381
1995-07-15	1975	9,375	13	13	26
1995-07-15	1975	9,375	240	184	424
1997-03-01	1967	5,875	56	451	507
1997-06-01	1971	9,000		785	785
1999-05-01	1969	7,875		409	409
2000-05-15	1975	9,875		1 119	1 119
2001-06-15	1976	9,500	124	1 139	1 263
2003-04-01	1973	7,900	567	1 385	1 952
2004-04-15	1974	9,200	671	1 669	2 340
2013-10-01	1983	13,000	1 381	2 634	4 015
2014-09-15	1984	13,250	1 278	3 957	5 235
2015-06-15	1985	11,000	1 089	5 359	6 448
2026-12-01	1986	8,625	230	7 860	8 090
			<u>6 025</u>	<u>27 504</u>	<u>33 529</u>
			<u>36 635</u>	<u>60 597</u>	<u>97 232</u>

**Répartition des valeurs détenues par fiduciaire
dans les fonds d'amortissement au 31 mars 1988**

	En monnaie étrangère	Équivalent canadien
Fiducie du Québec		332 909
Bank of Montreal, New York	22 836 \$ É.-U.	28 182
Bank of Montreal, Londres	1 027 \$ É.-U.	1 267
Banque Nationale du Canada		54 696
		<u>417 054^(*)</u>

(*) Excluant un billet au montant de 118 906 \$ de la cité de St-Lambert détenu par le ministère des Finances.

AUTRES EMPRUNTS

(en milliers de dollars)

Sommaire

Emprunts		2 119 244
Moins: Fonds d'amortissement (voir page 3-44)		<u>26 221</u>
		<u><u>2 093 023</u></u>

Continuité

Solde au début			1 637 538 ⁽¹⁾
Plus: Emprunts effectués (voir page 2-4)	394 751		
Emprunt substitué ⁽²⁾	43 478		
Ajustement de change suite à la conversion en équivalent canadien au 31 mars 1988 des emprunts en monnaie étrangère.	<u>47 904</u>		<u>486 133</u>
			<u>2 123 671</u>
Moins: Emprunts remboursés (voir page 2-7)			<u>4 427</u>
Solde à la fin			<u><u>2 119 244⁽¹⁾</u></u>

Détail

En monnaie du Canada			
Gouvernement du Canada			
Zones spéciales		114 303	
Institutions universitaires (assumées)		39 464	
Emprunts à fort taux d'escompte		41 643	
Office des autoroutes du Québec		<u>27 500</u>	222 910
En monnaie des États-Unis	\$ É.-U.	<u>541 902</u>	687 296 ⁽³⁾
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	D.M.	<u>225 000</u>	155 828 ⁽³⁾
En monnaie du Royaume-Uni	L.S.	<u>25 000</u>	58 250 ⁽³⁾
En monnaie du Japon	Yens	<u>101 130 000</u>	<u>994 960⁽³⁾</u>
			<u><u>2 119 244</u></u>

⁽¹⁾ Y compris, en emprunts assumés 40 070 013 \$ au début et 39 464 359 \$ à la fin.

⁽²⁾ Billet à terme en monnaie de la République fédérale d'Allemagne contracté le 28 avril 1987 en remplacement d'obligations négociables en monnaie de la République fédérale d'Allemagne. Voir page 3-51 note i.

⁽³⁾ Convertis en équivalent canadien au cours en vigueur au 31 mars 1988 et considérant les contrats d'échange de monnaie.

AUTRES EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes	Valeur nominale		Fonds d'amortissement	Solde
				En monnaie étrangère(1)	En équivalent canadien(2)		
En monnaie du Canada							
Gouvernement du Canada							
Zones spéciales							
1988 -- 2009-04-01	1972 -- 1979	(divers taux)	(a)		114 303		114 303
Institutions universitaires (assumées)							
Société centrale d'hypothèque et de logement							
1988 -- 2017-03-01	1960	5,125 -- 5,750			36 664		
Université Concordia							
1990 -- 1994-03-01	1964	8,000			2 800		39 464
Emprunt escompté							
1988 -- 1992-06-14	1982	8,500 (A) (b)			41 643		41 643
Office des autoroutes du Québec							
1988 -- 1989-07-15	1982	5,750			27 500	26 221 (c)	1 279
					<u>222 910</u>	<u>26 221</u>	<u>196 689</u>
En monnaie des États-Unis							
Aux États-Unis							
1988-08-03	1983	12,200		\$É.-U.	2 000	2 468	
1988-08-18	1983	12,625			2 000	2 468	
1988-09-15	1983	12,375			1 000	1 234	
					<u>5 000</u>	<u>6 170</u>	6 170 (1)
En Europe							
1989 -- 1994-06-15	1979	9,750 (A) (d)			70 000	86 387	
1989 -- 1994-08-09	1979	9,850 (A) (e)			75 000	92 558	
1991 -- 1995-12-04	1983		(f)		55 402	69 451	
1997-05-31	1985	11,000 (A) (g)			36 500	62 500	
1989 -- 2001-10-15	1986	5,750 (h)			300 000	370 230	
					<u>536 902</u>	<u>681 126</u>	681 126 (1)
					<u>541 902</u>	<u>687 296</u>	687 296
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne							
D.M.							
1992-02-17	1982	10,650 (A)			150 000	111 825	111 825
1988 -- 1990-04-28	1987	4,550 (A) (i)			75 000	44 003	44 003
					<u>225 000</u>	<u>155 828</u>	155 828 (1)
En monnaie du Royaume-Uni							
L.S.							
1992-07-09	1982	15,000			25 000	58 250	58 250 (1)

AUTRES EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes	Valeur nominale		Fonds d'amor- tissement	Solde
				En monnaie étrangère(1)	En équivalent canadien(2)		
				Yens			
En monnaie du Japon							
1989 -- 1994-07-27	1984	8,100	(j)	10 000 000	99 440		
1990 -- 1995-02-28	1985	7,600	(j)	15 000 000	149 160		
1992 -- 1996-06-24	1986	6,500	(k)	15 000 000	149 160		
1997 -- 2009-10-31	1986	6,400	(l)	20 000 000	198 880		
1998 -- 2012-05-25	1987	5,300	(m)	30 000 000	298 320		
	1997-10-27	5,700	(n)	11 130 000	100 000		
				101 130 000	994 960		994 960 (L)
					2 075 241	26 221	2 093 023

(1) En milliers d'unités monétaires.

(2) Selon les taux de change en vigueur au 31 mars 1988.

(A) Intérêts payables annuellement.

(a) Ce montant comprend le principal et l'intérêt couru capitalisé sur les avances progressives pour les projets terminés au 1er avril des années 1972 à 1979 en vertu de l'entente Canada-Québec sur les zones spéciales.

(b) Emprunt de 50 000 000 \$ à 8,5%, vendu le 14 juin 1982 à 66,809 pour 33 404 500 \$ donnant un rendement de 16,2888%. L'escapote est ajouté à la date d'anniversaire de l'emprunt jusqu'à l'échéance.

(c) Voir continuité page 3-50.

(d) Emprunt contracté de banques européennes en 1979, en monnaie des États-Unis, échéant à raison de 6 300 000 \$ É.-U. à tous les 6 mois du 15 juin 1989 au 15 décembre 1993 et 7 000 000 \$ le 15 juin 1994.

(e) Emprunt contracté de banques européennes en 1979, en monnaie des États-Unis, échéant à raison de 6 750 000 \$ É.-U. tous les 6 mois du 9 août 1989 au 9 février 1994 et 7 500 000 \$ le 9 août 1994.

(f) Convention de crédit de 1 000 000 000 \$ Can. autorisé par le Gouvernement auprès de diverses banques qui s'est substituée à une convention de crédit déjà existante pour 500 000 000 \$ en monnaie du Canada et 250 000 000 \$ en monnaie des États-Unis. Cette convention de crédit a été utilisée pour 70 000 000 \$ Can. dont 50 523 000 \$ É.-U. le 1er décembre 1986 échéant en 5 versements annuels égaux de 1991 à 1995 au taux du LIBOR plus 0,25% pour les 4 premières années et 0,375% pour l'année suivante. Un contrat d'échange de monnaie prévoit les paiements d'intérêts et les remboursements en dollars canadiens. Ce contrat d'échange concerne 47 743 902 \$ É.-U. pour un coût en monnaie du Canada lors du remboursement de 60 000 000 \$ échéant le 2 juin 1993.

(g) Un contrat d'échange de monnaie en date du 31 mai 1985 est rattaché à cet emprunt en totalité pour un coût en monnaie du Canada lors du remboursement à l'échéance de 62 500 000 \$.

(h) Billet au porteur dont le taux d'intérêt varie à chaque date de paiement d'intérêt. Le taux utilisé est le taux LIBID 6 mois. Cette émission est rachetable au pair par le gouvernement à compter du 15 octobre 1989 jusqu'à l'échéance à toute date de paiement d'intérêt.

(i) Billet à terme échéant à raison de 25 000 000 D.M. de 1988 à 1990. Cet emprunt est le substitut d'un emprunt en obligation de 150 000 000 D.M. émis au taux de 6,00% en 1978, lequel fut remboursé par anticipation à 101 le 1er mai 1987. Un contrat d'échange de monnaie est rattaché à cet emprunt pour 50 000 000 D.M.. Selon ce contrat, les remboursements de capital de 1988 et 1989 seront respectivement de 12 933 983 \$ Can. et 12 431 212 \$ Can. Ce contrat d'échange en date du 16 décembre 1983 couvrait 100 000 000 D.M. dont l'équivalent canadien à cette date était de 52 544 380 \$ Can.

(j) Échéant à raison de 11 versements semestriels dont les dix premiers seront de 9,0% du capital émis et le solde lors du 11ième versement. Le premier versement s'effectuera à la date du cinquième anniversaire de l'emprunt. À toute date de remboursement, le Gouvernement pourra rembourser l'emprunt par anticipation en totalité ou en partie (multiple de 1 milliard de Yens) à un pourcentage de 100,5%.

(k) Échéant à raison de 9 versements semestriels dont les huit premiers seront de 11% du capital émis et le solde lors du 9ième versement. Le premier versement s'effectuera à la date du sixième anniversaire de l'emprunt.

(l) Échéant à raison de 26 versements semestriels dont les vingt-cinq premiers seront de 3,85% du capital émis et le solde lors du 26ième versement. Le premier versement s'effectuera le 30 avril 1997. À toute date de remboursement, le Gouvernement pourra rembourser l'emprunt par anticipation en totalité ou en partie (multiple de 2 milliards de Yens) à des pourcentages de 100,5 à 101,0%.

(m) Échéant à raison de 29 versements semestriels dont les vingt-huit premiers seront de 3,45% du capital émis et le solde lors du 29ième versement. Le premier versement s'effectuera le 25 mai 1998. À toute date de remboursement, le Gouvernement pourra rembourser l'emprunt par anticipation en totalité ou en partie (multiple de 1 milliard de Yens) à des pourcentages variant de 100,5 à 101,0%.

(n) Convention de crédit de 11 130 000 000 Yens contracté auprès d'un groupe de prêteurs japonais. Un contrat d'échange de monnaie en date du 27 octobre 1987 est rattaché à cet emprunt en totalité pour un coût en monnaie du Canada lors du remboursement à l'échéance de 100 000 000 \$ Can.

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES BONS DU TRÉSOR, OBLIGATIONS ET AUTRES EMPRUNTS
MOINS LES FONDS D'AMORTISSEMENT
au 31 mars 1988**

(en milliers de dollars)

Échéance	En monnaie du Canada	En monnaie des États- Unis (1)	En monnaie de la Républi- que fédérale d'Alle- magne (1)	En monnaie du Japon (1)	En monnaie du Royaume- Uni (1)	En monnaie de la Suisse (1)	En monnaie de la France (1)	En unités monétai- res euro- péennes (E.C.U.) (1)	Total
1988-1989	2 756 579	41 944	12 934	19 888				77 353	2 908 698
1989-1990	811 625	363 921	12 431	51 211	64 716				1 303 904
1990-1991	659 268	250 371	18 638	64 636					992 913
1991-1992	722 909	211 965	419 828	94 468					1 449 170
1992-1993	795 723	79 146		226 724	58 250	90 580			1 250 423
1988 -- 1993	5 746 104	947 347	463 831	456 927	122 966	90 580		77 353	7 905 108
1993 -- 1998	7 280 801	1 189 220	596 400	851 668		90 580			10 008 669
1998 -- 2003	2 666 485	787 662		378 369		113 225	175 920		4 121 661
2003 -- 2008	1 422 164	301 595		179 489		475 545			2 378 793
2008 -- 2013	1 231 100	27 767		122 907					1 381 774
2013 ET PLUS	4 700	901 818			116 500				1 023 018
TOTAL	18 351 354	4 155 409	1 060 231	1 989 360	239 466	769 930	175 920	77 353	26 819 023

NOTE: Cet échéancier tient compte d'un montant de 1 755,0 M\$ (millions de dollars) en 1988-1989, pour les bons du trésor et il est établi en tenant compte pour les obligations remboursables à demande d'une prévision de remboursement de 452,6 M\$ en 1988-1989, 371,4 M\$ en 1989-1990, 286,1 M\$ en 1990-1991, 243,2 M\$ en 1991-1992 et 206,7 M\$ en 1992-1993. Par ailleurs, les contributions futures aux fonds d'amortissement ont été considérées comme remboursements d'emprunts dans l'année où elles seront versées, diminuant ainsi le solde à rembourser lors de l'échéance.

(1) En équivalent canadien selon les taux de conversion en monnaie étrangère du 31 mars 1988 et considérant les contrats d'échange de monnaie.

EMPRUNTS GARANTIS

(en milliers de dollars)

Sommaire

Détail page	1988	1987
ENTREPRISES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		(redressés)
3-55 Commission municipale du Québec	41 666	44 156
3-56 Hydro-Québec	22 248 283 (1),(2)	21 859 051
Madelipèche Inc.		10 263
3-62 Régie de l'assurance-maladie du Québec	16 422	16 772
3-62 Régie des installations olympiques	567 889 (1),(2)	638 479
3-63 Sidbec	308 885 (1)	302 759
3-64 Société de développement de la Baie James	1 739	6 301
3-64 Société de développement industriel du Québec	186 149 (1)	74 736
3-65 Société du Palais des congrès de Montréal	86 500 (1)	86 500
3-66 Société du parc industriel du centre du Québec	35 000 (1)	35 000
3-66 Société immobilière du Québec	448 600 (1)	253 600
3-68 Société nationale de l'amiante	54 776	68 489
3-68 Société québécoise d'aluminium Inc. (filiale de la Société générale de financement du Québec)	183 881 (1)	182 714
3-69 Société québécoise d'assainissement des eaux	101 330 (1)	75 531
	<u>24 281 120</u>	<u>23 654 351</u>
MUNICIPALITÉ, PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS		
3-72 Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)	656	1 057
3-72 Agriculteurs	255	1 437
3-73 Éditeurs et libraires	317	317
3-73 Étudiants	1 028 356 (3)	927 483
3-74 Fonds des personnes incarcérées des établissements de détention	273	483
3-74 Pêcheurs	12 835	
3-75 Producteurs agricoles et propriétaires forestiers	280	398
3-76 Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires	10 623	6 661
3-77 Usines laitières régionales	800	1 000
	<u>1 054 395</u>	<u>938 836</u>
	<u>25 335 515</u>	<u>24 593 187</u>

(1) Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au taux de change en vigueur au 31 mars 1988 en considérant aussi les contrats d'échange de devises aux taux de conversion suivants exprimés en dollar(s) canadiens(s):

En monnaie des États-Unis, Dollar É.-U.	= 1,2341
En monnaie du Japon, Yen	= 0,009944
En monnaie des Pays-Bas, Florin Néerlandais	= 0,6640
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne, Deutsche Mark	= 0,7455
En monnaie du Royaume-Uni, Livre Sterling	= 2,3300
En monnaie de la Suisse, Franc Suisse	= 0,9058
En unité monétaire européenne, E.C.U. (European Currency Unit)	= 1,54707

(2) Y compris 4 123 410 \$ (130 510 \$ en 1987) pour les obligations d'Hydro-Québec et 23 000 000 \$ pour les obligations de la Régie des installations olympiques détenues par le gouvernement du Québec aux fonds d'amortissement (voir page 3-46).

(3) Les intérêts sur ces prêts sont payés par le gouvernement du Québec tant que l'emprunteur est étudiant.

ENTREPRISES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
Commission municipale du Québec
L.R.Q., c. D-7

(en milliers de dollars)

	1988	1987
Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires Obligations émises par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, en vue de consentir des prêts aux municipalités.		
Solde au 31 mars	<u>41 666 (*)</u>	<u>44 156</u>

Les sommes dues par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, de même que les obligations des municipalités détenues par la Commission en contrepartie ne font pas partie de l'actif et du passif du Gouvernement. En effet, il s'agit plutôt d'une dette de la Commission garantie par le Gouvernement (A.C. 2206-64).

(*) Détail

Montréal métropolitain: 22 708

Blainville, 391; Boisbriand, 448; Boucherville, 417; Brossard, 13; Chambly, 41; Châteauguay, 51; Côte-St-Luc, 512; Dollard-des-Ormeaux, 32; Dorval, 179; Ile-Perrot, 57; Lachenaie, 17; L'Assomption, 212; Laval, 366; Longueuil, 1 168; Mascouche, 99; McMasterville, 37; Montréal, 15 356; Mont-St-Hilaire, 37; Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, 50; Otterburn-Park, 37; Pierrefonds, 212; Pincourt, 108; Pointe-Claire, 292; Rosemère, 223; St-Basile-le-Grand, 138; St-Bruno-de-Montarville, 127; Ste-Catherine, 42; St-Constant, 2; St-Eustache, 62; St-Hubert, 136; St-Laurent, 338; Ste-Thérèse, 426; Terrasse-Vaudreuil, 100; Terrebonne, 311; Verdun, 501; Westmount, 170.

Québec métropolitain: 5 122

Ancienne-Lorette, 81; Beauport, 824; Cap-Rouge, 204; Charlesbourg, 1 090; Charny, 687; Lévis, 262; Québec, 825; Ste-Brigitte-de-Laval, 101; Ste-Foy, 191; St-Jean-de-Boischatel, 47; Sillery, 228; Val-Bélair, 582.

Diverses circonscriptions électorales: 13 836

Abitibi-Est, 83; Abitibi-Ouest, 94; Argenteuil, 87; Arthabaska, 176; Beauce-Nord, 457; Bellechasse, 1 040; Berthier, 24; Bonaventure, 654; Brome-Missisquoi, 220; Champlain, 269; Chapleau, 349; Charlevoix, 1 101; Chauveau, 182; Chicoutimi, 96; Dubuc, 278; Duplessis, 161; Gaspé, 544; Gatineau, 41; Hull, 326; Huntingdon, 61; Iberville, 40; Îles-de-la-Madeleine, 265; Johnson, 239; Joliette, 18; Jonquière, 20; Kamouraska-Témiscouata, 69; Labelle, 363; Lac-St-Jean, 55; Laviolette, 81; Lotbinière, 571; Maskinongé, 114; Matane, 115; Matapédia, 5; Mégantic-Compton, 18; Montmagny-l'Islet, 167; Orford, 239; Papineau, 201; Pontiac, 59; Portneuf, 60; Prévost, 207; Richelieu, 362; Richmond, 151; Rimouski, 289; Rivière-du-Loup, 160; Roberval, 151; Rousseau, 163; Rouyn-Noranda-Témiscamingue, 157; Saguenay, 385; St-Jean, 306; St-Maurice, 537; Shefford, 297; Sherbrooke, 1 323; Trois-Rivières, 30; Vaudreuil-Soulanges, 114; Verchères, 262.

Hydro-Québec
L.R.Q., c. H-5, aa. 27 et 28

(en milliers de dollars)

Sommaire des emprunts garantis

	1988		1987	
	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)(*)	Montant en équivalent canadien	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)(*)	Montant en équivalent canadien
Obligations négociables				
En monnaie du Canada		8 901 347		8 440 988
En monnaie des États-Unis	<u>7 041 982 \$ É.-U.</u>	<u>9 082 863</u>	<u>7 289 609 \$ É.-U.</u>	<u>9 513 669</u>
En monnaie de la Suisse	<u>1 339 500 F.S.</u>	<u>1 091 405</u>	<u>1 126 000 F.S.</u>	<u>976 355</u>
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	<u>1 474 550 D.M.</u>	<u>1 018 759</u>	<u>1 482 550 D.M.</u>	<u>1 074 107</u>
En monnaie du Japon	<u>67 450 000 Yens</u>	<u>630 408</u>	<u>42 000 000 Yens</u>	<u>376 488</u>
En monnaie du Royaume-Uni	<u>150 000 L.S.</u>	<u>349 500</u>	<u>150 000 L.S.</u>	<u>314 655</u>
En unités monétaires européennes	<u>90 000 E.C.U.</u>	<u>139 237</u>	<u>90 000 E.C.U.</u>	<u>135 612</u>
En monnaie des Pays-Bas	<u>150 000 Florins</u>	<u>99 600</u>	<u>150 000 Florins</u>	<u>96 270</u>
		21 313 119		20 928 144
Autres emprunts				
En monnaie du Canada		419 925		421 692
En monnaie des États-Unis	<u>664 580\$ \$ É.-U.</u>	<u>820 158</u>	<u>507 300 \$ É.-U.</u>	<u>662 077</u>
Total avant fonds d'amortissement		<u>22 553 202</u>		<u>22 011 913</u>
Moins: Fonds d'amortissement		<u>304 919</u>		<u>152 862</u>
Total		<u>22 248 283</u>		<u>21 859 051</u>

(*) Les montants par monnaie ont été établis après avoir pris en considération les contrats d'échange de devises. De plus, pour les emprunts à fort taux d'escompte, les montants réalisés et non la valeur nominale ont été considérés tout en y ajoutant l'amortissement des escomptes échelonnés sur la durée des emprunts.

Hydro-Québec
L.R.Q., c. H-5, aa. 27 et 28
Obligations négociables

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Montant
En monnaie du Canada					
1994-03-01	1964-03-01	271-64	5 1/2	AN-2	923
1988-06-01	1964-12-01	2122-64	5 1/2	AQ	33 404
1995-02-15	1965-02-15	177-65	5	AR-2	24 837
1991-02-01	1966-02-01	40-66	6	AU	27 935
1990-07-15	1966-07-15	1060-66	6	AW	25 267
1990-02-01	1967-02-01	42-67	6 1/2	AZ	22 793
1994-10-01	1967-10-01	2374-67	6	BC-1	21 153
" " "	" " "	" "	7	BC-2	10 400
1994-10-01	1968-05-15	1323-68	7	BE	21 826
1990-03-15	1969-03-15	582-69	7 3/4	BH	199
1992-10-01	1969-10-01	3430-69	8 1/2	BK	21 915
1990-02-01	1970-02-01	293-70	9 1/2	BM	5 072
1990-12-15	1970-06-15	2452-70	9 1/2	BO	22 675
1996-04-15	1971-04-15	1448-71	7 3/4	BT	36 690
1996-07-29	1971-07-29	2385-71	8 3/4	BU	41 189
1997-05-01	1972-05-01	1105-72	8 1/4	BY	39 764
1993-12-15	1972-06-15	1765-72	8 1/4	BZ	50 925
1997-09-15	1972-09-15	2439-72	8 3/8	CA	45 539
1996-11-08	1972-11-08	3087-72	8 1/4	CB	50 000
1998-02-21	1973-02-21	332-73	8	CD	50 000
1998-07-10	1973-07-10	2263-73	8 1/4	CE	55 000
1998-10-15	1973-10-15	3465-73	8 3/4	CG	50 000
1998-12-03	1973-12-03	4019-73	8 1/2	CH	50 000
1999-04-01	1974-04-01	1211-74	9	CK	60 000
1996-07-03	1974-07-03	4481-74	9 7/8	CL	80 000
2000-02-06	1975-02-06	150-75	9 3/4	CR-2	100 000
2000-02-06	1977-08-06	2405-77	9 3/4	CRA	125 000
2000-06-16	1975-06-16	2103-75	10	CS	80 000
1997-09-01	1975-09-01	3840-75	10 1/4	CU	65 000
1996-05-01	1976-05-01	458-76	10 3/4	CY	17 513
2001-10-21	1976-10-21	3495-76	10	DA	120 000
1997-06-01	1977-06-01	1571-77	10	DD	100 000
2003-05-15	1978-05-15	1332-78	10 1/4	DG	120 000
2003-05-15	1979-05-15	1200-79	10 1/4	DGA	140 000
2003-05-15	1979-07-24	1932-79	10 1/4	DGB	150 000
2003-07-05	1978-07-05	1879-78	10	DH	125 000
2003-07-05	1978-08-30	2557-78	10	DHA	125 000
1989-03-27	1979-03-27	702-79	10,4	DM	15 000
2004-03-27	" " "	" "	10 3/4	DM	135 000
2004-03-27	1979-12-20	3284-79	10 3/4	DMA	135 000
1989-05-15	1979-05-15	1200-79	10	DO	10 000
2004-10-15	1979-10-15	2643-79	11	DR	150 000
2004-10-15	1979-11-15	2989-79	11	DRA	200 000
1990-04-15	1980-04-15	946-80	14	DV-1	154 711
1992-05-06	1980-05-06	1200-80	14	DW-1	198 715
2005-07-15	1980-07-15	2105-80	11 3/4	DZ	200 000
2005-09-30	1980-09-30	2839-80	13 1/4	EA	185 000
1990-12-14	1980-12-14	3776-80	13 1/4	ED	85 000
1991-09-24	1981-03-24	705-81	13 1/2	EF-1	52 118
1996-07-09	1981-07-09	1669-81	15 3/4	EH-1	158 446
1996-09-16	1981-09-16	2449-81	17 1/2	EL-1	127 762
1991-11-24	1981-11-24	3019-81	17 1/2	EN-1	129 778
1993-02-20	1982-08-20	1741-82	16,9	EX	100 000
2002-09-15	1982-09-15	2006-82	15 3/4	EZ-2	46 000

Société de développement de la Baie James
L.R.Q., c. D-8

(en milliers de dollars)

	1988	1987
Conformément à l'article 26 a) de la Loi sur le développement de la région de la Baie James (L.R.Q., c. D-8), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société.		
En vertu des décrets 1073-83 et 1469-85, le Gouvernement a approuvé des marges d'emprunt jusqu'à concurrence de 17,1 millions de dollars.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	6 738	11 300
Moins: Montant inscrit au passif --"Provision pour perte sur placements en actions".	4 999	4 999
	<u>1 739</u>	<u>6 301</u>

Société de développement industriel du Québec
L.R.Q., c. S-11.01

(en milliers de dollars)

	1988	1987
Conformément à l'article 45 de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société, ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.		
En vertu du décret 2610-84, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "C" d'une valeur nominale globale de 16 800 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 3 décembre 1984, portant intérêts au taux de 12 1/2% payables semestriellement et échéant le 3 décembre 1989.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	16 800	16 800
En vertu du décret 2348-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "D" d'une valeur nominale globale de 30 000 000 \$ en monnaie du Canada, coupon zéro, à la valeur escomptée au taux de 11,05%, datées du 29 novembre 1985 et échéant le 7 juin 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	13 849	12 436
En vertu du décret 264-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "E" d'une valeur nominale globale de 35 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 24 mars 1986 et portant intérêts à un taux annuel équivalent au taux préférentiel moyen des banques de référence moins 5/8% payables semestriellement et échéant le 24 mars 1991.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 000	35 000
En vertu du décret 91-87, la Société a contracté un emprunt de 1 190 000 000 de yens auprès de "The Long-Term Credit Bank of Japan Ltd." et de "Yasuda Fire & Marine Insurance Company Ltd." au taux de 6% l'an, payable semestriellement le 6 février et le 6 août de chaque année et venant à échéance le 6 février 1997.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	10 500	10 500

Société de développement industriel du Québec (suite)
L.R.Q., c. S-11.01

(en milliers de dollars)

	1988	1987
En vertu du décret 744-87, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "F", au taux de 8,25%, échéant le 15 mai 1992, échangeables en tout temps à compter de la date d'immatriculation pour des obligations d'une valeur nominale égale au taux de 9,125%, échéant le 15 mai 2007.	110 000	
	<u>186 149</u>	<u>74 736</u>

Société du Palais des congrès de Montréal
L.R.Q., c. S-14.1

(en milliers de dollars)

	1988	1987
Conformément à l'article 23 du chapitre S-14.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation contracté par la Société.		
En vertu du décret 2125-84, la Société a contracté un emprunt de 20 000 000 \$ en monnaie des États-Unis d'Amérique auprès de "The Industrial Bank of Japan Limited". Le prêt porte intérêts à compter du 27 septembre 1984 au taux de 13% l'an, payables semestriellement et venant à échéance le 27 septembre 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	32 500	32 500
En vertu du décret 2446-84, la Société a contracté un emprunt de 12 000 000 \$ valeur nominale par l'émission et la vente d'obligations série "B" portant intérêts au taux de 12,85% payables semestriellement jusqu'à leur échéance le 16 novembre 1989.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	12 000	12 000
En vertu du décret 2447-84, la Société a contracté un emprunt de 12 000 000 \$ valeur nominale par l'émission et la vente d'obligations série "C" portant intérêts au taux de 13,20% payables semestriellement jusqu'à leur échéance le 16 novembre 1994.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	12 000	12 000
De plus, en vertu du décret 210-86, la Société a contracté un emprunt de 30 000 000 \$ valeur nominale par l'émission et la vente d'obligations série "D" portant intérêts à un taux annuel égal au taux préférentiel moyen des banques de référence moins 5/8%, à compter du 14 mars 1986, lesquels intérêts sont payables les 14 mars et 14 septembre de chaque année. Ces obligations viendront à échéance le 14 mars 1991; elles seront remboursables par anticipation à compter du 15 mars 1988 au seul gré de la Société.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	30 000	30 000
	<u>86 500</u>	<u>86 500</u>

Société nationale de l'amiante
L.R.Q., c. S-18.2

(en milliers de dollars)

	1988	1987
Conformément à l'article 15a de la Loi sur la Société nationale de l'amiante, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société ou d'une filiale dont elle détient plus de cinquante pour cent des actions, ainsi que le paiement des sommes d'argent payables par la Société ou toute telle filiale par suite de l'inexécution de ses contrats.		
En vertu du décret 799-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "B" d'une valeur nominale globale de 23 500 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 20 juin 1986, échéant le 20 juin 1996 et portant intérêts au taux équivalent au taux préférentiel des banques de référence moins 0,625% rachetables par anticipation au gré de la Société à compter du 20 décembre 1987.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	23 500	23 500
En vertu du décret 1651-87, la Société a contracté un emprunt sous forme d'acceptations bancaires auprès de la Banque Nationale du Canada. L'emprunt contracté le 3 novembre 1987, remboursable par anticipation au gré de la Société, viendra à échéance le 3 février 1992 au taux d'intérêts de la convention bancaire majoré de 0,375% et payable à chaque période d'acceptation.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	169 930	169 955
	193 430	193 455
Moins: Montant inscrit au passif -- "Provision pour perte sur placements en actions".	138 654	124 966
	<u>54 776</u>	<u>68 489</u>

Société québécoise d'aluminium Inc.
(Filiale à part entière de la S.G.F.)
L.R.Q., c. S-17

(en milliers de dollars)

	1988	1987
En vertu de la Loi sur la Société générale de financement du Québec (SGF), le gouvernement du Québec peut garantir le paiement de sommes empruntées par la S.G.F. ou sa filiale à part entière, pour le financement d'une aluminerie dans la région de Bécancour (art. 4.1 et 8.5).		
En vertu du décret 2126-84, la Société, filiale à part entière de la S.G.F., a conclu une convention de crédit jusqu'à concurrence de 215 000 000 \$ en monnaie légale des États-Unis d'Amérique. Cet emprunt bancaire est garanti par le Gouvernement jusqu'à la date d'achèvement du projet.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de (149 000 000 \$ É.-U.)	183 881	182 714

Société québécoise d'assainissement des eaux
L.R.Q., c. S-18.21

(en milliers de dollars)

	1988	1987
Conformément à l'article 33 de la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation, contracté par la Société.		
En vertu du décret 2136-83, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "A" d'une valeur nominale globale de 40 000 000 \$ en monnaie du Canada à fort taux d'escompte, datés du 31 octobre 1983, venant à échéance le 31 octobre 1988, au taux de 8,125% (taux effectif de 12,47%).		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	38 454	37 079
En vertu du décret 1265-84, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "B" d'une valeur nominale globale de 25 000 000 \$ en monnaie des États-Unis d'Amérique, datés du 5 juin 1984, au taux de 13,15% et venant à échéance le 5 juin 1989.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	32 263	32 263
En vertu des décrets 1420-84 et 1421-84, la Société a contracté le 27 juin 1984 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 6 688 500 000 de yens venant à échéance le 27 juin 1989.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada à fort taux d'escompte est rattaché à cet emprunt, au montant de 50 310 000 \$ au taux de 8,55% (taux effectif de 13,43%).		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	44 574	42 225
En vertu du décret 2611-84, la Société a contracté un emprunt de 34 148 000 \$ à fort taux d'escompte sous forme de prêt venant à échéance le 30 novembre 1989, au taux de 10,56% (taux effectif de 12,85%).		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	32 105	31 255
De plus, en vertu du décret 127-85, la Société a contracté un emprunt sous forme de prêt de 22 500 000 \$ en monnaie des États-Unis venant à échéance le 31 janvier 1997.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada à fort taux d'escompte est rattaché à cet emprunt, au montant de 37 500 000 \$ au taux de 9,20% (taux effectif de 12,58%).		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	30 879	30 492
En vertu du décret 978-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "F" d'une valeur nominale globale de 60 000 000 \$ en monnaie des États-Unis d'Amérique, datés du 10 juin 1985, intérêts payables annuellement et venant à échéance le 15 mars 1992.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada à fort taux d'escompte est rattaché à cet emprunt, au montant de 83 850 000 \$ au taux de 8% (taux effectif de 11,89%).		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	73 826	71 954

3-70

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.21

3-72

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.21

(en milliers de dollars)

	1988	1987
En vertu du décret 111-88, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations de série "S", d'une valeur nominale globale de 150 000 000 \$, datées du 11 février 1988, portant intérêts au taux de 9,875% payables semestriellement et venant à échéance le 11 février 1993. Cet emprunt est échangeable à compter du 11 novembre 1992 pour des obligations au taux de 10,25% venant à échéance en 2003.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	150 000	
	949 012	740 211
Moins: Montant inclus dans les engagements financiers pour les municipalités dans le cadre du programme d'assainissement des eaux se totalisant à 1 192 140 000 \$ (voir page 3-97).	847 682	664 680
	<u>101 330</u>	<u>75 531</u>

MUNICIPALITÉ, PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS

Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)
S.Q., 1966, c. 22

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	1988	1987
1991-02-01	1966-02-01	485-66	6	656	1 057

Agriculteurs

L.R.Q., c. A-18

(en milliers de dollars)

	1988	1987
Conformément au chapitre A-18 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec garantit à toute caisse populaire ou banque qui consent des prêts aux agriculteurs, en vertu de la présente Loi, le remboursement des pertes de principal et d'intérêts qui peuvent lui en résulter jusqu'à concurrence de 10% du montant total de ces prêts.		
Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au chapitre 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars 1988, les prêts consentis et échéant en 1993 s'élèvent à 575 085 111 \$ et les remboursements à 573 648 197 \$.	<u>255</u>	<u>1 437</u>

Éditeurs et libraires
L.R.Q., c. G-1

(en milliers de dollars)

	1988	1987
En vertu du chapitre G-1 des Lois refondues du Québec, la Société de développement industriel du Québec, sur décision du ministre des Affaires culturelles et, le cas échéant, avec l'autorisation du Gouvernement, peut accorder des garanties de prêts consentis à des éditeurs et libraires.		
Une garantie accordée par la Société n'est valide que si le ministre des Finances déclare (sous sa signature), sur le document constatant la garantie, qu'il en a pris connaissance.		
Le montant total des garanties accordées en vertu de la présente Loi ne peut excéder la somme de 5 000 000 \$.		
Au 31 mars, ces garanties de prêts forment un montant total de	<u>317</u>	<u>317</u>

Étudiants
L.R.Q., c. P-21

(en milliers de dollars)

	1988	1987
Conformément à la Loi sur les prêts et bourses aux étudiants, L.R.Q., c. P-21, le gouvernement du Québec garantit à toute institution de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant de prêts approuvés, ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour en obtenir le paiement.		
Au 31 mars, le solde de ces prêts est de	<u>1 028 356</u>	<u>927 483</u>

Fonds des personnes incarcérées des établissements de détention

(en milliers de dollars)

	1988	1987
a) Tanguay		
Des emprunts de 360 000 \$ furent effectués durant l'année financière 1983-1984 auprès de la Caisse populaire des fonctionnaires du Québec par l'Administrateur du fonds des personnes incarcérées de l'établissement de détention Tanguay du ministère de la Justice.		
Ces emprunts (capital et intérêts) furent cautionnés par les autorités du Ministère à même les crédits votés.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	91	193
b) St-Jérôme		
Des emprunts de 415 000 \$ furent effectués durant l'année financière 1984-1985 auprès de la Caisse populaire de St-Jérôme par l'Administrateur du fonds des personnes incarcérées de l'établissement de détention de St-Jérôme du ministère de la Justice.		
Ces emprunts (capital et intérêts) furent cautionnés par les autorités du Ministère à même les crédits votés.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	182	290
	<u>273</u>	<u>483</u>

Pêcheurs

L.R.Q., c. C-76

(en milliers de dollars)

	1988	1987
Conformément à l'article 5 du chapitre C-76 des Lois refondues du Québec, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 30 000 000 \$, pour consentir à des pêcheurs, à des personnes, à des sociétés, à des organismes exerçant une activité ou exploitant une industrie reliée aux pêcheries maritimes, des avances, des prêts ou des garanties de prêts pour la construction, la réparation, l'achat ou l'exploitation de bateaux et d'équipement de pêche, ou pour l'acquittement de dettes contractées pour ces fins.		
En vertu du décret 1458-87, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation est autorisé à garantir le principal des prêts et 50% des intérêts, selon les modifications apportées au règlement sur les prêts pour la construction, l'achat ou la réparation de bateaux et d'équipement de pêche commerciale.		
Au 31 mars, le solde de ces prêts garantis est de	<u>12 835</u>	<u></u>

Producteurs agricoles et propriétaires forestiers
 L.R.Q., c. C-77, L.R.Q., c. C-78, L.R.Q., c. C-79

(en milliers de dollars)

	1988	1987
<p>En vertu du chapitre C-77 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant d'un prêt n'excédant pas 100 000 \$ à un agriculteur, une coporation d'exploitation agricole, une coopérative ou une société d'exploitation agricole.</p> <p>Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au chapitre 49 des lois de 1978.</p> <p>Au 31 mars, les prêts consentis, non remboursés, échus et en procédure de recouvrement par les institutions financières sont de</p>	85	85
<p>En vertu du chapitre C-78 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant d'un prêt consenti en vertu de l'article 13 de cette Loi sur le crédit forestier ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et des intérêts de ce prêt.</p> <p>Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au chapitre 49 des lois de 1978.</p> <p>Au 31 mars, les prêts consentis, non remboursés et échéant en 1993 sont de</p>	189	304
<p>En vertu du chapitre C-79 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit, qui consent des prêts aux producteurs agricoles durant les périodes critiques, le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant d'un emprunt ainsi que les dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et des intérêts de ces prêts.</p> <p>Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au chapitre 49 des lois de 1978.</p> <p>Au 31 mars, les prêts consentis, non remboursés et échéant en 1991 sont de</p>	6	9
	280	398

Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires
L.R.Q., c. M-14

(en milliers de dollars)

Conformément aux articles 19, 20, 21 du chapitre M-14 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 8 000 000 \$, pour garantir le remboursement des prêts consentis aux sociétés coopératives agricoles et aux corporations exerçant des activités similaires.

Les modalités, conditions et délais de remboursement de ces prêts garantis sont déterminés par le Gouvernement.

Nom de l'entreprise	Année d'échéance	Date du cautionnement	Décret ou A.C.	Taux %	1988	1987
Sociétés coopératives agricoles						
Association coopérative de Normandin, Normandin, Roberval	1990	1975-03-11	2485-74	10,50	90	110
	1991	1976-01-05	3951-75	11,00	30	40
					<u>120</u>	<u>150</u>
Corporations exerçant des activités similaires						
J.C. Martin Grossiste Inc. de Louvicourt, comté d'Abitibi	1987	1987-01-29	1685-86	10,75	40	40
Pêcheries Coop Rivière-au-Tonnerre, Sheldrake	1987	1986-05-27	594-86	9,75	680	789
Les Produits laitiers Labrie Inc., région de Valcourt	1988	1985-09-11	1603-85	11,05	100	94
Primonor Inc.	1986	1985-07-03	1179-85	9,25		75
Provalcid Inc.	1988	1985-08-29	2509-84	11,25	229	270
Société des pêches de Newport Inc.	2005	1985-06-01	285-85	11,238	4 324	4 404
Syndicat des producteurs caprins de la région de Québec	1989	1986-02-20	88-86	9,75	47	71
Abattoir Dubé Inc.	1996	1986-04-27	2361-85	9,75	163	183
Association coopérative des pêcheurs de Carleton	1986	1986-02-18	2411-85	9,75		271
Pomexpan Inc.	1989	1986-11-06	1348-86	9,75	125	175
Pomexper Inc.	1989	1986-11-06	1349-86	9,75	38	50
Société d'agriculture du district de Mégantic, Thetford-Mines	1996	1986-07-25	862-86	10,75	80	89
Les Serres Sagami (1987) Inc.	1993	1987-11-19	1308-87	10,25	620	
Hydro-Serre Inc.	1993	1987-10-13	1364-87	10,25	1 850	
Les Serristes Unis Inc.	1993	1988-03-07	1410-87	10,25	1 320	
Complexe Serricole Drummond Inc.	1993	1987-12-15	1611-87	10,25	887	
					<u>10 503</u>	<u>6 511</u>
					<u>10 623</u>	<u>6 661</u>

Usines laitières régionales
L.R.Q., c. A-19

(en milliers de dollars)

En vertu du chapitre A-19 des Lois refondues du Québec, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut, avec l'autorisation du Gouvernement et après avoir obtenu l'avis de la Régie des marchés agricoles du Québec:

- a) garantir au nom du gouvernement du Québec et aux conditions qu'il détermine le remboursement total ou partiel du montant en principal et en intérêts de tout prêt consenti pour les fins prévues par la loi;
- b) s'engager à verser, à titre de contribution à l'amortissement de la dette, au cours de chacune des cinq années qui suivent la date où la garantie est accordée, une somme égale à quatre pour cent du montant dont le remboursement est garanti.

Le montant total des garanties accordées ne peut excéder 32 000 000 \$.

Nom de l'entreprise	Date de l'acte de fiducie	Date d'échéance	A.C.	Taux %	1988	1987
Nutrinor, Coopérative agro-alimentaire du Saguenay-Lac-St-Jean, Chambord, Roberval	1976-06-01	1991-06-01	2896-76	10,25	800	1 000

ENGAGEMENTS FINANCIERS

(en milliers de dollars)

	Détail en page	Autorisés par le Gouver- nement(2)	Autorisés par le Ministre(3)	1988	1987 (redressés)
POUR DES PAIEMENTS DE TRANSFERT					
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital(1)					
Commissions scolaires	3-80	43 976	2 303 622	2 347 598(7)	2 280 243
Collèges d'enseignement général et professionnel	3-85	150 113	771 942	922 055(7)	885 999
Universités	3-86	743 809	217 717	961 526(7)	896 062
Établissements de santé et de services sociaux	3-87	395 853(4)	1 206 993	1 602 846(7)	1 318 474
Municipalités et organismes municipaux	3-95	2 947 891		2 947 891	2 724 059
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	3-98	97 215		97 215	83 259
		<u>4 378 857</u>	<u>4 500 274</u>	<u>8 879 131(5)</u>	<u>8 188 096</u>
Pour des dépenses en capital					
Commissions scolaires	3-80		198 092	198 092	229 785
Collèges d'enseignement général et professionnel	3-85		25 151	25 151	18 789
Établissements de santé et de services sociaux	3-87		192 506	192 506	280 543
Municipalités et organismes municipaux	3-99				
Aqueducs, égouts et autres		275 377		275 377	336 907
Assainissement des eaux		1 450 859		1 450 859	1 625 959
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes et sociétés	3-103	160 361		160 361	86 918
		<u>1 886 597</u>	<u>415 749</u>	<u>2 302 346</u>	<u>2 578 901</u>
AUTRES ENGAGEMENTS (pour engagements condition- nels de congés de maladie accumulés)				<u>347 023</u>	<u>316 252</u>
				<u>11 528 500(6)</u>	<u>11 083 249</u>

(1) Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au taux de change en vigueur au 31 mars.

(2) Autorisés par le Gouvernement et/ou le Conseil du trésor.

(3) Autorisés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science ou de l'Éducation ou de la Santé et des Services sociaux.

(4) Excluant 191 594 000 \$ (193 328 000 en 1987) pour les établissements de santé et de services sociaux à l'égard de projets complétés, dettes pour lesquelles aucune cession et aucun transport de subventions n'ont été autorisés pour en garantir le paiement.

(5) Voir l'échéancier sommaire à la page suivante.

(6) Ces engagements financiers seront liquidés à mêmes les crédits annuels autorisés par l'Assemblée nationale.

(7) Après avoir déduit le revenu du fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires 27 638 376 \$ (13 200 120 \$ en 1987), de collèges d'enseignement général et professionnel 4 178 329 \$ (1 440 360 \$ en 1987), d'universités 2 281 395 \$ (1 324 196 \$ en 1987) et d'établissements de santé et de services sociaux 4 922 188 \$ (1 591 359 \$ en 1987).

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES ENGAGEMENTS FINANCIERS
POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
au 31 mars 1988
(en milliers de dollars)**

Échéance	Commissions scolaires	Collèges d'ensei- gnement général et profes- sionnel	Universités	Établis- sements de santé et de services sociaux	Munici- palités et organismes municipaux	Sociétés d'État et divers organismes	Total
1988-1989	493 168(1)(*)	77 413(1)(*)	151 976(1)(*)	472 235(1)(*)	275 952(*)	2 192	1 472 936
1989-1990	277 959	99 734	76 074	139 122	259 914	21 941	874 744
1990-1991	207 328	97 815	82 646	139 466	535 013	12 433	1 074 701
1991-1992	243 228	195 947	84 237	110 664	207 373	5 104	846 553
1992-1993	224 211	121 108	88 092	177 501	287 557	10 615	909 084
1988--1993	1 445 894(1)(*)	592 017(1)(*)	483 025(1)(*)	1 038 988(1)(*)	1 565 809(*)	52 285	5 178 018
1993--1998	643 974	226 564	320 131	346 097	772 365	23 272	2 332 403
1998--2003	161 117	47 143	46 739	92 956	298 359	13 026	659 340
2003--2008	81 990	49 598	92 603	71 613	157 644	8 632	462 080
2008--2013	12 702	4 315	14 806	5 071	32 754		69 648
2013--2018	881	1 945	2 532	7 501	53 138		65 997
2018--2023	1 040	119	1 690	11 106	39 302		53 257
2023--2028		204		16 440	16 024		32 668
2028--2033		150		13 074	12 496		25 720
	<u>2 347 598(*)</u>	<u>922 055(*)</u>	<u>961 526(*)</u>	<u>1 602 846(*)</u>	<u>2 947 891(*)</u>	<u>97 215</u>	<u>8 879 131</u>

(*) Incluent des emprunts temporaires de 222 080 000 \$ aux commissions scolaires, de 22 598 000 \$ aux collèges d'enseignement général et professionnel, de 90 717 000 \$ aux universités, de 305 268 000 \$ aux établissements de santé et de services sociaux et de 159 077 527 \$ aux municipalités et aux organismes municipaux qui feront l'objet d'un financement à long terme lors de l'achèvement de projets en cours ou lors du refinancement de projets terminés.

(1) Après avoir déduit le revenu du fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires 27 638 376 \$, de collèges d'enseignement général et professionnel 4 178 529 \$, d'universités 2 281 395 \$ et d'établissements de santé et de services sociaux 4 922 188 \$.

NOTE: L'échéancier est déterminé selon les dates indiquées aux obligations ou billets, mais il peut arriver qu'au moment de l'échéance le montant soit refinancé modifiant l'échéancier tel que présenté plus haut.

**DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS
COMMISSIONS SCOLAIRES**

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ministre de l'Éducation.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par le ministre de l'Éducation.

Régionales et locales	A-1	A-2	Sous- total	B	1988	1987
Blainville-Deux-Montagnes	1 445	19 785	21 230	4 662	25 892	30 861
Deux-Montagnes		13 519	13 519	843	14 362	13 196
St-Eustache		13 312	13 312	1 174	14 486	14 642
Ste-Thérèse		13 805	13 805	651	14 456	14 288
Charbly	1 703	52 229	53 932	6 530	60 462	54 229
Greenfield-Park		2 045	2 045	425	2 470	2 248
Jacques-Cartier	785	7 082	7 867	3 411	11 278	10 370
Mont-Fort		7 846	7 846	199	8 045	8 037
St-Expéry		6 245	6 245	1 441	7 686	7 756
Taillon		12 071	12 071	318	12 389	12 574
Varennes		25 380	25 380	543	25 923	26 712
Châteauguay-Valley	178	5 823	6 001	325	6 326	6 645
Lac-St-Louis-de-Châteauguay		600	600	542	1 142	1 058
Ormstown		1 485	1 485		1 485	1 432
Chaudière	814	14 287	15 101	4 228	19 329	19 666
Beauceville		1 756	1 756	451	2 207	1 614
des Cèdres		2 065	2 065	557	2 622	1 949
des Érables		6 793	6 793	1 603	8 396	8 315
Langevin		2 441	2 441	453	2 894	2 713
St-Joseph		2 785	2 785	212	2 997	2 836
Chauveau	1 606	15 159	16 765	25	16 790	16 834
Ancienne-Lorette		11 308	11 308	12	11 320	11 216
La Jeune-Lorette		14 473	14 473		14 473	14 420
Montcalm		2 069	2 069	90	2 159	2 093
District of Bedford	233	7 023	7 256	53	7 309	5 992
Eastern Quebec		4 761	4 761	521	5 282	5 267
Greater Quebec				1 774	1 774	1 615
Greater Seven Islands		1 040	1 040	491	1 531	1 491
Saguenay				413	413	804
St-Maurice				1 488	1 488	406
Gaspésia Prot.		1 216	1 216	1 550	2 766	2 601
Bonaventure (anc.Baie des Chaleurs)		748	748	57	805	699
Gaspé		251	251	142	393	205
Lac-St-Jean		12 046	12 046	472	12 518	12 536
Alma		2 442	2 442	242	2 684	2 535
Belle-Rivière		2 185	2 185	44	2 229	2 105
Delisle		2 023	2 023	410	2 433	3 416
Lapointe	977	14 269	15 246		15 246	15 432
Arvida		2 361	2 361	1 150	3 511	2 518
Jonquière		4 284	4 284	1 031	5 315	5 340
Les Deux-Rives		6 031	6 031	453	6 484	6 621

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1988	1987
Louis-Fr�chettes	2 381	17 773	20 154	543	20 697	20 587
Abénakis		3 841	3 841	4	3 845	3 990
Bellechasse		2 883	2 883	2	2 885	2 692
�lan		1 664	1 664	796	2 460	2 481
Nouvelle-Beauce		3 939	3 939		3 939	3 725
Pointe-Lévis		6 357	6 357	15	6 372	6 204
Louis-Hénon	2 501	12 245	14 746	18	14 764	15 371
Dolbeau		3 133	3 133	59	3 192	3 120
La Vallière		2 453	2 453	37	2 490	2 448
Normandin		1 406	1 406	33	1 439	1 279
Roberval		3 609	3 609	154	3 763	3 695
Vallée-de-Mistassini		3 580	3 580	11	3 591	3 525
Mauricie	1 806	21 199	23 005	218	23 223	23 251
Grand-Mère		3 969	3 969	105	4 074	3 976
Haut-St-Maurice		2 078	2 078	269	2 347	1 985
Normandie		3 294	3 294	71	3 365	3 150
Shawinigan		1 194	1 194	614	1 808	1 728
Val-Mauricie		3 109	3 109	282	3 391	2 602
Meilleur	165	18 983	19 148	52	19 200	18 988
Granby		7 090	7 090	562	7 652	6 545
Provençal		4 359	4 359	133	4 492	4 236
Waterloo		536	536	35	571	481
Pascal-Taché	134	16 633	16 767	62	16 829	16 941
La Pocatière		2 798	2 798	86	2 884	2 383
L'Islet-Sud		238	238	742	980	838
Montmagny		5 464	5 464	11	5 475	5 551
Trois-Saumons		1 583	1 583	60	1 643	1 585
Péninsule	1 481	12 800	14 281	51	14 332	14 584
Anses		367	367	289	656	504
Forillon		1 325	1 325	91	1 416	1 157
Grande-Hermine		3 113	3 113	139	3 252	3 306
Rocher-Percé		3 231	3 231	63	3 294	3 219
Proven�er	1 131	7 588	8 719		8 719	8 697
Lac-St-Pierre		1 802	1 802		1 802	1 733
Les Becquets		995	995	115	1 110	1 073
Port-Royal		4 002	4 002	69	4 071	4 030
South Shore Prot.	398	7 636	8 034	699	8 733	8 581
Richelieu-Valley		1 301	1 301	81	1 382	1 325
St-Lawrence Prot.		4 757	4 757	139	4 896	4 874
South Central		1 674	1 674	156	1 830	1 740
Tardivel	172	8 160	8 332	46	8 378	8 462
Grand-Bois		2 413	2 413	48	2 461	2 390
Mgr-Vachon		2 912	2 912		2 912	2 779
Portneuf		1 410	1 410	27	1 437	1 212
Vaudreuil-Soulanges	95	19 724	19 819		19 819	18 941
Ile-Perrot		5 345	5 345	184	5 529	5 432
Soulanges		2 235	2 235	31	2 266	1 486
Vaudreuil		1 992	1 992	666	2 658	2 552

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1988	1987
Vieilles-Forges	495	15 109	15 604	4 087	19 691	19 860
Cap-de-la-Madeleine		6 745	6 745	1 192	7 937	7 799
Chavigny		9 726	9 726	1 436	11 162	9 572
des Chenaux		914	914	68	982	888
Grandpré		2 316	2 316	92	2 408	2 362
Trois-Rivières		2 558	2 558	879	3 437	2 910
Western Quebec Prot.	107	5 789	5 896	56	5 952	6 099
Greater Hull		4 723	4 723	264	4 987	4 760
North Western Quebec		261	261		261	220
Pontiac		1 207	1 207	145	1 352	1 104
Yamaska	729	19 769	20 498	168	20 666	20 964
Argile-Bleu		14 979	14 979	9	14 988	14 938
St-Hyacinthe		7 284	7 284	181	7 465	7 471
Val-Monts		3 232	3 232	960	4 192	3 298
Intégrées						
Abitibi	283	10 346	10 629		10 629	10 846
Asbesterie		7 247	7 247	717	7 964	7 542
Aylmer	2 929	31 007	33 936		33 936	37 725
Baie-des-Chaleurs		3 572	3 572	8	3 580	3 788
Baie-des-Ha!Ha!		6 128	6 128	394	6 522	6 301
Barraute-Semeterre	376	5 316	5 692	394	6 086	6 024
Beauport	143	24 656	24 799		24 799	24 795
Bersimis		4 090	4 090	32	4 122	3 994
Berthier-Nord-Joli		16 742	16 742	415	17 157	17 003
Black-Lake-Disraëli	104	4 978	5 082	441	5 523	5 632
Brossard		21 141	21 141		21 141	21 171
Chapais-Chibougamou		5 570	5 570	8	5 578	5 023
Charlesbourg	306	7 784	8 090		8 090	6 945
Châteauguay	429	11 906	12 335	39	12 374	12 597
Chicoutimi	1 500	17 658	19 158	236	19 394	19 044
Chomedey-de-Laval	1 071	22 805	23 876	897	24 773	24 443
Chutes-de-la-Chaudière		27 846	27 846	168	28 014	28 427
Chutes-Montmorency		7 764	7 764	233	7 997	7 854
Coaticook		1 730	1 730	468	2 198	2 541
Commission des écoles catholiques de Québec		41 569	41 569	764	42 333	41 381
Côte-de-Beaupré		5 762	5 762	72	5 834	5 846
Crie		1 945	1 945		1 945	1 533
Davignon	155	7 021	7 176	526	7 702	6 028
Des Basques		1 245	1 245		1 245	1 164
Des Cascades-L'Achigan		12 048	12 048	65	12 113	12 146
Des Chênes	193	23 395	23 588	1 242	24 830	24 565
Des Découvreurs		42 483	42 483	1 547	44 030	42 951
Des Draveurs		36 083	36 083	13 693	49 776	35 842
Des Frontières		458	458	32	490	370
Des Îles	89	5 464	5 553	904	6 457	6 506
Des Îlets		29 304	29 304	1 276	30 580	30 142
Des Montagnes		1 516	1 516	59	1 575	1 452
Des Rivières		3 291	3 291	243	3 534	2 616
Du Gouffre	1 021	5 652	6 673	333	7 006	6 839
Eastern Township	337	9 183	9 520	87	9 607	9 649
Fermont		3 293	3 293		3 293	3 075
Harricana		32 622	32 622	561	33 183	33 312
Haute-Gatineau		5 430	5 430		5 430	5 321

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1988	1987
Huntingdon		6 123	6 123	42	6 165	6 120
Iberville		5 838	5 838	175	6 013	5 719
Industrie	335	19 993	20 328	1 222	21 550	20 814
Jean Chapeis		2 815	2 815		2 815	2 461
Jean-Rivard		4 026	4 026	286	4 312	4 286
Kativik		900	900	2 227	3 127	5 656
Lac-Mégantic	1 341	3 367	4 708	49	4 757	4 054
Lac-Témiscamingue		16 393	16 393	188	16 581	16 504
La Mitis	264	17 774	18 038	636	18 674	18 522
La Neigette	353	16 252	16 605		16 605	13 930
La Sapinière	149	1 994	2 143	335	2 478	1 874
La Tourelle	379	5 112	5 491	177	5 668	5 716
Laure-Conan		7 137	7 137	65	7 202	7 000
Laurentian	88	5 931	6 019	521	6 540	6 469
des Laurentides	164	10 748	10 912	355	11 267	10 782
Laurenval	293	25 557	25 850		25 850	26 207
Le Gardeur	241	37 866	38 107	2 192	40 299	31 667
Le Goéland	373	32 885	33 258		33 258	32 967
Les Écotes	348	12 239	12 587	47	12 634	12 701
du Littoral		754	754	652	1 406	1 474
du Long-Sault		7 119	7 119	128	7 247	7 073
Lotbinière	382	10 367	10 749	262	11 011	9 983
Magog		7 200	7 200	81	7 281	7 108
Malartic	670	1 950	2 620	23	2 643	2 532
Manicouagan	122	30 254	30 376	231	30 607	30 918
des Manoirs		37 821	37 821	3 578	41 399	38 461
Marieville		4 359	4 359	235	4 594	4 161
Matane	240	15 352	15 592	585	16 177	16 223
Miguasha	750	14 119	14 869		14 869	14 803
des Mille-Îles	382	26 638	27 020	727	27 747	27 663
Moissons		10 390	10 390	108	10 498	10 329
Morilac		10 418	10 418	1 511	11 929	10 939
Moyenne-Côte-Nord	983	3 299	4 282	4	4 286	4 078
Nouveau-Québec		6 740	6 740	11	6 751	6 391
Outaouais-Hull	559	15 293	15 852	645	16 497	15 707
Pierre-Neveu	255	10 710	10 965		10 965	10 882
Pontiac		1 474	1 474	1 795	3 269	2 961
Portage-du-Fort				39	39	35
Port-Cartier		10 645	10 645	1 046	11 691	11 598
Prince-Daveluy	123	4 780	4 903	101	5 004	5 026
Quévillon	1 223	1 155	2 378	469	2 847	2 895
Rivière-du-Loup	1 160	36 573	37 733	719	38 452	39 119
Rouyn-Noranda	503	11 091	11 594	2 428	14 022	13 907
St-Jean-sur-Richelieu	317	31 621	31 938		31 938	30 760
St-Jérôme	340	22 517	22 857	1 398	24 255	22 505
Seigneurie	817	4 867	5 684	522	6 206	5 903
Sept-Îles		31 852	31 852	222	32 074	32 249
Sherbrooke (catholique)	85	71 393	71 478	1 867	73 345	72 278
Sorel		15 328	15 328		15 328	14 410
Tadoussac		837	837	155	992	671
Témiscouata		3 978	3 978	35	4 013	3 944
Thetford-Mines		11 727	11 727	175	11 902	11 615
Tracy	119	1 372	1 491	1 749	3 240	3 288
Val-d'or		10 717	10 717		10 717	10 705
Valin		14 435	14 435	78	14 513	13 580
Vallée-de-la-Lièvre	369	8 044	8 413	128	8 541	8 281
Vallée-de-la-Matapédia	285	7 745	8 030	89	8 119	8 332

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1988	1987
Valleyfield	647	9 696	10 343	138	10 481	10 296
Victoriaville		22 149	22 149	132	22 281	22 129
Warwick	48	1 952	2 000	737	2 737	2 120
Non régionalisées						
Baie-Comeau		120	120	12	132	108
Laurentienne				300	300	203
Conseil Scolaire Ile-de-Montréal	997	383 562	384 559	84 215	468 774	480 737
	43 976	2 331 260	2 375 236	198 092	2 573 328	2 523 228
Moins: le revenu du fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commis- sions scolaires		27 638	27 638		27 638	13 200
	<u>43 976</u>	<u>2 303 622</u>	<u>2 347 598</u>	<u>198 092</u>	<u>2 545 690</u>	<u>2 510 028</u>

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

	A-1	A-2	Sous- total	B	1988	1987
Abitibi-Témiscamingue	1 320	14 441	15 761	649	16 410	15 280
Ahuntsic, Montréal	5 000	28 803	33 803	455	34 258	35 251
Alma	287	6 529	6 816		6 816	6 885
André-Laurendeau, LaSalle		29 978	29 978	78	30 056	30 130
Baie-Comeau	1 000	7 707	8 707	678	9 385	9 406
Bois-de-Boulogne, Montréal	2 250	9 357	11 607	122	11 729	11 462
Chaplain (Régional), Sherbrooke	600	19 932	20 532	703	21 235	16 947
Chicoutimi	3 219	21 539	24 758	797	25 555	25 023
Dawson, Montréal	18 475	29 052	47 527	5 388	52 915	36 543
Drummondville		17 522	17 522	25	17 547	18 565
Édouard-Montpetit, Longueuil	6 672	32 494	39 166	1 991	41 157	39 847
François-Xavier-Garneau, Québec	5 900	11 430	17 330	838	18 168	16 315
Gaspésie et des Îles, Gaspé	805	20 980	21 785	528	22 313	20 942
Granby	121	5 515	5 636	593	6 229	5 947
John-Abbott, Ste-Anne-de-Bellevue	13 525	26 345	39 870	461	40 331	37 614
Joliette de Lanaudière	3 475	7 604	11 079	98	11 177	10 471
Jonquière	3 185	19 014	22 199	1 687	23 886	22 662
La Pocatière	5 542	8 228	13 770	218	13 988	15 018
Lévis-Lauzon, Lauzon		25 006	25 006	165	25 171	24 378
Limoulu, Québec	20	29 132	29 152	1 513	30 665	30 022
Lionel-Groulx, Ste-Thérèse-de-Blairville	3 621	19 767	23 388	1 750	25 138	23 064
Maisonnette, Montréal	6 107	13 550	19 657		19 657	19 209
Matane	1 000	6 353	7 353	81	7 434	6 852
Montmorency, Laval	500	20 966	21 466	753	22 219	22 196
Outaouais	1 550	24 104	25 654	1 151	26 805	22 690
Région de l'Amiante, Thetford-Mines	750	18 673	19 423	571	19 994	19 401
Rimouski	12 704	14 619	27 323	175	27 498	26 097
Rivière-du-Loup	335	11 864	12 199	41	12 240	11 649
Rosemont, Montréal	9 952	12 933	22 885	819	23 704	23 399
St-Félicien	4 427	5 897	10 324		10 324	10 200
Ste-Foy	2 318	20 765	23 083	251	23 334	22 355
St-Hyacinthe		15 284	15 284	477	15 761	15 800
St-Jean-sur-Richelieu, St-Jean	828	9 778	10 606	120	10 726	10 361
St-Jérôme	1 016	19 460	20 476		20 476	20 342
St-Laurent, Montréal	2 247	17 659	19 906	105	20 011	19 664
Sept-Îles	1 500	18 486	19 986	122	20 108	20 088
Shawinigan	500	14 020	14 520	109	14 629	14 229
Sherbrooke	5 586	22 204	27 790	41	27 831	27 042
Sorel-Tracy	200	14 701	14 901		14 901	17 590
Trois-Rivières	3 625	14 550	18 175	821	18 996	18 319
Valleyfield	3 109	15 503	18 612		18 612	17 905
Vanier, Montréal	7 686	21 687	29 373	390	29 763	28 254
Victoriaville	3 107	14 392	17 499	337	17 836	16 559
Vieux-Montréal	6 049	38 297	44 346	50	44 396	44 255
	150 113	776 120	926 233	25 151	951 384	906 228
Moins: le revenu du fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel		4 178	4 178		4 178	1 440
	150 113	771 942	922 055	25 151	947 206	904 788

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
UNIVERSITÉS

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

	A-1	A-2	1988	1987
Bishop's, Lennoxville	1 400	38	1 438	1 400
Concordia, Montréal	37 997	18 199	56 196	52 106
École des hautes études commerciales, Montréal	10 800	5 303	16 103	16 424
École polytechnique, Montréal	33 636	8 809	42 445	37 991
Laval, Ste-Foy	99 441	39 958	139 399	127 035
McGill, Montréal	108 408	27 012	135 420	128 389
Montréal	153 049	26 438	179 487	169 816
Sherbrooke	48 034	9 943	57 977	55 775
Université du Québec	251 044(*)	82 017	333 061(*)	307 126
	<u>743 809(*)</u>	<u>217 717</u>	<u>961 526(*)</u>	<u>896 062</u>

(*) Après avoir déduit le revenu du fonds d'amortissement de 2 281 395 \$ (1 879 196 \$ en 1987).

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par la ministre de la Santé et des Services sociaux.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par la ministre de la Santé et des Services sociaux.

	A-1	A-2	Sous- total	B	1988	1987
Alma: Hôtel-Dieu	1 270		1 270		1 270	1 270
Amos:						
Centre hospitalier Hôtel-Dieu d'Amos	2 050	110	2 160	18	2 178	2 165
Clair-Foyer Inc.		12	12	256	268	
Andréville: Foyer Desjardins		415	415	20	435	411
Arthabaska: Hôtel-Dieu	750	3 225	3 975		3 975	3 975
Asbestos: Centre hospitalier d'Asbestos	1 000	322	1 322	693	2 015	1 898
Baie-Comeau:						
Centre d'accueil M.A. Labrie	2 700		2 700		2 700	2 700
Centre hospitalier régional Baie-Comeau incluant les pavillons Boisvert et Le Royer	1 550	8 984	10 534	17	10 551	10 170
Conseil de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord		2 469	2 469	2 959	5 428	3 024
Baie-St-Paul: Centre hospitalier de Charlevoix		622	622	399	1 021	
Beauport:						
Centre hospitalier Robert-Giffard	3 000	15 331	18 331	658	18 989	19 222
Centre hospitalier St-Augustin						2 030
Bedford: Centre hospitalier de Bedford		2 954	2 954		2 954	3 058
Buckingham: Centre hospitalier de Buckingham	2 760		2 760		2 760	2 960
Cap-de-la-Madeleine: Foyer Père Frédéric Inc.		42	42	733	775	
Chandler: Centre hospitalier de Chandler	1 500	4 389	5 889		5 889	6 044
Charmy: Hôpital Notre-Dame de Charmy		12 516	12 516	1 080	13 596	13 659
Chicoutimi:						
Beaumont de Chicoutimi Inc.	1 155		1 155		1 155	1 155
Conseil de la santé et des services sociaux de la région du Saguenay-Lac-St-Jean		7 843	7 843	2 584	10 427	5 978
Hôpital de Chicoutimi Inc. incluant la Buanderie communautaire	8 400	5 253	13 653	730	14 383	15 687
Chicoutimi-Nord: Institut Roland-Saucier		2 788	2 788		2 788	2 839
Chisasibi-Baie-James: Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James		1 659	1 659	478	2 137	479
Coaticook: Centre hospitalier de Coaticook		1 033	1 033		1 033	1 000
Cowensville: Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins	460		460		460	490

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1988	1987
Dolbeau: Centre hospitalier de Dolbeau		1 703	1 703	1 661	3 364	1 270
Drummondville:						
Centre hospitalier Georges-Frédéric	1 000	3 082	4 082		4 082	4 156
Hôpital Ste-Croix		8 133	8 133		8 133	6 407
Farnham: Foyer Farnham Inc.		176	176	63	239	218
Forestville: C.L.S.C. Forestville		1 269	1 269	62	1 331	1 315
Gaspé:						
Centre d'accueil Le Cabestan	500		500		500	500
Hôtel-Dieu de Gaspé	3 685	2 868	6 553		6 553	6 129
Sanatorium Ross				844	844	1 540
Gatineau: Centre hospitalier de Gatineau	5 000	48 002	53 002	1 340	54 342	57 660
Granby:						
Centre hospitalier de Granby	2 500	2 968	5 468		5 468	5 570
Le Centre Butters Inc.		1 348	1 348	209	1 557	1 282
Grandes-Bergeronnes: Foyer Monseigneur Gendron Inc.		339	339	26	365	334
Grand-Mère:						
Centre hospitalier Laflèche-Grand-Mère		3 083	3 083	9	3 092	3 122
Foyer de Grand-Mère		350	350	8	358	325
Greenfield-Park: Hôpital Charles-Lemoyne	5 850	4 038	9 888	150	10 038	9 832
Havre-St-Pierre: Centre de santé St-Jean-Eudes		1 309	1 309	258	1 567	1 448
Huberdeau: Accueil Vert-Pré		309	309	2	311	300
Hull:						
Centre de réadaptation Les jeunes de l'Outaouais		486	486	530	1 016	872
Centre hospitalier régional de l'Outaouais	2 500	15 534	18 034	625	18 659	18 866
Centre local de services communautaires de Hull		1 822	1 822		1 822	1 885
Conseil de la santé et des services sociaux de l'Outaouais		7 359	7 359	4 819	12 178	5 148
Corporation hôpital Pierre-Janet	2 400		2 400		2 400	2 400
Hôpital de la Piéta	1 000	2 663	3 663		3 663	3 760
Iberville: Résidence Champagnat-d'Iberville Inc.	2 150		2 150		2 150	2 150
Joliette:						
Centre d'accueil St-Eusèbe		1 911	1 911	828	2 739	
Centre hospitalier régional de Lanaudière	12 330	16 190	28 520	1 043	29 563	35 928
Jonquière: Centre hospitalier de Jonquière	400	1 884	2 284	1 216	3 500	3 445
Kuujuaq: Centre hospitalier de l'Ungava		9 722	9 722	437	10 159	10 426

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1988	1987
La Baie: Hôpital de la Baie-des-Ha!Ha! Inc.	950	1 092	2 042		2 042	2 081
Lachine: Centre hospitalier de Lachine		286	286	1 467	1 753	
L'Annonciation: Centre hospitalier des Laurentides		100	100	1 130	1 230	
LaSalle: Hôpital Général Lasalle	550	8 388	8 938	325	9 263	10 683
La Sarre: Centre hospitalier St-François-d'Assise		1 139	1 139	2	1 141	1 049
La Tuque: Hôpital St-Joseph de La Tuque	1 300		1 300		1 300	1 300
Laurier-Station: Centre local de services communautaires Arthur-Caux		1 148	1 148		1 148	1 189
Laval:						
Cité de la Santé de Laval	2 200	12 440	14 640		14 640	15 016
Hôpital juif de réadaptation		67	67	935	1 002	
Laval-des-Rapides: Centre d'accueil Cartier		741	741	50	791	740
Les Escoumins: Centre de santé de la Haute Côte-Nord		4 216	4 216	26	4 242	3 946
Lévis: Hôtel-Dieu de Lévis	1 635	7 281	8 916	1 644	10 560	9 454
Longueuil:						
Centre d'accueil Le Manoir Trinité		2 354	2 354	115	2 469	2 548
Centre hospitalier Pierre-Boucher	7 118	40 201	47 319	475	47 794	49 316
Conseil de la santé et des services sociaux de la région de la Montérégie		23 353	23 353	4 919	28 272	14 755
Institut Nazareth et Louis-Braille		294	294	3	297	297
Louiseville: Centre d'accueil de Louiseville		454	454		454	454
Loudes-de-Blanc-Sablon: Centre de santé de la Basse Côte Nord	450		450		450	450
Maniwaki: Centre hospitalier de Maniwaki		811	811	212	1 023	1 001
Maria: Centre hospitalier Baie des Chaleurs	3 000	2 700	5 700		5 700	5 800
Matagami: Centre de santé Isle-Dieu	1 000		1 000		1 000	1 000
Matane:						
Centre hospitalier de Matane		3 593	3 593	4 718	8 311	3 065
C.L.S.C. de Matane		456	456	9	465	412
Mont-Joli: Hôpital de Mont-Joli Inc.		364	364	777	1 141	1 021
Mont-Laurier: Hôpital Notre-Dame de Ste-Croix	2 000	1 680	3 680		3 680	5 427
Montmagny:						
Foyer d'Youville		117	117	1 939	2 056	
Hôtel-Dieu de Montmagny	2 625	1 963	4 588	727	5 315	3 646

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1988	1987
Montréal:						
Boscoville		1 002	1 002	139	1 141	1 099
Centre d'accueil Charlevoix		11	11	1 057	1 068	1 068
Centre d'accueil de la Cité des Prairies	2 000	612	2 612	86	2 698	2 871
Centre d'accueil Mont St-Antoine		1 818	1 818		1 818	1 652
Centre de réadaptation Lucie-Bruneau		618	618	1 220	1 838	1 963
Centre de santé St-Henri Inc.	1 400	2 500	3 900		3 900	3 900
Centre hospitalier Côte-des-Neiges		5 845	5 845	1 020	6 865	6 259
Centre hospitalier Fleury		8 767	8 767	1 374	10 141	11 688
Centre hospitalier Jacques-Viger	3 000	4 168	7 168	23	7 191	6 951
Centre hospitalier J. Henri-Charbonneau	400	2 858	3 258		3 258	3 299
Centre hospitalier gériatrique Maimonidès		5 346	5 346	1 047	6 393	5 251
Centre hospitalier Neurologique		2 464	2 464	2 329	4 793	3 221
Centre hospitalier St. Mary's	2 200	3 926	6 126	23	6 149	6 278
Centre hospitalier thoracique de Montréal		1 188	1 188	73	1 261	1 105
Centre local de services communautaires Rivière-des-Prairies		319	319	677	996	
Centre local de services communautaires St-Henri		2 325	2 325	109	2 434	2 159
Centre local de services communautaires St-Louis du Parc		2 543	2 543	10	2 553	2 911
Centre Maronniers	5 500		5 500		5 500	5 500
Conseil de la santé et des services sociaux de Montréal Métropolitain	7 025	84 632	91 657	18 935	110 592	64 187
Corporation de l'Hôpital St-Charles Borromée Dorval Montréal		6 349	6 349	952	7 301	6 525
École Mont St-Antoine Inc.		1 025	1 025	142	1 167	422
Hôpital Chinois de Montréal		3 346	3 346		3 346	3 356
Hôpital Général de Montréal	1 000	11 450	12 450	96	12 546	12 265
Hôpital Général Juif	4 984	1 707	6 691	1 267	7 958	7 036
Hôpital Jean-Talon	6 260	6 427	12 687	1 273	13 960	14 014
Hôpital Louis H.-Lafontaine		4 619	4 619	328	4 947	4 596
Hôpital Maisonneuve-Rosemont	1 000	6 373	7 373	450	7 823	11 256
Hôpital Marie-Clarac		1 740	1 740		1 740	1 800
Hôpital Marie-Enfant		66	66	1 236	1 302	
Hôpital de Montréal pour enfants	1 500	2 271	3 771	67	3 838	3 729
Hôpital neurologique de Montréal		19	19		19	
Hôpital Notre-Dame	7 350	14 698	22 048	2 846	24 894	20 896
Hôpital Notre-Dame-de-la-Merci Inc.	1 000		1 000		1 000	1 000
Hôpital Reddy Memorial	1 967	14	1 981	986	2 967	2 013
Hôpital Rivière-des-Prairies		227	227	2 284	2 511	2 483
Hôpital Royal Victoria		4 007	4 007	147	4 154	8 377
Hôpital du Sacré-Coeur	2 856	14 465	17 321	2 701	20 022	19 474
Hôpital Ste-Jeanne-d'Arc de Montréal	3 000	1 325	4 325		4 325	4 398
Hôpital Ste-Justine	6 732	14 877	21 609	1 610	23 219	30 276
Hôpital St-Luc	1 000	7 683	8 683	1 973	10 656	8 277
Hôpital St-Michel	1 500	68	1 568	3 932	5 500	1 500
Hôpital Santa Cabrini		4	4	1 718	1 722	510
Hôtel-Dieu de Montréal		11 335	11 335	466	11 801	11 165
Institut Canadien-Polonais du Bien-Être Inc.		1 924	1 924		1 924	1 990
Institut de cardiologie de Montréal		6 873	6 873	1 275	8 148	8 859
Institut Philippe-Pinel	4 050	1 944	5 994		5 994	6 066
L'Hôpital Général Juif Sir Mortimer B. Davis		4	4		4	
Manoir de l'Âge d'Or		89	89	1 650	1 739	1 729
Résidence Christophe-Colomb		3 250	3 250		3 250	3 137
Résidence Jean-de-la-Lande		7 516	7 516	1 128	8 644	7 789
Villa Notre-Dame-de-Grâce	152	657	809	118	927	195

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1988	1987
Noranda: Centre hospitalier Rouyn-Noranda incluant le Pavillon Youville	7 675	7 729	15 404	1 177	16 581	15 707
Pierrefonds:						
Centre Ste-Hélène	563		563		563	619
Centre Rose-Virginie-Pelletier		1 460	1 460	212	1 672	1 530
Plessisville: Centre local de services communautaires de l'Érable	2 650		2 650		2 650	2 650
Pointe-Claire: Hôpital Général du Lakeshore	1 000	970	1 970	46	2 016	2 290
Povungnituk: Centre hospitalier Baie-d'Hudson		12 100	12 100	1 861	13 961	14 976
Québec:						
Centre d'accueil St-Antoine et Le Faubourg	500		500		500	500
Clinique Roy-Rousseau		951	951	75	1 026	1 000
Corporation d'hébergement du Québec	149 588	218 331	367 919	5 000	372 919	355 258
Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Québec		50 827	50 827	6 741	57 568	28 701
Hôpital de l'Enfant-Jésus	2 030	14 789	16 819	5 531	22 350	16 051
Hôpital Général de Québec		1 787	1 787	646	2 433	2 114
Hôpital St-François-d'Assise	3 800	13 210	17 010	928	17 938	16 862
Hôpital St-Sacrement		5 159	5 159	787	5 946	3 878
L'Hôtel-Dieu de Québec	1 000	8 406	9 406	515	9 921	8 838
L'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus de Québec		1 021	1 021	7 505	8 526	
Pavillon St-Charles de Limoilou		1 559	1 559	23	1 582	1 417
Repentigny: Centre hospitalier Le Gardeur	13 335	22 885	36 220	857	37 077	38 199
Rimouski:						
Centre hospitalier régional de Rimouski		6 843	6 843	2 008	8 851	6 068
Conseil de la santé et des services sociaux de la région du Bas St-Laurent et de la Gaspésie		7 292	7 292	1 445	8 737	5 552
Rivière-au-Renard: Centre local de services communautaires Val-Rosiers	1 515		1 515		1 515	1 515
Rivière-des-Prairies: Centre local de services communautaires		1 875	1 875		1 875	2 603
Rivière-du-Loup: Centre hospitalier régional du Grand Portage	4 800		4 800		4 800	4 800
Rivière-Québec: Centre d'accueil Thérèse-Martin	96	377	473		473	640
Roberval: Hôtel-Dieu de Roberval		3 410	3 410		3 410	3 410
Rouyn: Conseil de la santé et des services sociaux de la région de l'Abitibi-Témiscamingue		6 270	6 270	1 370	7 640	3 297
Ste-Agathe-des-Monts: Centre hospitalier Laurentien		458	458	4 451	4 909	4 071
Ste-Agathe-Sud: Hôpital Mont Sinai		1 914	1 914		1 914	1 982
St-Alexandre: Foyer Villa Maria Inc.		449	449	9	458	424

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1988	1987
St-André-Avellin: Centre d'accueil La Petite Nation	1 800		1 800		1 800	1 800
Ste-Anne-des-Monts: Corporation de l'Hôpital des Monts	3 615		3 615		3 615	3 615
Ste-Claire: Villa Prévost		431	431		431	527
St-Damien-de-Buckland: Centre d'accueil Pavillon des Jeunes	109		109		109	328
St-Éleuthère: Centre local de services communautaires des Frontières	2 150		2 150		2 150	2 150
St-Eustache: Centre hospitalier St-Eustache		1 866	1 866		1 866	1 933
St-Ferdinand: Hôpital St-Julien incluant le Centre d'accueil Maison du Sacré-Coeur		2 741	2 741	684	3 425	3 602
Ste-Foy:						
Centre Cardinal-Villeneuve Inc.	300	28	328	965	1 293	325
Centre hospitalier de l'Université Laval	1 300	17 225	18 525	3 168	21 693	18 271
Hôpital Laval (1975)		11 161	11 161	368	11 529	14 035
St-Georges-Ouest: Centre hospitalier régional de la Beauce (incluant les pavillons Notre-Dame et St-Joseph)		4 717	4 717	586	5 303	5 364
Ste-Genmaine-du-Lac-Échemin: Sanatorium Bégin		1 321	1 321		1 321	1 203
St-Hyacinthe:						
Centre hospitalier Honoré-Mercier Inc.	5 540	5 340	10 880		10 880	11 068
Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe		2 998	2 998	2 288	5 286	3 014
Les Pavillons Bois-Joly		383	383	24	407	398
St-Jacques: Les C.A. Montcalm		20	20	327	347	346
St-Jean: Hôpital du Haut-Richelieu	1 390	11 543	12 933	1 165	14 098	13 094
St-Jean-Port-Joli: Centre local de services communautaires des Trois-Saumons	1 600		1 600		1 600	1 600
St-Jérôme (Terrebonne):						
Conseil de la santé et des services sociaux Laurentides-Lanaudière		11 177	11 177	2 132	13 309	7 337
Hôtel-Dieu de St-Jérôme		20 383	20 383	12 378	32 761	32 554
St-Laurent: Centre hospitalier de St-Laurent		2 348	2 348	1 638	3 986	2 368
Ste-Marguerite-du-Lac-Masson: Manoir Pointe-Bleue (1978)	500	962	1 462		1 462	1 496
Ste-Marie: Centre d'accueil Notre-Dame-de-la-Protection		553	553	3	556	506
St-Raymond: Centre hospitalier Portneuf		1 500	1 500		1 500	1 500

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1988	1987
Ste-Rose de Laval: Centre local de services communautaires		2 269	2 269		2 269	1 920
St-Tite-des-Caps: Centre d'accueil St-Tite-des-Caps	37		37		37	111
Sept-Iles:						
Corporation de l'Hôpital de Sept-Iles	1 575	17 382	18 957	2 633	21 590	21 955
Pavillon des Iles		178	178	199	377	
Shawinigan-Sud:						
Centre d'Accueil de Shawinigan-Sud Inc.		336	336	19	355	350
Hôpital régional de la Mauricie	1 200	6 693	7 893		7 893	8 049
Shawville: L'Hôpital communautaire du Pontiac Inc.		1 459	1 459	258	1 717	1 375
Sherbrooke:						
Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	6 025	3 097	9 122	2 288	11 410	8 561
Conseil de la santé et des services sociaux de la région de l'Estrie		9 237	9 237	3 319	12 556	6 456
Corporation de l'hôpital d'Youville		2 128	2 128	1 406	3 534	1 575
Hôpital St-Vincent-de-Paul de Sherbrooke	725	2 845	3 570	4	3 574	3 680
Hôtel-Dieu de Sherbrooke	400	4 518	4 918	2 474	7 392	7 015
Le Relais St-François		416	416		416	394
Résidence de l'Estrie		634	634	100	734	705
Sorel:						
Hôtel-Dieu de Sorel		6 404	6 404		6 404	6 625
Les Ateliers Riverains		759	759	7	766	698
Témiscamingue: Centre de santé de Témiscaming		1 350	1 350		1 350	1 350
Thetford-Mines: Hôpital Général de la Région de l'Amiante Inc.	6 569	2 339	8 908		8 908	9 091
Trois-Pistoles: Centre hospitalier Trois-Pistoles		42	42	958	1 000	998
Trois-Rivières:						
Centre hospitalier Ste-Marie		1 180	1 180	1 133	2 313	2 295
Centre hospitalier St-Joseph de Trois-Rivières		4 949	4 949	2 979	7 928	4 999
Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Trois-Rivières		17 432	17 432	2 999	20 431	10 693
Foyer Joseph-Denys Inc.		320	320		320	320
Val-d'Or: Centre hospitalier St-Sauveur	5 602	1 543	7 145	14	7 159	7 114
Valleyfield:						
Centre hospitalier de Valleyfield	10 900	18 775	29 675	310	29 985	31 167
Le centre jeunesse de la Montérégie		460	460	716	1 176	
Vanier: Hôpital Christ-Roi		1 256	1 256	994	2 250	1 250
Verdun:						
Centre hospitalier de Verdun		8 834	8 834	736	9 570	9 822
Corporation de l'Hôpital Champlain de Verdun	1 100	1 446	2 546		2 546	2 598
Hôpital Douglas		8 410	8 410	342	8 752	8 315

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1988	1987
Victoriaville: Centre hospitalier des Bois-Francs		4 375	4 375		4 375	4 375
Ville-Marie: Centre de santé Ste-Famille	250	2 436	2 686		2 686	2 841
Vimont: C.L.S.C. du Marigot		1 788	1 788	5	1 793	2 143
Westmount: Centre d'accueil Horizons de la jeunesse		321	321	483	804	
Windsor: Hôpital St-Louis de Windsor Inc.		488	488	222	710	652
	<u>395 853</u>	<u>1 211 915</u>	<u>1 607 768</u>	<u>192 506</u>	<u>1 800 274</u>	<u>1 600 608</u>
Moins: le revenu du fonds d'amortissement afférent à des emprunts des établissements de santé et de services sociaux		4 922	4 922		4 922	1 591
	<u>395 853</u>	<u>1 206 993</u>	<u>1 602 846</u>	<u>192 506</u>	<u>1 795 352(*)</u>	<u>1 599 017</u>

(*) Excluant la compensation financière de 377 564 \$ (714 668 \$ en 1987) à la communauté religieuse du centre hospitalier régional de la Beauce.

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL
 DES EMPRUNTS CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL

MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX
 (en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Autres	1988	1987
Municipalités				
Montréal métropolitain				
Beaconsfield	1	158	159	165
Beauharnois	9 125		9 125	7 870
Blainville	1 250		1 250	834
Boisbriand	1 637		1 637	1 199
Bois-des-Filion	75		75	74
Boucherville	14 009		14 009	11 130
Brossard	14 462		14 462	10 839
Candiac	7 196		7 196	3 899
Chambly	5 106		5 106	1 113
Châteauguay	17 028		17 028	14 979
Côte-St-Luc		1 226	1 226	1 249
Delson	3 556		3 556	1 879
Deux-Montagnes	3 011		3 011	2 296
Dorion	5 449		5 449	4 858
Greenfield-Park	5 083		5 083	4 104
Ile-Perrot	612		612	434
La Prairie	6 368		6 368	3 513
LaSalle	1 362		1 362	163
Laval	123 624	2 290	125 914	124 576
Lemoyne	1 526		1 526	1 301
Longueuil	62 002		62 002	52 663
Lorraine	305		305	238
Maple-Grove	2 448		2 448	2 306
Marieville	2 677		2 677	2 543
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	6 373		6 373	4 756
Outremont				1 796
Pincourt	2 265		2 265	
Richelieu	765		765	212
Rosemère	475		475	388
Ste-Catherine	3 764		3 764	1 989
St-Constant	4 834		4 834	2 603
St-Eustache	1 603		1 603	1 009
St-Hubert	17 919		17 919	13 082
Ste-Julie	3 127		3 127	2 950
St-Lambert	4 989		4 989	3 909
Ste-Thérèse	2 434		2 434	1 032
Terrasse-Vaudreuil	1 142		1 142	1 031
Varenes	6 967		6 967	6 516
Vaudreuil	5 292		5 292	5 122
Vençères	1 583		1 583	520
Québec métropolitain				
Ancienne-Lorette	663		663	630
Beauport	1 636	540	2 176	783
Cap-Rouge	834		834	773
Charlesbourg	2 540	870	3 410	3 170
Charry				16
Lac-St-Charles	454		454	
Lauzon	1 673		1 673	1 163
Lévis	1 819		1 819	963
Loretteville	1 535		1 535	1 228

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL
 DES EMPRUNTS CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)

MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)
 (en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Autres	1988	1987
Québec métropolitain (suite)				
Québec	9 669	748	10 417	10 141
St-Augustin-de-Desmaures	70		70	16
Ste-Brigitte-de-Laval		211	211	214
Ste-Catherine		266	266	271
St-David-de-l'Auberivière	666		666	411
Ste-Foy	6 230		6 230	6 156
St-Nicolas		304	304	313
St-Pierre		100	100	102
St-Romuald				18
Sillery		494	494	510
Val-Bélair	455	656	1 111	1 042
Vanier	409		409	365
Diverses circonscriptions électorales				
Abitibi-Est	17 955	875	18 830	18 695
Abitibi-Ouest	105	982	1 087	1 117
Arthabaska	30 405		30 405	24 836
Beauce-Nord	28 167	222	28 389	20 389
Beauce-Sud	34 652		34 652	32 768
Beauharnois	35 033	944	35 977	32 993
Bellechasse	5 927	164	6 091	3 581
Berthier	7 086		7 086	6 343
Bonanventure	389		389	
Brome-Missisquoi	23 586	2 065	25 651	22 360
Charplain	5 098		5 098	3 229
Charlevoix	1 886	432	2 318	1 404
Chauveau	4 359		4 359	3 324
Chicoutimi	19 092		19 092	16 064
Deux-Montagnes	219		219	208
Drummond	12 092	911	13 003	10 353
Dubuc	12 299	1 095	13 394	9 431
Frontenac	31 921		31 921	30 957
Gaspé	4 920		4 920	1 881
Gatineau	2 590		2 590	1 845
Hull	921	256	1 177	609
Iberville	21 258	165	21 423	16 721
Johnson	19 944		19 944	18 367
Joliette	4 448		4 448	3 673
Jonquière	27 963		27 963	26 498
Kamouraska-Témiscouata	10 171		10 171	9 702
Labelle	27 146	125	27 271	26 126
Lac-St-Jean	41 714		41 714	39 649
L'Assomption	22 109		22 109	13 355
Lavolette	16 566		16 566	13 728
Lévis				15
Lotbinière	3 087	173	3 260	1 936
Maskinongé	2 441		2 441	805
Matane	12 664		12 664	12 454
Matapédia	9 545	616	10 161	9 222
Mégantic-Compton	11 219		11 219	11 036
Montagny-L'Islet	2 136	187	2 323	1 815
Nicolet	3 236		3 236	2 390
Orford	29 501	3 010	32 511	30 723
Papineau	3 764		3 764	3 665
Pontiac	2 588		2 588	2 357

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)

MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)
 (en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Autres	1988	1987
Diverses circonscriptions électorales (suite)				
Portneuf	10 142	169	10 311	9 006
Prévost	1 755	3 360	5 115	1 593
Richelieu	10 227		10 227	3 171
Richmond	15 502		15 502	11 561
Rimouski	33 330		33 330	26 786
Rivière-du-Loup	12 045		12 045	11 235
Roberval	31 923		31 923	29 984
Rousseau	17 332	455	17 787	14 508
Rouyn-Noranda-Témiscamingue	12 449	1 574	14 023	8 035
Saguenay	1 310		1 310	951
Shefford	33 626	1 354	34 980	32 978
Sherbrooke	17 342		17 342	12 873
St-François	8 613		8 613	7 349
St-Hyacinthe	43 356		43 356	40 934
St-Jean	259		259	286
St-Maurice	667		667	670
Terrebonne	882		882	466
Trois-Rivières	12 471	3 890	16 361	7 930
Ungava	6 191		6 191	5 963
Vaudreuil-Soulanges	2 995		2 995	2 272
Verchères	3 430		3 430	2 903
	1 206 146	30 887	1 237 033	1 047 483
Moins: montant inscrit au passif -- " Provision pour financer l'assainissement des eaux "	14 006		14 006	7 149
	1 192 140	30 887	1 223 027	1 040 334
Organismes municipaux				
Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais		11 964	11 964	12 838
Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec		45 114	45 114	44 693
Communauté régionale de l'Outaouais	63 835		63 835	64 627
Communauté urbaine de Montréal	580 689	830 566	1 411 255	1 352 998
Communauté urbaine de Québec	51 054		51 054	52 358
Corporation intermunicipale de transports de la Rive-Sud de Québec		6 052	6 052	7 065
Corporation intermunicipale de transports des Forges		4 652	4 652	5 245
Corporation intermunicipale de transports du Saguenay		5 675	5 675	6 242
Corporation métropolitaine de transports de Sherbrooke		6 703	6 703	8 068
Régie intermunicipale de transports en commun du centre de la Mauricie		577	577	656
Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal		88 292	88 292	97 766
Société de transport de la Rive-Sud de Montréal		16 091	16 091	16 514
Société de transport de Ville de Laval		13 600	13 600	14 655
	695 578	1 029 286	1 724 864	1 683 725
	1 887 718	1 060 173	2 947 891	2 724 059

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL
 DES EMPRUNTS CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)

ENTREPRISES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT ET DIVERS AUTRES ORGANISMES
 (en milliers de dollars)

	1988	1987
Entreprises et organismes du Gouvernement		
Musée du Québec	3 650	3 850
Radio-Québec	3 125	3 675
Société de la Place des Arts de Montréal	53 965	35 679
Société du Grand Théâtre de Québec	3 950	3 950
Société québécoise d'assainissement des eaux	27 630 (*)	30 543
	<u>92 320</u>	<u>77 697</u>
Divers autres organismes	4 895	5 562
	<u>97 215</u>	<u>83 259</u>

(*) Après avoir déduit un montant de 12 299 960 \$ inscrit au passif -- " Provision pour financer l'assainissement des eaux ".

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1988	1987
Municipalités				
Montréal métropolitain				
Beaconsfield	150		150	
Beauharnois				284
Beloeil		97	97	186
Blainville	6 432		6 432	6 893
Boisbriand	8 645	45	8 690	888
Bois-des-Filion	2 928		2 928	2 995
Boucherville	19 524	211	19 735	22 710
Brossard	17 615	168	17 783	21 352
Candiac	4 583		4 583	9 508
Carignan		156	156	167
Chambly	6 620		6 620	9 429
Châteauguay	9 318		9 318	10 997
Delson	2 320	103	2 423	5 104
Deux-Montagnes	995		995	1 601
Dorion	427		427	764
Greenfield-Park	6 656	78	6 734	7 670
Île-Perrot	3 161		3 161	3 031
Lachenaie	262	115	377	163
Lachine		120	120	495
La Prairie	4 234		4 234	8 418
LaSalle	1 203	6 576	7 779	2 133
Laval	54 865		54 865	61 541
Le Gardeur				1 602
Lemoyne	1 253		1 253	
L'Épiphanie, ville		518	518	534
Longueuil	58 546	6 278	64 824	75 371
Lorraine	3 006	53	3 059	3 176
Maple-Grove	388		388	1 097
Marieville	2 130		2 130	2 434
Mascouche	298		298	
Montréal		18 512	18 512	26 150
Mont-St-Hilaire		43	43	43
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	1 128	973	2 101	4 074
Outremont				208
Pincourt	1 791	455	2 246	3 029
Pointe-Calumet		2 076	2 076	2 356
Richelieu	1 593		1 593	1 862
Rosmère	3 919	22	3 941	4 012
St-Anable		3 927	3 927	4 256
Ste-Anne-de-Bellevue				118
St-Basile-le-Grand		42	42	41
St-Catherine	2 565		2 565	5 228
St-Constant	3 415		3 415	6 714
St-Eustache	7 426		7 426	8 324
St-Hubert	29 330	846	30 176	34 997
St-Julie	1 085	1 121	2 206	1 757
St-Lambert	6 796	291	7 087	8 303
St-Mathieu-de-Beloeil		182	182	221
St-Raphaël-de-l'Île-Bizard		60	60	
Ste-Thérèse	11 178	103	11 281	13 081
Terrasse-Vaudreuil	537	134	671	650
Terrebonne	329		329	387
Varenes	380	1 072	1 452	1 949

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1988	1987
Montréal métropolitain (suite)				
Vaudreuil	309		309	593
Vaudreuil-sur-le-Lac		413	413	481
Verchères	3 982		3 982	5 273
Verdun				517
Québec métropolitain				
Ancienne-Lorette	647		647	1 088
Beauport	2 677	82	2 759	3 812
Cap-Rouge	859		859	1 089
Charlesbourg	2 075	1 135	3 210	3 433
Charmy	371		371	107
Lac-St-Charles	537	1 601	2 138	2 742
Lauzon	12 349	172	12 521	13 424
Lévis	12 700	237	12 937	13 926
Loretteville	1 297		1 297	1 622
Québec	1 237	2 464	3 701	10 540
St-Augustin-de-Desmaures	1 052	503	1 555	1 305
St-Brigitte-de-Laval	108		108	
St-David-de-L'Auberivière	4 131	56	4 187	4 598
St-Dunstan-du-Lac-Beauport	38	273	311	265
St-Émile	116		116	
St-Foy	5 132	250	5 382	6 080
St-Nicolas	185	68	253	97
St-Romuald	494		494	237
Sillery		440	440	572
Val-Bélair	154		154	25
Vanier	979		979	238
Diverses circonscriptions électorales				
Abitibi-Est	700	628	1 328	1 571
Abitibi-Ouest	685	1 399	2 084	605
Argenteuil	260	1 353	1 613	1 929
Arthabaska	8 275	1 112	9 387	12 094
Beauce-Nord	11 039	11 030	22 069	26 633
Beauce-Sud	4 303	2 854	7 157	8 734
Beauharnois	10 303	2 431	12 734	12 014
Bellechasse	920	6 007	6 927	8 873
Berthier	4 605	2 342	6 947	8 320
Bonaventure	9 967	1 098	11 065	4 070
Brome-Missisquoi	5 024	4 860	9 884	14 518
Champlain	12 551	694	13 245	13 337
Chapleau		3 551	3 551	907
Charlevoix	2 631	676	3 307	3 328
Châteauguay		897	897	862
Chauveau	711		711	1 531
Chicoutimi	10 423	1 008	11 431	14 424
Deux-Montagnes	132	355	487	389
Drummond	43 776	3 338	47 114	50 643
Dubuc	8 494	423	8 917	11 950
Duplessis	917	1 740	2 657	2 701
Frontenac	3 817	3 607	7 424	7 302
Gaspé	9 467	7 459	16 926	18 358

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1988	1987
Diverses circonscriptions électorales (suite)				
Gatineau	8 960	75	9 035	10 121
Hull	1 054	60	1 114	2 028
Huntingdon	282	1 297	1 579	1 632
Iberville	6 812	2 320	9 132	11 057
Îles-de-la-Madeleine	89	30	119	85
Johnson	3 495	1 482	4 977	6 547
Joliette	30 838	3 817	34 655	36 006
Jonquière	2 674		2 674	4 409
Kamouraska-Témiscouata	5 470	5 428	10 898	10 298
Labelle	2 371	1 541	3 912	6 585
Lac-St-Jean	3 077	865	3 942	5 805
Laporte				47
L'Assomption	18 768	157	18 925	24 682
Laviolette	8 784	1 043	9 827	11 594
Lévis	369	3 147	3 516	2 294
Lotbinière	1 061	5 277	6 338	7 180
Maskinongé	14 279	307	14 586	16 297
Matane	1 158	2 228	3 386	2 397
Matapédia	2 987	804	3 791	4 351
Mégantic-Compton	5 030	1 036	6 066	6 499
Montmagny-L'Islet	440	5 750	6 190	7 836
Montmorency		723	723	845
Nicolet	1 254	1 752	3 006	3 986
Orford	6 790	10 582	17 372	13 801
Papineau	243	651	894	866
Pontiac	374	247	621	693
Portneuf	4 000	5 992	9 992	11 352
Prévost	2 506	867	3 373	7 082
Richelieu	44 089	1 664	45 753	50 430
Richmond	3 272	2 647	5 919	7 968
Rimouski	14 113	774	14 887	6 048
Rivière-du-Loup	7 422	5 488	12 910	14 575
Roberval	5 002	1 932	6 934	9 879
Rousseau	5 409	2 084	7 493	10 008
Rouyn-Noranda-Témiscamingue	6 218	4 132	10 350	10 880
Saguenay	23 468	1 336	24 804	25 475
Shefford	6 373	447	6 820	7 623
Sherbrooke	21 769	982	22 751	32 141
St-François	6 487	1 087	7 574	10 116
St-Hyacinthe	8 239	2 165	10 404	11 497
St-Jean	3 327	620	3 947	1 480
St-Maurice	2 576	541	3 117	2 774
Taillon		1 076	1 076	
Terrebonne	266	881	1 147	1 163
Trois-Rivières	35 796	437	36 233	42 059
Ungava	2 187	24 364	26 551	27 578
Vaudreuil-Soulanges	1 918	1 238	3 156	1 630
Verchères	188	2 479	2 667	3 489
	818 744	224 785	1 043 529	1 178 648

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1988	1987
Organismes municipaux				
Aqueduc intermunicipal du Bas-Richelieu				21
Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais				
Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec		2 878	2 878	8 716
Commission intermunicipale de transport de la Rive-Sud de Québec				
Communauté régionale de l'Outaouais	130		130	130
Communauté urbaine de Montréal	435 095	26 646	461 741	556 132
Communauté urbaine de Québec	196 890		196 890	196 890
Corporation intermunicipale de transport du Saguenay		3 547	3 547	1 249
Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal				
Société de transport de la Rive-Sud de Montréal		9 863	9 863	20 143
Société de transport de Ville de Laval		7 658	7 658	937
	632 115	50 592	682 707	784 218
	<u>1 450 859</u>	<u>275 377</u>	<u>1 726 236</u>	<u>1 962 866</u>

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 ENTREPRISES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET DIVERS AUTRES ORGANISMES

(en milliers de dollars)

	1988	1987
Entreprises et organismes du Gouvernement du Québec		
Musée d'Art contemporain de Montréal	300	
Musée de la Civilisation	42 404	
Musée du Québec	21 200	
Société de la Place des Arts de Montréal	11 745	
Société du Grand Théâtre de Québec	700	
Société du parc industriel du centre du Québec		268
	<u>76 349</u>	<u>268</u>
	-----	-----
Divers autres organismes et sociétés		
Aide à l'industrie		
Aide à la création d'emplois communautaires	3 774	
Aide à la production et à la commercialisation des produits agro-alimentaires	3 429	4 088
Aide au développement régional	2 619	4 612
Assistance à l'industrie minérale	9 537	7 583
Assistance financière à une industrie de pointe relative aux hélicoptères	49 498	49 910
Développement de l'industrie forestière	558	4 955
Développement des pêches maritimes	1 948	1 736
Aide aux loisirs et à la culture	9 219	6 961
Autres	3 430	6 805
	<u>84 012</u>	<u>86 650</u>
	-----	-----
	<u><u>160 361</u></u>	<u><u>86 918</u></u>



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances



Ministère des Finances

QMDF A 003929